

COMPTES PUBLICS

1988-1989

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1989

Québec 

H5
0211
79
83
0738
1988/89, 1
12.02
BMDP

COMPTES PUBLICS

1988-1989

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1989

Ministère des Finances

Bibliothèque

Date :



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-19898-0 (Édition complète)
ISBN 2-550-19899-9 (Volume 1)

Dépôt légal -- 4^e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur J. Gilles Lamontagne
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1989.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, décembre 1989

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1989, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q. c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

Québec, décembre 1989

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989	
Revenus, dépenses	13
Actif et passif	14
Dette nette	16
Besoins financiers et financement	17
Emploi des crédits	18
Notes complémentaires aux états financiers	20
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	37
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	41
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Placements	
Régimes de retraite	
Autres comptes	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1989 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1989. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail des comptes des régimes de retraite.
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement.
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère.
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin de ce volume apparaît sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs de chaque fonds renouvelable.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989**

REVENUS ET DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	13 808 240	13 025 374
Taxes à la consommation	6 649 373	6 283 738
Droits et permis	673 162	664 722
Revenus divers	764 320	690 726
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	<u>1 619 274</u>	<u>1 451 711</u>
Revenus autonomes	23 514 369	22 116 271
Transferts du gouvernement du Canada	<u>6 450 523</u>	<u>6 175 904</u>
Total des revenus (note 2)	<u>29 964 892</u>	<u>28 292 175</u>
DÉPENSES (note 4)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 430 184	8 152 855
Établissements de santé et de services sociaux	7 227 874	6 719 767
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 221 830	1 143 833
Municipalités et organismes municipaux	1 153 819	1 109 359
Personnes	4 981 663	5 003 579
Entreprises et organismes du Gouvernement	<u>531 869</u>	<u>389 987</u>
Total des transferts	23 547 239	22 519 380
Traitements, salaires et avantages sociaux	2 769 743	2 725 499
Service de la dette	2 712 307	2 765 492
Autres dépenses	<u>1 912 316</u>	<u>1 807 252</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>30 941 605</u>	<u>29 817 623</u>
Excédent des dépenses sur les revenus avant les dépenses additionnelles	976 713	1 525 448
Dépenses additionnelles (note 3)	<u>636 513</u>	<u>848 802</u>
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	<u><u>1 613 226</u></u>	<u><u>2 374 250</u></u>

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
ACTIF		
Espèces en banque	52 671	66 354
Placements temporaires - au coût	398 913	406 080
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	77 727	156 709
Comptes à recevoir	2 659 186	2 338 331
Intérêts courus	<u>16 245</u>	<u>14 175</u>
	3 204 742	2 981 649
	- - - - -	- - - - -
Placements--actions, obligations, billets, prêts et avances (note 5)		
Entreprises et organismes du Gouvernement	9 865 245	9 323 798
Municipalités et organismes municipaux	62 314	65 574
Particuliers, sociétés et autres	<u>193 810</u>	<u>203 621</u>
	10 121 369	9 592 993
	- - - - -	- - - - -
Frais reportés (note 6)	92 971	242 789
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DE L'ACTIF	13 419 082	12 817 431
DETTE NETTE	<u>31 826 718</u>	<u>30 213 492</u>
	<u>45 245 800</u>	<u>43 030 923</u>

Le contrôleur des Finances,

Le sous-ministre des Finances,

Pierre-André Paré, c.a.

Claude Séguin

Québec, le 24 novembre 1989

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
PASSIF		
Chèques en circulation	389 445	344 442
Avances des fonds en fidéicomis	54 354	52 248
Compte d'accords de perception fiscale	310 833	299 922
Comptes à payer	2 107 746	2 301 145
Intérêts courus	<u>1 367 706</u>	<u>1 313 721</u>
	4 230 084	4 311 478
	- - - - -	- - - - -
Gain de change non réalisé (note 7)	516 149	- - - - -
	- - - - -	- - - - -
Provision pour perte sur placements en actions (note 5)	177 268	318 410
	- - - - -	- - - - -
Provision pour financer l'assainissement des eaux	41 228	26 305
	- - - - -	- - - - -
Compte des régimes de retraite (note 8) Passif inscrit	13 448 801	11 672 883
Moins: contributions du Gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	<u>259 050</u>	<u>117 176</u>
	13 189 751	11 555 707
	- - - - -	- - - - -
Bons du trésor (note 9)	1 705 000	1 755 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 9)	23 346 286	22 971 000
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 9)	<u>2 040 034</u>	<u>2 093 023</u>
	27 091 320	26 819 023
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DU PASSIF	<u><u>45 245 800</u></u>	<u><u>43 030 923</u></u>
Engagements et éventualités (note 10)		

DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Solde au début	30 213 492	27 835 828
Déficit des opérations budgétaires	1 613 226	2 374 250
Réduction de comptes de placements en actions dans les entreprises et organismes du Gouvernement		4 327
Actions reçues pour la cession de biens à la Société des établissements de plein air du Québec		(913)
Solde à la fin	<u>31 826 718</u>	<u>30 213 492</u>

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Activités de fonctionnement		
Déficit des opérations budgétaires	1 613 226	2 374 250
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
• Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	538 274	670 711
• Provisions pour moins value	6 342	(77 368)
• Participation à titre d'employeur aux régimes de retraite	(2 064 650)	(2 586 850)
• Amortissement des frais reportés	(162 029)	(173 562)
• Amortissement du gain de change non réalisé	<u>45 505</u>	<u>(2 167 069)</u>
	<u>(1 636 558)</u>	<u>207 181</u>
	(23 332)	
Régimes de retraite:		
Pensions et autres paiements	640 029	581 641
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(209 423)	(197 845)
	<u>430 606</u>	<u>383 796</u>
	---	---
Variation des autres éléments de l'actif et du passif* reliés au fonctionnement	<u>554 280</u>	<u>795 086</u>
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement	961 554	1 386 063
	---	---
Activités d'investissement		
Placements effectués	153 588	112 238
Placements réalisés	<u>(156 240)</u>	<u>(119 163)</u>
Liquidités utilisées pour des activités d'investissement	(2 652)	(6 925)
	---	---
Besoins financiers nets	<u><u>958 902</u></u>	<u><u>1 379 138</u></u>
Activités de financement		
Variation de la dette à long terme:		
Emprunts effectués	3 232 538	3 199 575
Moins: Emprunts remboursés	<u>2 248 981</u>	<u>2 006 699</u>
	983 557	1 192 876
Amortissement de la variation du change étranger	<u>(45 505)</u>	<u>13 050</u>
	938 052	1 205 926
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
• Espèces en banque	(13 683)	26 595
• Placements temporaires	<u>(7 167)</u>	<u>(199 807)</u>
	<u>(20 850)</u>	<u>(173 212)</u>
Financement net	<u><u>958 902</u></u>	<u><u>1 379 138</u></u>

(*) Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les comptes et les intérêts courus à recevoir et les frais reportés. Les autres éléments de passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicomis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes et les intérêts courus à payer, le gain de change non réalisé, la provision pour perte sur placements en actions et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires culturelles	251 909	6 241	243 798	6 218	8 111	23
Affaires internationales	77 023	1 500	70 485	1 473	6 538	27
Affaires municipales	621 339	4 700	566 440	2 032	54 899	2 668
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	563 288	33 398	539 188	32 811	24 100	587
Approvisionnements et Services	65 025	31 900	58 871	24 554	6 154	7 346
Assemblée nationale		63 649		61 435		2 214
Commerce extérieur et Développement						
technologique	25 606		25 606			
Communautés culturelles et Immigration	40 930		39 109		1 821	
Communications	118 187		113 422		4 765	
Conseil du trésor	19 600		18 370		1 230	
Conseil exécutif	38 222	1 127	36 608	1 127	1 614	
Éducation	5 072 870	355 553	5 070 844	353 557	2 026	1 996
Énergie et Ressources	507 791	16 349	453 647	1 413	54 144	14 936
Enseignement supérieur et Science	2 758 462	91 729	2 731 199	91 729	27 263	
Environnement	363 610		359 555		4 055	
Finances	161 623	2 917 176	100 521	2 717 733	61 102	199 443
Industrie, Commerce et Technologie	412 578	17 990	330 387	17 990	82 191	
Justice	355 939	48 605	347 395	47 224	8 544	1 381
Loisir, Chasse et Pêche	219 670	8	210 556	8	9 114	
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 804 218	229 574	2 716 096	170 169	88 122	59 405
Office de planification et de développement du Québec	56 968		48 447		8 521	
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	39 999	994 282	38 630	974 370	1 369	19 912
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	104 946		101 632		3 314	
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	204 123	5 626	200 219	5 626	3 904	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	16 168	12 366	16 095	11 622	73	744
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 075 352		2 066 661		8 691
Revenu	246 161	46 397	244 558	37 762	1 603	8 635
Santé et Services sociaux	6 141 542	1 582 902	6 099 168	1 581 740	42 374	1 162
Sécurité publique	663 888	1 868	661 420	1 868	2 468	
Tourisme	80 686		75 556		5 130	
Transports	1 853 865	400	1 818 268	388	35 597	12
Travail	104 785	2 750	99 349	1 988	5 436	762
Provision pour créances douteuses		128 407		128 407		
	<u>23 991 021</u>	<u>8 669 849(1)</u>	<u>23 435 439</u>	<u>8 339 905</u>	<u>555 582</u>	<u>329 944</u>
Dépenses	23 896 480	8 669 818	23 372 978	8 339 889	523 502	329 929
Prêts, placements et avances	94 541	31	62 461	16	32 080	15
	<u>23 991 021</u>	<u>8 669 849(1)</u>	<u>23 435 439</u>	<u>8 339 905</u>	<u>555 582</u>	<u>329 944</u>
(1) Crédits permanents:						
Inclus dans les prévisions budgétaires		8 359 736		8 029 792		329 944
Non inclus dans les prévisions budgétaires		310 113		310 113		
		<u>8 669 849</u>		<u>8 339 905</u>		<u>329 944</u>

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, d'effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de la diminution des dépenses résultant de la réduction de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 134 749 milliers de dollars.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1989 démontre qu'aucun excédent des dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et les services acquis et les transferts dus y imputables.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à les présenter selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Les principaux régimes sont le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite des enseignants (RRE), le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et le Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 8.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Les revenus sont inscrits après déduction de 305,2 millions de dollars (258,9 millions de dollars en 1987-1988) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers, les allocations de disponibilité, les allocations familiales, les allocations pour enfants handicapés, les allocations pour jeunes enfants et les allocations à la naissance; de 97,3 millions de dollars (66,4 millions de dollars en 1987-1988) de l'impôt des corporations pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental; de 34,5 millions de dollars (15,1 millions en 1987-1988) des droits et permis - ressources naturelles pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4.

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES

Les dépenses tiennent compte d'un amortissement additionnel de 368,7 millions de dollars (673,0 millions de dollars en 1987-1988) pour le passif actuariel non inscrit des Régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, de certains enseignants et du RREGOP. Elles comprennent aussi des prestations additionnelles d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris aux montants respectifs de 171,8 millions de dollars (173,1 millions de dollars en 1987-1988) et 2,8 millions de dollars (2,7 millions de dollars en 1987-1988) normalement payables le 1er avril 1989. Elles comprennent également 93,2 millions de dollars pour des contributions additionnelles du Gouvernement aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement.

La répartition de ces dépenses additionnelles de 636,5 millions de dollars s'établit comme suit:

	Par objet				Par mission						Par ministère et organisme	
	Transferts		Traitements, salaires et avantages sociaux		Mission sociale		Mission éducative et culturelle		Mission gouvernementale et administrative		1989	1988
	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988		
Amortissement additionnel du passif actuariel non inscrit des régimes de retraite:												
Éducation	62,5	51,8					62,5	51,8			62,5	51,8
Enseignement supérieur et Science	16,2	13,4					16,2	13,4			16,2	13,4
Organisme relevant du ministre délégué à l'administration Santé et Services sociaux	128,1	425,0	130,6	150,1			118,2	415,8	140,5	159,3	258,7	575,1
	<u>31,3</u>	<u>32,7</u>			<u>31,3</u>	<u>32,7</u>					<u>31,3</u>	<u>32,7</u>
	238,1	522,9	130,6	150,1	31,3	32,7	196,9	481,0	140,5	159,3	368,7	673,0
Prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss												
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	174,6	175,8			174,6	175,8					174,6	175,8
Contributions aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement												
Éducation	65,0						65,0				65,0	
Enseignement supérieur et Science	<u>28,2</u>						<u>28,2</u>				<u>28,2</u>	
	93,2						93,2				93,2	
	505,9	698,7	130,6	150,1	205,9	208,5	290,1	481,0	140,5	159,3	636,5	848,8
	<u>636,5</u>		<u>848,8</u>				<u>636,5</u>	<u>848,8</u>			<u>636,5</u>	<u>848,8</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

L'effet de l'inscription de ces dépenses additionnelles sur les résultats des opérations budgétaires se présente comme suit:

	<u>1989</u> (en millions de dollars)	<u>1988</u>
Dépenses incluant les dépenses additionnelles	31 578,1	30 666,4
Effet des dépenses additionnelles 1987-1988	624,4	(848,8)
Effet des dépenses additionnelles 1988-1989	(636,5)	
Effet net sur les résultats	(12,1)	(848,8)
Dépenses sur base comparable	<u>31 566,0</u>	<u>29 817,6</u>

4. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1988-1989, s'élevaient à 1 303,4 millions de dollars (1 100,7 millions de dollars en 1987-1988), dont 583,1 millions de dollars (502,1 millions de dollars en 1987-1988) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 720,3 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (598,6 millions de dollars en 1987-1988). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature capitale apparaissent respectivement aux pages 1-39, 1-7 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5.

5. PLACEMENTS

a) PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

	<u>1989</u> (en milliers de dollars)	<u>1988</u>
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	9 370 004	8 835 230
Dotations - au coût	40 610	50 610
Obligations et billets - au coût	189 525	265 073
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	265 106	172 885
	<u>9 865 245</u>	<u>9 323 798</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	<u>177 268</u>	<u>318 410</u>

b) ÉCHÉANCIER DES OBLIGATIONS ET BILLETS, PRÊTS ET AVANCES

Excluant un montant de 171,9 millions de dollars (148,8 millions en 1988) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement 454,7 millions de dollars (438,0 millions de dollars en 1988), aux municipalités et organismes municipaux 62,3 millions de dollars (65,6 millions de dollars en 1988) et aux particuliers, sociétés et autres, 183,7 millions de dollars (193,5 millions de dollars en 1988) se résume comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

<u>Années d'échéance</u>	<u>1989</u> (en milliers de dollars)	<u>1988</u>
1989		98 150
1990	82 865	78 060
1991	11 874	11 684
1992	31 959	12 298
1993	12 711	13 056
1994	17 980	13 726
	<u>157 389</u>	<u>226 974</u>
1995-1999	145 070	118 365
2000-2004	100 137	77 400
2005-2009	24 666	23 967
2010-2014	16 479	16 477
2015-et plus	85 078	85 078
	<u>528 819</u>	<u>548 261</u>

6. FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés afférents aux emprunts comprennent les soldes non amortis des éléments suivants:

	<u>1989</u> (en milliers de dollars)	<u>1988</u>
Perte de change non réalisée		149 607
Frais d'émission, escompte et prime	62 959	71 674
Escompte sur les bons du trésor	30 012	21 508
	<u>92 971</u>	<u>242 789</u>

7. GAIN DE CHANGE NON RÉALISÉ

Les obligations et autres emprunts en monnaies étrangères au 31 mars 1989 ont été diminués de 711,3 millions de dollars pour se conformer aux taux de change à cette date. Ceci a eu pour effet d'annuler les frais reportés de 149,6 millions de dollars du 31 mars 1988 et de produire un gain de change non réalisé de 561,7 millions de dollars. Un montant de 45,5 millions de dollars a été inscrit en diminution des dépenses au titre d'amortissement de ce gain de change non réalisé laissant un solde de 516,2 millions de dollars au 31 mars 1989.

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**a) Passif**

Le passif inscrit de 13 448,8 millions de dollars (11 672,9 millions de dollars en 1988) est composé d'un montant de 7 839,4 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et d'un montant de 5 609,4 millions de dollars pour les autres régimes. Au 31 mars 1988, les soldes se chiffraient respectivement à 6 701,4 et 4 971,5 millions de dollars.

Selon les estimations actuarielles effectuées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, les obligations du Gouvernement envers ces régimes totalisent 22 888,5 millions de dollars au 31 décembre 1988, soit 7 016,9 millions de dollars pour le RREGOP et 15 871,6 millions de dollars pour les autres régimes. Au 31 décembre 1987, les montants (redressés) des obligations selon les évaluations actuarielles à cette date, sont respectivement de 20 723,9 millions de dollars, 6 027,0 millions de dollars et 14 696,9 millions de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Les estimations au 31 décembre 1988 ont été établies à partir des évaluations actuarielles des divers régimes effectuées par la Commission au 31 décembre 1987. Les estimations des obligations actuarielles du Gouvernement au 31 décembre 1987 présentées dans les états financiers de 1987-1988 étaient établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1984. Les évaluations actuarielles au 31 décembre 1987 ont amené, suite à la mise à jour des hypothèses utilisées, une diminution de l'évaluation des obligations actuarielles du Gouvernement de 2 763,8 millions de dollars à cette date.

b) Méthode d'amortissement du passif actuariel non inscrit

Le passif actuariel non inscrit de tous les régimes, sauf pour le RREGOP, est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif au coût des années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et au coût des bénéficiaires accordés sans contrepartie à certains participants est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans mentionnée au paragraphe précédent et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif aux intérêts sur la provision accumulée du RREGOP est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur la durée estimative du reste de la carrière active des participants à ce régime au prorata des salaires qui leur sont versés. Celui relatif à l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt imputé sur le solde du compte des régimes de retraite sera amorti en ligne droite sur une période de 15 ans à partir de l'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 1987 qui ne sera connue qu'au cours de 1989-1990.

c) Contributions du Gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant

Les contributions du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant, établies selon les dispositions législatives et contractuelles propres à chacun des régimes de retraite, ont été portées au compte des régimes de retraite pour un montant de 635,3 millions de dollars (577,9 millions de dollars en 1987-1988). La dépense de l'année à ce titre s'établit à 493,4 millions de dollars (460,7 millions de dollars en 1987-1988) selon la convention comptable sur les régimes de retraite en vigueur (voir note 1, page 21). Il s'ensuit donc des contributions inscrites d'avance de 141,9 millions de dollars pour 1988-1989 (117,2 millions de dollars en 1987-1988). Le montant accumulé des contributions inscrites d'avance est de 259,1 millions de dollars au 31 mars 1989 (117,2 millions de dollars au 31 mars 1988).

9. BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT

Les bons du trésor, obligations et autres emprunts ainsi que les exigences des fonds d'amortissement, convertis en dollars canadiens, sont présentés ci-dessous par monnaies et par année d'échéance:

<u>Monnaies</u>	<u>1989</u>	<u>1988</u>
	(en milliers de dollars)	
En monnaie du Canada	19 080 076	18 351 354
En monnaies étrangères aux cours en vigueur au 31 mars et considérant les contrats d'échange de devises:		
En monnaie des États-Unis	4 230 190	4 155 409
En monnaie du Japon	1 807 720	1 989 360
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	899 014	1 060 231
En monnaie de la Suisse	610 385	769 930
En monnaie du Royaume-Uni	213 404	239 466
En monnaie de la France	149 200	175 920
En monnaie de l'Australie	101 331	
En unités monétaires européennes		77 353
	<u>8 011 244</u>	<u>8 467 669</u>
	<u>27 091 320</u>	<u>26 819 023</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

<u>Années d'échéance</u>	<u>1989</u>	<u>1988</u>
	(en milliers de dollars)	
1989		2 908 698
1990	2 926 421	1 303 904
1991	1 047 907	992 913
1992	1 411 761	1 449 170
1993	1 038 756	1 250 423
1994	2 109 308	2 263 316
	<u>8 534 153</u>	<u>10 168 424</u>
1995-1999	10 317 167	9 146 992
2000-2004	3 749 786	3 437 560
2005-2009	1 811 309	1 724 315
2010-2014	1 782 360	1 396 102
2015 et plus	896 545	945 630
	<u>27 091 320</u>	<u>26 819 023</u>

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 11 927,9 millions de dollars au 31 mars 1989 (11 469,1 millions de dollars en 1988: montant redressé).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 25 714,2 millions de dollars au 31 mars 1989 (25 335,5 millions de dollars en 1988) dont 22 435,4 millions de dollars (22 248,3 millions de dollars en 1988) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 287 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront alors imputés aux dépenses.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 1989. Les chiffres de 1988 de revenus et dépenses ont été modifiés à la baisse pour tenir compte, d'une part, des allocations familiales de 56,6 millions de dollars déduites de l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1er janvier 1989, et d'autre part, des crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations de 15,1 millions de dollars, inscrits en déduction des revenus de droits et permis - ressources naturelles.

Affaires culturelles	Industrie, Commerce et Technologie
Commission d'appel de francisation des entreprises	* Société de développement industriel du Québec
Commission de protection de la langue française	* Société du parc industriel du centre du Québec
Commission de toponymie	Justice
Commission des biens culturels	Comité de protection de la jeunesse
Conseil de la langue française	Commission des droits de la personne
Office de la langue française	Office de protection du consommateur
Régie du cinéma	
Affaires internationales	Loisir, Chasse et Pêche
	Régie de la sécurité dans les sports
Affaires municipales	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Commission des affaires sociales
Commission municipale du Québec	Office de planification et de développement du Québec
Régie du logement	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
Commission de protection du territoire agricole du Québec	* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
* Commission des courses de chevaux du Québec	
* Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
* Régie des assurances agricoles du Québec	Conseil du statut de la femme
Régie des marchés agricoles du Québec	Office des services de garde à l'enfance
Approvisionnement et Services	Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif
Protection civile du Québec	Commission de la fonction publique **
Assemblée nationale	Office des ressources humaines **
Commerce extérieur et Développement technologique	Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Communautés culturelles et Immigration	Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	Protecteur du citoyen
	Vérificateur général
Communications	*Régie de l'assurance-maladie du Québec
Commission d'accès à l'information	
Régie des télécommunications	Revenu
Conseil du trésor	Régie des loteries et courses du Québec
Conseil exécutif	Santé et Services sociaux
Éducation	Conseil des affaires sociales
Conseil supérieur de l'éducation	Conseil de la famille
Énergie et Ressources	Office des personnes handicapées du Québec
* Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier	Sécurité publique
Régie du gaz naturel	Commission de police du Québec
Enseignement supérieur et Science	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil de la science et de la technologie	Régie des permis d'alcool du Québec
Conseil des collèges	Tourisme
Conseil des universités	Transports
Office des professions du Québec	Commission des transports
Environnement	Travail
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil de la conservation et de l'environnement	Conseil des services essentiels
Finances	Régie des entreprises de construction du Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec	* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.
Inspecteur général des institutions financières	** Ces organismes étaient sous la juridiction du ministre délégué à l'administration du 23 juin 1988 au 31 mars 1989.
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec	

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE
GOUVERNEMENTAL**

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des courses de chevaux du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artiste
Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs
Office des autoroutes du Québec
Office du crédit agricole du Québec
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique

**ENTREPRISES ET ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée dans l'annexe 6 des notes complémentaires

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de relance industrielle
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds en fidéicomis
Fonds spécial olympique
Fonds spéciaux du crédit agricole

FONDS RENOUVELABLES

Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement-média
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable du Service de la cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS
CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

ANNEXE 3

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec
(C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des
commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui
étaient le 31 mai 1981, employés de la Station
expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1989

ANNEXE 4

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	10 065 617	9 505 150
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 159 514	2 049 194
Impôt des sociétés	1 580 856	1 471 991
Autres	<u>2 253</u>	<u>(961)</u>
	<u>13 808 240</u>	<u>13 025 374</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	4 281 220	4 016 318
Carburants	1 224 306	1 183 892
Tabacs	554 497	531 830
Repas et hôtellerie	433 016	402 650
Autres	<u>156 334</u>	<u>149 048</u>
	<u>6 649 373</u>	<u>6 283 738</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	353 413	369 563
Boissons alcooliques	59 776	58 636
Ressources naturelles	117 960	101 952
Pari mutuel	23 153	26 775
Autres	<u>118 860</u>	<u>107 796</u>
	<u>673 162</u>	<u>664 722</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	239 704	231 933
Intérêts	258 842	214 616
Amendes, confiscations et recouvrements	<u>265 774</u>	<u>244 177</u>
	<u>764 320</u>	<u>690 726</u>
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	381 347	370 078
Loto-Québec	428 671	380 050
Hydro-Québec	619 000	508 000
Autres	<u>190 256</u>	<u>193 583</u>
	<u>1 619 274</u>	<u>1 451 711</u>
Total des revenus autonomes	<u>23 514 369</u>	<u>22 116 271</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 510 976	3 090 693
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 653 194	1 681 951
Contributions aux programmes de bien-être	1 037 353	1 032 044
Autres programmes	<u>249 000</u>	<u>371 216</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>6 450 523</u>	<u>6 175 904</u>
Total des revenus	<u>29 964 892</u>	<u>28 292 175</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
Année financière terminée le 31 mars 1989

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	2 561 630	2 724 975
Santé et adaptation sociale	9 814 271	9 098 928
Habitation	<u>186 307</u>	<u>194 702</u>
	<u>12 562 208</u>	<u>12 018 605</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	8 856 146	8 573 001
Culture	249 995	216 049
Loisir	<u>214 359</u>	<u>205 172</u>
	<u>9 320 500</u>	<u>8 994 222</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	759 294	737 161
Gestion administrative centrale	3 813 019	4 051 533
Relations intergouvernementales	81 123	79 486
Protection de la personne et de la propriété	<u>796 637</u>	<u>712 216</u>
	<u>5 450 073</u>	<u>5 580 396</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 401 789	1 243 310
Industries secondaires	342 573	270 237
Services	103 845	96 428
Ressources humaines	291 051	262 004
Transports	<u>1 469 566</u>	<u>1 352 421</u>
	<u>3 608 824</u>	<u>3 224 400</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>30 941 605</u>	<u>29 817 623</u>
Dépenses additionnelles (note 3)	<u>636 513</u>	<u>848 802</u>
Total des dépenses	<u><u>31 578 118</u></u>	<u><u>30 666 425</u></u>
PAR MINISTÈRE et ORGANISME		
Affaires culturelles	249 995	216 049
Affaires internationales	71 214	71 602
Affaires municipales	568 453	589 605
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	571 790	549 742
Approvisionnement et Services	83 416	60 613
Assemblée nationale	61 425	56 142
Commerce extérieur et Développement technologique	25 506	25 140
Communautés culturelles et Immigration	39 095	33 185
Communications	113 410	181 896
Conseil du trésor	18 364	16 949
Conseil exécutif	37 662	33 579
Éducation	5 296 878	5 004 559
Énergie et Ressources	454 933	378 970

	<u>1989</u>	<u>1988</u> (note 11)
Enseignement supérieur et Science	2 763 849	2 625 419
Environnement	359 533	293 644
Finances	2 818 242	2 861 569
Industrie, Commerce et Technologie	302 550	230 424
Justice	394 583	375 654
Loisir, Chasse et Pêche	210 535	200 127
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	2 711 623	2 844 421
Office de planification et de développement du Québec	48 431	44 299
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	754 307	1 000 140
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	101 626	94 200
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	205 842	192 904
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	27 708	25 255
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 066 661	1 889 479
Revenu	282 179	281 949
Santé et Services sociaux	7 649 610	7 118 659
Sécurité publique	663 131	602 819
Tourisme	75 532	69 114
Transports	1 818 542	1 689 861
Travail	<u>101 322</u>	<u>82 287</u>
	30 947 947	29 740 255
	-----	-----
Provisions pour moins value		
Provision pour créances douteuses	128 407	90 533
Diminution de la provision pour perte sur placements en actions	<u>(134 749)</u>	<u>(13 165)</u>
	(6 342)	77 368
	-----	-----
Total avant les dépenses additionnelles	<u>30 941 605</u>	<u>29 817 623</u>
	-----	-----
Dépenses additionnelles (note 3)	<u>636 513</u>	<u>848 802</u>
Total des dépenses	<u><u>31 578 118</u></u>	<u><u>30 666 425</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES
 ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
 ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1989
 (en milliers de dollars)

POSSEDÉS À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	AU 31 MARS 1988			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1988-1989	AU 31 MARS 1989	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS 1988-1989		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	7 531 109			319 000 (3-4)	7 850 109	
Loto-Québec	11 196			28 671 (3)	39 867	
Sibec		247 851	81 560	104 833 (4)		61 458
Société de développement de la Baie James, incluant Société de développement autochtone de la Baie James	3 989	4 999		9 502 (1-4)	8 492	
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	135 105		17 500	13 429	166 034	
Société des alcools du Québec	30 633			347 (3)	30 980	
Société des établis- sements de plein air du Québec	27 074		4 000	(3 833)(4)	27 241	
Société des traversiers du Québec	922			932	1 854	
Société générale de financement du Québec (SGF)	649 747			145 489 (4)	795 236	
Société générale des industries culturelles	17 336			282	17 618	
Société immobilière du Québec	89 926			782	90 708	
Société nationale de l'amiante		140 479		23 419 (1)		117 060(5)
Société québécoise des transports		1 498		3 333 (4)	1 835	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	107 559		(25 000)	8 358	90 917	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	86 897			11 830	98 727	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	132 610			6 495	139 105	
Société du parc indus- triel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 070			35 (4)	8 105	
Société du parc industriel et portuaire Québec- Sud (*) (actions détenues à 60%)	1 859			(2)	1 859	
2332-7190 Québec Inc.	1 198			119 (1-4)	1 317	
	<u>8 835 230</u>	<u>394 827</u>	<u>78 060</u>	<u>673 023 (6)</u>	<u>9 370 004</u>	<u>178 518(5)</u>

(en milliers de dollars)

- (1) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.
- (2) États financiers non disponibles.
- (3) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes d'Hydro-Québec (300 000), de Loto-Québec (400 000) et de la Société des alcools (381 000).
- (4) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1988).
Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1989 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 405 000 et de 34 650 et diminuée de 1 061.
- (5) Après application en contrepartie des prêts et avances à la Société nationale de l'amiante (1 250), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 177 268 au 31 mars 1989 (318 410 au 31 mars 1988).
- (6) La participation de 673 023 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1989 est présentée comme suit:
538 274 aux revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement;
134 749 en réduction de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie au crédit des dépenses;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**

ANNEXE 7

(en milliers de dollars)

ENGAGEMENTS	<u>1989</u>	<u>1988</u> (redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 320 237	4 231 179
Établissements de santé et de services sociaux	1 801 154	1 607 096
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	999 256	1 060 173
Assainissement des eaux	2 196 618	1 887 718
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	100 596	97 215
Pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	228 247	223 243
Établissements de santé et de services sociaux	271 737	192 506
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égoûts et autres	269 922	275 377
Assainissement des eaux	1 235 108	1 450 859
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	124 667	96 757
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	<u>380 343</u>	<u>347 023</u>
	<u>11 927 885*</u>	<u>11 469 146*</u>
 ENPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	22 435 398	22 248 283
Régie des installations olympiques	491 086	567 889
Sidbec	329 424	308 885
Société de développement industriel du Québec	223 308	186 149
Société immobilière du Québec	445 180	448 600
Société nationale de l'amiante	57 690	54 776
Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale à part entière de la S.G.F.)	168 897	183 881
Société québécoise d'assainissement des eaux	130 369	101 330
Autres entreprises du gouvernement du Québec	224 269	181 327
Prêts aux étudiants	1 181 116	1 028 356
Municipalités, particuliers et sociétés	11 887	13 204
Prêts aux pêcheurs	<u>15 588</u>	<u>12 835</u>
	<u>25 714 212*</u>	<u>25 335 515*</u>

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en monnaie canadienne aux cours en vigueur au 31 mars.

CAUTIONNEMENTS**Société générale de financement du Québec (S.G.F.)**

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par la S.G.F. en cas de défaut de remboursement du capital et des intérêts des obligations émises pour la mise sur pied d'un complexe forestier intégré par Donohue St-Félicien Inc. Le solde de ces obligations en circulation au 31 mars 1989 s'élevait à 86,8 millions de dollars (99,0 millions de dollars en 1988).

Société de développement industriel du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1989, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 80,3 millions de dollars (92,6 millions de dollars en 1988).

AUTRES ÉVENTUALITÉS**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:**

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, depuis le 11 août 1988 et jusqu'au 1er avril 1992, les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds sont payées à même les revenus nets que produit l'avance de 10,0 millions de dollars consentie au Fonds par le ministre des Finances. Lorsque ces revenus sont insuffisants, le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations.

Au 31 mars 1989, l'avoir du Fonds s'élevait à 1,1 million de dollars (10,0 millions de dollars en 1988) et le solde en capital des prêts assurés s'élevait à 1 747,4 millions de dollars (1 681,0 millions de dollars en 1988).

Au cours de l'année financière, le ministre des Finances a versé 27,9 millions de dollars (20,7 millions de dollars en 1988) au Fonds qui a déboursé 28,9 millions de dollars des 83,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1988. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1989 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 72,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochaines années financières.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1989:

- revenus et dépenses;
- actif et passif;
- dette nette;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Je formule ci-après une restriction à l'égard de la convention comptable portant sur les régimes de retraite:

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 8b), le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 8a) les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et ne sont pas comptabilisées comme tel; le fait de ne pas les comptabiliser entièrement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière sont inférieurs d'un montant d'au moins 531 millions de dollars. Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite est inférieur d'un montant d'au moins 9 699 millions de dollars (31 mars 1988: d'au moins 9 168 millions de dollars - montant redressé).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations envers les régimes de retraite dont il est question dans le paragraphe ci-dessus, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du gouvernement au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente. De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 11 décembre 1989

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989**

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles à l'égard de la restriction indiquée dans le rapport du vérificateur sur les états financiers ainsi qu'à l'égard d'autres sujets reliés à la présentation de l'information financière.

A. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

La convention comptable sur les régimes de retraite fait l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et des dépenses du gouvernement.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux prestations constituées doivent être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations. Or, le gouvernement n'a comptabilisé qu'une partie de ses obligations et la partie non comptabilisée représente au moins 9 699 millions de dollars au 31 mars 1989.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisque le passif non inscrit s'accroît d'année en année et que l'amortissement annuel porté aux dépenses est inférieur au coût annuel en intérêts calculé sur le solde non inscrit de ce passif et ce, malgré l'amortissement additionnel imputé aux livres du gouvernement au cours des deux dernières années. Ainsi, l'intérêt sur l'obligation actuarielle non inscrite pour l'année financière 1988-1989 aurait dû être d'environ 900 millions de dollars, alors que l'amortissement du passif non inscrit pour la même période s'est élevé à 422,7 millions de dollars incluant un amortissement additionnel de 368,7 millions de dollars dont il est question à la note complémentaire 3.

Selon la note complémentaire 8a) sur les régimes de retraite, l'obligation actuarielle et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit:

Régimes de retraite (en millions \$)	1989		1988	
	Obligation actuarielle	Passif net inscrit	Obligation actuarielle	Passif net inscrit
RREGOP	7 017	7 618	6 027	6 602
Autres régimes	<u>15 872</u>	<u>5 572</u>	<u>14 697</u>	<u>4 954</u>
TOTAL	<u>22 889</u>	<u>13 190</u>	<u>20 724</u>	<u>11 556</u>

Au cours de l'année civile 1988, l'obligation actuarielle a augmenté de 2 165 millions de dollars tandis que le passif net inscrit a augmenté de 1 634 millions de dollars au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1989, ce qui comporte une augmentation au cours de l'année financière d'au moins 531 millions de dollars du passif net et de la dépense non inscrits au 31 mars 1989.

Des mesures devraient donc être prises pour comptabiliser de façon appropriée les obligations du gouvernement envers les régimes de retraite.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (I.C.C.A.) a émis en novembre 1988, la prise de position no 5 sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Comité recommande à cet effet de comptabiliser cette dette à l'état de la situation financière.

Bien que cette prise de position ne contienne pas de date spécifique pour sa mise en application, le vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

B. DÉPENSES ADDITIONNELLES

Le gouvernement a imputé "par anticipation" des dépenses de 848,8 millions de dollars en 1987-1988 et de 636,5 millions de dollars en 1988-1989, normalement imputables aux années subséquentes. Ces dépenses additionnelles, pour ces deux années financières, sont constituées d'amortissement accéléré du passif non inscrit des régimes de retraite autres que le RREGOP, de prestations anticipées d'aide sociale et de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs ainsi que, en 1988-1989, de contributions additionnelles à des fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement.

Ces opérations comptables, quoique faites à l'intérieur des règles de la Loi sur l'administration financière, ont eu pour effet de modifier de façon ponctuelle les résultats des deux dernières années financières en augmentant le déficit des opérations budgétaires de 12,1 millions de dollars pour 1988-1989 et de 848,8 millions de dollars pour 1987-1988. Le déficit des opérations budgétaires passe ainsi de 1 601,1 millions de dollars à 1 613,2 millions de dollars pour 1988-1989 et de 1 525,4 millions de dollars à 2 374,2 millions de dollars pour 1987-1988. Ces opérations comptables auront également un effet sur les résultats de 1989-1990.

L'anticipation de ces dépenses additionnelles compromet la comparabilité des états financiers; elle nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires d'une année financière à l'autre. Cet ajustement des dépenses et du déficit annuel des opérations budgétaires ne constitue pas une représentation appropriée de la continuité des opérations financières du gouvernement.

Pour le lecteur des états financiers, il devient donc difficile lorsque confronté à un tel ajustement d'apprécier l'imputabilité du gouvernement à la simple lecture des états financiers et d'en évaluer la performance.

C. INTÉGRALITÉ DES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Depuis plusieurs années, le vérificateur général soulève, dans ses observations sur les états financiers annuels du gouvernement et dans ses Rapports annuels à l'Assemblée nationale, la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement.

L'intégralité est la caractéristique de l'information comptable qui assure que les états financiers contiennent toutes les données nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de toutes les activités.

Les états financiers ne fournissent pas un compte rendu complet de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait à ses organismes et à ses entreprises. Notamment, ils n'intègrent pas les données financières des organismes et des entreprises accomplissant des activités à caractère gouvernemental ainsi que les données des fonds spéciaux à l'exception du Fonds des services de santé. Pour ce qui est des fonds en fiducie administrés par le gouvernement, ses organismes et ses entreprises, les états financiers ne présentent pas la description ainsi qu'un sommaire de leurs soldes par voie de note ou de tableau aux états financiers.

Depuis quelques années, le gouvernement a fait des efforts pour préciser son entité comptable en la définissant dans ses conventions comptables et en indiquant, dans des annexes aux notes complémentaires, les entités qui sont incluses aux états financiers et celles qui en sont exclues. De plus, il comptabilise sa participation aux résultats annuels des entreprises dans lesquelles il détient des placements en actions. Ces mesures concourent à une information plus représentative du périmètre comptable du gouvernement et viennent régler en partie la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement.

Le gouvernement doit poursuivre ses efforts afin de fournir un compte rendu plus complet de ses activités.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions d'organismes	1-4
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement:	
Provision pour perte sur placements en actions	1-5
Provision pour financer l'assainissement des eaux	1-5
Autres éléments de l'actif et du passif	1-6
Activités d'investissement	1-7
Détail du compte des régimes de retraite	1-9

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	23 332
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions d'organismes	- 430 606
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement:	
<i>Provision pour perte sur placements en actions</i>	- 6 393
Provision pour financer l'assainissement des eaux	14 923
Autres éléments de l'actif et du passif	- 562 810
	<u>961 554</u>

Activités d'investissement -- Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	- 3 642
Municipalités et organismes municipaux	3 260
Particuliers, sociétés et autres	3 034
	<u>2 652</u>

Besoins financiers nets	- <u>958 902</u>
-------------------------	------------------

N.B: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1989

Déficit des opérations budgétaires à financer

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		1 613 226
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	319 000	
Loto-Québec	28 671	
Société de développement de la Baie James	4 503	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	13 429	
Société des alcools du Québec	347	
Société des établissements de plein air du Québec	(3 833)	
Société des Traversiers du Québec	932	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	35	
Société générale de financement du Québec	145 489	
Société générale des industries culturelles	282	
Société immobilière du Québec	782	
Société québécoise des transports	1 835	
Société québécoise d'exploration minière	8 358	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	11 830	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	6 495	
2332-7190 Québec Inc.	119	538 274
Provisions pour moins value:		
Diminution de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	104 833	
Société de développement de la Baie James	4 999	
Société nationale de l'amiante	23 419	
Société québécoise des transports	1 498	
	134 749	
Provision pour créances douteuses	(128 407)	6 342
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite		(2 064 650)
Amortissement des frais reportés		(162 029)
Amortissement du gain de change non réalisé		45 505
Déficit des opérations budgétaires à financer		<u>(23 332)</u>

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

Compte des régimes de retraite (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	640 029
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(209 423)
	<u>430 606</u>

(1) Pour plus de détail voir page 1-9 "Détail du compte des régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS

(en milliers de dollars)

	31 mars 1989	31 mars 1988	Variation brute	Réduction des dépenses considérées aux activités de fonctionnement	Variation nette
Sibec	61 458	173 259	(111 801)	104 833	(6 968)
Société de développement de la Baie James		4 999	(4 999)	4 999	
Société nationale de l'amiante	115 810	138 654	(22 844)	23 419	575
Société québécoise des transports		1 498	(1 498)	1 498	
	<u>177 268</u>	<u>318 410</u>	<u>(141 142)</u>	<u>134 749</u>	<u>(6 393)</u>

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

(en milliers de dollars)

	31 mars 1989	31 mars 1988	Variation
Études	18 955	12 300	6 655
Travaux d'assainissement	22 273	14 005	8 268
	<u>41 228</u>	<u>26 305</u>	<u>14 923 (1)</u>

(1) Montant porté aux dépenses de 16 430 921 \$ diminué des déboursés de 1 508 444 \$.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1989	31 mars 1988	Montant porté à la dépense	Variation
Éléments de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	77 727	156 709		(78 982)
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 322 234	1 223 052	121 161	220 343
Autres débiteurs	1 336 952	1 115 279		221 673
Intérêts courus	16 245	14 175		2 070
Frais reportés	92 971	93 183 (1)	162 029	161 817
	<u>2 846 129</u>	<u>2 602 398</u>	<u>283 190</u>	<u>526 921</u>
Éléments du passif:				
Chèques en circulation	389 445	344 442		45 003
Avances des fonds en fidéicomis	54 354	52 248		2 106
Compte d'accords de perception fiscale	310 833	299 922		10 911
Comptes à payer	2 107 746	2 301 145		(193 399)
Intérêts courus	1 367 706	1 313 721		53 985
Gain de change non réalisé			(45 505)	45 505 (2)
	<u>4 230 084 (2)</u>	<u>4 311 478</u>	<u>(45 505)</u>	<u>(35 889)</u>
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif	<u>(1 383 955)</u>	<u>(1 709 080)</u>	<u>237 685</u>	<u>562 810</u>

(1) Excluant la perte de change non réalisée de 149 606 535 \$ en 1988 convertie en gain en 1989. (Voir note 6 aux états financiers page 24).

(2) Excluant le gain de change non réalisé de 516 148 472 \$ inscrit au passif. (Voir note 7 aux états financiers page 24).

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1989

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	106 576	15 636	118 570		3 642
Municipalités et organismes municipaux			3 260		(3 260)
Particuliers, sociétés et autres	28 177	3 199	33 407	1 003	(3 034)
	<u>134 753</u>	<u>18 835</u>	<u>155 237</u>	<u>1 003</u>	<u>(2 652)</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés	
	Déboursés	Redressements	Recettes	Total
Entreprises et organismes du Gouvernement				
Actions et mises de fonds				
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	17 500			17 500
Société des établissements de plein air du Québec	1 000			1 000
Société québécoise d'exploration minière			25 000	(25 000)
	<u>18 500</u>		<u>25 000</u>	<u>(6 500)</u>
Obligations et billets				
Société d'habitation du Québec			548	(548)
Société immobilière du Québec			75 000	(75 000)
			<u>75 548</u>	<u>(75 548)</u>
Prêts et avances				
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	4 000			4 000
Hydro-Québec			169	(169)
Sidbec		14 750 (1)	14 750	
Société de développement des coopératives			2 433	(2 433)
Société de développement industriel du Québec	71 776		95	71 681
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	9 500	311		9 811
Société nationale de l'amiante		575	575	
2332-7190 Québec Inc.	2 800			2 800
	<u>88 076</u>	<u>15 636</u>	<u>18 022</u>	<u>85 690</u>
	<u>106 576</u>	<u>15 636</u>	<u>118 570</u>	<u>3 642</u>

(1) Intérêts capitalisés de 21 718 000 \$ et transfert de 6 968 000 \$ à " Capital-actions " et par la suite à " Provision pour perte sur placements en actions ".

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			2 250		(2 250)
Prêts et avances			1 010		(1 010)
			<u>3 260</u>		<u>(3 260)</u>
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	14 677	3 084 (2)	4 346	53	13 362
Pêcheurs	151		9 776	33	(9 658)
Producteurs agricoles			8	174	(182)
	<u>14 828</u>	<u>3 084</u>	<u>14 130</u>	<u>260</u>	<u>3 522</u>
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	1 734		1 368		366
Coopératives	780	(22)	27		731
Corporations agricoles				193	(193)
Corporations industrielles	80		3 396	490	(3 806)
Corporations minières		137			137
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	150				150
Fonds renouvelable -- télécommunications			1 500		(1 500)
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants			100		(100)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	305		20		285
Fonds des services informatiques			2 100		(2 100)
Fonds des services de télécommunications	10 300		9 250		1 050
Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation				60	(60)
Pêcheurs			1 196		(1 196)
Syndicat des producteurs de bois			320		(320)
	<u>13 349</u>	<u>115</u>	<u>19 277</u>	<u>743</u>	<u>(6 556)</u>
	<u>28 177</u>	<u>3 199</u>	<u>33 407</u>	<u>1 003</u>	<u>(3 034)</u>

(2) Intérêts capitalisés.

DÉTAIL DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes +		Contributions du Gouvernement à titre d'employeur -	Pensions et autres + paiements (-)	Redressements =	Excédent -	Contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	Solde
R.R.E.G.O.P.	620		1 219 270	51 697	(30 189)(3)	1 138 004	121 972	1 016 032
R.R.E.	104 526		544 835	314 352		335 009	7 958	327 051
R.R.C.E.	11 967 (3)		29 064	29 636	13 192 (3)	24 587		24 587
R.R.F.	58 196 (1)		247 825	210 943		95 078	1 158	93 920
R.R.S.Q.	12 690		140 671	21 395		131 966	10 431	121 535
R.R.L.	918		6 953	5 781		2 090		2 090
R.R.J.C.	2 397		13 882	5 915		10 364		10 364
R.R.A.P.I.P.	18 109 (3)		4 024	310	16 997 (3)	38 820	355	38 465
	<u>209 423</u>		<u>2 206 524 (2)</u>	<u>640 029</u>		<u>1 775 918</u>	<u>141 874</u>	<u>1 634 044</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 926 368 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)

	Service courant	Service passé	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.				
Réseau des affaires sociales	217 704	32 430	310 928	561 062
Réseau de l'éducation	156 862	78 732	252 333	487 927
Réseau de la fonction publique	74 124		96 157	170 281
	<u>448 690</u>	<u>111 162</u>	<u>659 418</u>	<u>1 219 270</u>
Autres régimes				
R.R.E.	103 182	118 200	323 453	544 835
R.R.C.E.		9 899	19 165	29 064
R.R.F.	30 319	125 466	92 040	247 825
R.R.S.Q.	42 637	48 403	49 631	140 671
R.R.L.	1 285	5 127	541	6 953
R.R.J.C.	5 288	4 394	4 200	13 882
R.R.A.P.I.P.	3 859		165	4 024
	<u>186 570</u>	<u>311 489</u>	<u>489 195</u>	<u>987 254</u>
	<u>635 260</u>	<u>422 651 (a)</u>	<u>1 148 613</u>	<u>2 206 524</u>

(a) Incluant un amortissement additionnel de 368 705 000 \$ du passif actuariel non inscrit.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), et de la Loi sur le Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., c. R-9.2), la Caisse de dépôt et de placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu des montants respectifs de 11 967 645 \$ et de 14 250 584 \$ représentant des cotisations de certains participants à ces régimes; en conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 13 192 239 \$ et au compte du Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales pour un montant de 16 996 785 \$.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
 R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
 R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
 R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
 R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
 R.R.L. = Régime de retraite des membres de la Législature.
 R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
 R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-7

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets		
12	Opérations budgétaires -- déficit	-	1 613 226
1-3	Opérations non budgétaires -- surplus		654 324
		-	<u>958 902</u>
	Financement		
2-4	Variation de l'encaisse		<u>20 850</u>
2-4	Nouveaux emprunts		3 232 538
	Diminution de la dette résultant de l'amortissement de la variation de change sur les emprunts en monnaie étrangère	-	45 505
2-7	Remboursements d'emprunts (1)	-	<u>2 248 981</u>
	Variation de la dette à long terme		<u>938 052</u>
			<u>958 902 (2)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement
et un montant positif une source de financement.

(1) Incluant 96 713 702 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

(2) Excluant un montant de 665 755 007 \$ représentant la variation de change non amortie
de l'année financière sur les emprunts en monnaie étrangère.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

VARIATION DE L'ENCAISSE**DÉTAIL**

	31 mars 1989	31 mars 1988	Variation
Espèces en banque	52 671	66 354	13 683
Placements temporaires	398 913	406 080	7 167
	<u>451 584</u>	<u>472 434</u>	<u>20 850</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS**SOMMAIRE**

Obligations -- négociables	2 569 517	
-- remboursables à demande	454 050	
-- non négociables	5 289	3 028 856
Autres emprunts		203 682
		<u>3 232 538</u>

DÉTAIL

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	Montant
Obligations						
Négociables						
En monnaie du Canada						
	1988-04-22	1998-06-19	9,25	97,616		100 000
	1988-06-30	1998-04-07	10,25	98,437		75 000
	1988-06-30	2009-04-01	11,00	99,875		75 000
	1988-07-05	1998-04-07	10,25	98,15		200 000
	1988-07-05	2009-04-01	11,00	99,155		250 000
	1988-10-20	1998-04-07	10,25	97,50		50 000
	1988-10-20	2009-04-01	11,00	100,29		100 000
	1988-11-30	1998-11-30	10,50 (A)	101,45		250 000
	1988-12-22	1998-04-07	10,25	97,00		436 500
	1988-12-22	2009-04-01	11,00	101,125		25 000
	1989-03-31	1995-06-26	10,50	96,777		120 971
	1989-03-31	2009-04-01	11,00	99,713		50 000
						<u>1 732 471</u>

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	Montant
En monnaie du Canada					
Emprunts escomptés					
1988-06-04	2012-06-04	10,50			22 (1)
1988-07-31	1998-07-31	10,75			32 (2)
1988-04-01	2009-04-01	11,00			9 (3)
					<u>63</u>
					<u>1 732 534</u>
En monnaie des États-Unis					
1988-04-07	1998-04-07	9,00 (A)	100,50	200 000	249 688 (4)
1989-02-01	1999-04-01	9,375	99,125	250 000	296 875 (5)
				<u>450 000</u>	<u>546 563</u>
En monnaie des États-Unis					
Emprunts escomptés					
1989-01-10	1995-01-10	8,25 (A)		1 042	1 252 (6)
1989-01-29	1995-01-29	8,05 (A)		1 131	1 353 (7)
1989-02-25	1992-02-25	8,1436(A)		3 007	3 551 (8)
1989-03-12	2001-03-12	7,15 (A)		1 128	1 350 (9)
				<u>6 308</u>	<u>7 506</u>
				<u>456 308 \$ É.U.</u>	<u>554 069 (10)</u>
En monnaie de la Suisse					
1988-04-07	2008-04-07	5,00 (A)	101,00	200 000 F.S.	181 583 (10)
En monnaie de l'Australie					
1988-11-29	1998-11-29	6,67 (A)	100,00	100 000 \$ AUS.	101 331 (10)(11)
					<u>2 569 517</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1987-06-01	1997-06-01	10,50/6,00 (A)(12)	100,00		1 635
1988-06-01	1998-06-01	10,50/6,00 (A)(13)	100,00		452 415 (14)
					<u>454 050</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1988	2008	9,62 -- 10,39	100,00		5 289
					<u>3 028 856</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	Montant
Autres emprunts					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1988-06-14	1989-1992-06-14	8,50	(A)		2 534 (15)
En monnaie des États-Unis					
1988-04-05	1995-12-04	7,0625	100,00	1 187	1 465 (16)
1988-05-05	1995-12-04	7,625	100,00	137	169 (16)
1988-08-05	1995-12-04	8,5625	100,00	1 472	1 774 (16)
				<u>2 796 \$ É.U.</u>	<u>3 408 (10)</u>
En monnaie du Japon					
1988-04-25	2003-04-25	5,50	100,00	<u>20 000 000 Yens</u>	<u>197 740 (10)</u>
					203 682
Emprunts effectués					<u>3 232 538</u>

* En milliers d'unités monétaires.

(A) Intérêts payables annuellement.

- (1) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 100 000 000 \$ réalisé pour 96 880 000 \$ le 13 août 1987. Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,87%.
- (2) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 25 000 000 \$ réalisé pour 24 220 500 \$ le 9 octobre 1987. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,26%.
- (3) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 100 000 000 \$ réalisé pour 96 875 000 \$ le 7 janvier 1988. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,39%.
- (4) Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au montant de 114 636 208 \$ ainsi qu'un contrat d'échange de devises en monnaie de la Suisse au montant de 150 000 000 F.S. sont rattachés à cet emprunt.
- (5) Deux contrats d'échange de devises en monnaie du Canada au montant de 296 875 000 \$ sont rattachés à cet emprunt.
- (6) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 63 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 50 015 070 \$ É.-U. le 10 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,88%.
- (7) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 64 100 000 \$ É.-U. réalisé pour 49 998 000 \$ É.-U. le 29 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,93%.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)	
Bons du trésor					
	diverses	diverses		50 000	50 000
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
	1988-04-01	1978-04-05		3 400 (2)	
	1988-05-01	1973-05-01		363	
	1988-05-01	1973-05-01		4 940	
	1988-05-01	1973-05-01		7 023	
	1988-05-01	1979-05-01		1 328 (2)	
	1988-05-01	1979-05-01		1 764 (2)	
	1988-05-01	1979-05-01		1 381 (2)	
	1988-05-01	1982-07-30		150 000	
	1988-06-15	1983-03-15		125 000	
	1988-07-25	1983-05-25		125 000	
	1988-10-15	1963-10-15		45 561 (3)	
	1988-11-01	1978-11-01		6 079 (4)	
	1989-01-15	1965-01-15		39 247 (5)	
				511 086	
En monnaie des États-Unis					
	1988-06-01	1972-06-01	6 000	7 405 (2)	
	1988-11-01	1977-11-01	1 800	2 221 (2)	
	1988-12-15	1981-12-15	150 000	185 115 (6)	
	1989-02-01	1984-02-01	5 000	6 170 (7)	
			162 800 \$ É.U.	200 911	
En monnaie de la Suisse					
	1988-11-16	1983-11-16	100 000	90 580 (8)	
	1988-12-29	1982-12-29	100 000	90 580 (9)	
			200 000 F.S.	181 160	
En monnaie du Japon					
	1988-08-27	1982-08-27	20 000 000 Yens	198 880 (2)(10)	
En unités monétaires européennes					
	1989-03-10	1983-03-10	50 000 E.C.U.	77 353	1 169 390

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)
Remboursables à demande				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
	1988-06-01	1978-06-01		50 472
	1989-06-01	1979-06-01		2 915
	1993-06-01	1983-06-01		56 478
	1994-06-01	1984-06-01		131 858
	1995-06-01	1980-06-01		23 134
	1995-06-01	1985-06-01		73 275
	1996-06-01	1981-06-01		7 051
	1996-06-01	1986-06-01		93 516
	1997-06-01	1982-06-01		25 968
	1997-06-01	1987-06-01		197 741
	1998-06-01	1988-06-01		162 536
				824 944
Non négociables				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Régime de pensions du Canada				
	1988-1989	1968-1969		2 378
				1 996 712
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
	1988-04-01	1972-1979-04-01		2 783
Institutions universitaires				
(assumées)				
	diverses	diverses		638
Emprunt escompté				
	1988-06-14	1982-06-14		10 000
Office des autoroutes du Québec				
	1988-07-15	1982-04-01		1 250
				11 250

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)	
En monnaie des États-Unis					
	1988-08-03	1983-08-03	2 000	2 468	
	1988-08-18	1983-08-18	2 000	2 468	
	1988-09-15	1983-08-25	1 000	1 234	
	1988-11-07	1983 -- 1988	971	1 195 (11)	
	1989-02-07	1983 -- 1988	57 227	70 585 (12)	
			<u>63 198 \$É.U.</u>	<u>77 950</u>	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
	1988-04-28	1987-04-28	25 000 D.M.	12 934 (13)	105 555
					<u>2 152 267</u>
Contributions aux fonds d'amortissement (voir page 3-43)					
				94 191 (1)	
				2 523	96 714
Emprunts remboursés					
					<u>2 248 981</u>

(*) Aux taux de change en vigueur au 31 mars 1988.

(1) Après avoir déduit une contribution des fonds d'amortissement de 5 624 289 \$ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

(2) Remboursements contractuels.

(3) Dont 2 922 228 \$ a été remboursé par le fonds d'amortissement.

(4) Obligations échéant le 1 novembre 1998 encaissées par anticipation le 1 novembre 1988 par leur détenteur.

(5) Dont 2 702 061 \$ a été remboursé par le fonds d'amortissement.

(6) Obligations échéant le 15 décembre 1989 rachetées par anticipation le 15 décembre 1988 à 100 par le gouvernement.

(7) Annuité d'amortissement au gré de la province.

(8) Obligations échéant le 16 novembre 1993 rachetées par anticipation le 16 novembre 1988 à 101,5 par le gouvernement.

(9) Obligations échéant le 29 décembre 1992 rachetées par anticipation le 29 décembre 1988 à 101 par le gouvernement.

(10) Obligations échéant le 27 août 1992 rachetées par le gouvernement par anticipation à 102 le 27 août 1988. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 18 000 000 000 Yens (178 992 000 \$ Can.).

(11) Montant remboursé afin de maintenir à 70 000 000 \$ Can. le montant utilisé sur une convention de crédit de 1 000 000 000 \$ Can.

(12) Convention de crédit échéant en 5 versements égaux de 1991 à 1995 remboursée avant échéance le 7 février 1989 par le gouvernement. Le contrat d'échange de monnaie originalement rattaché à cet emprunt a été transféré à un autre emprunt (voir page 3-51, Note h).

(13) Selon un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Au 31 mars 1989

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Comptes à recevoir	3-4
Intérêts courus	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Comptes à payer	3-29
Intérêts courus	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placement en actions	3-30
Continuité du compte des régimes de retraite	3-30
Bons du trésor	3-31
Obligations moins fonds d'amortissement	3-32
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	3-49
Échéancier sommaire des bons du trésor, obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	3-53
Engagements financiers	3-54
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-55
Détail des engagements financiers	3-56
Emprunts garantis	3-79

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1989	1988
Détail					
En monnaie du Canada					
Banque de Montréal	1989-03-14	1989-04-10	11,42	20 824	
Banque de Nouvelle-Écosse	1989-03-09	1989-04-03	11,6044	20 000	
Banque de Nouvelle-Écosse	1989-03-10	1989-04-10	11,7056	25 000	30 283
Banque Laurentienne du Canada	1989-03-16	1989-04-14	11,57	29 727	
Banque Laurentienne du Canada	1989-03-31	1989-04-03	12,375	5 000	
Banque Nationale du Canada	1989-03-10	1989-04-07	11,67	50 000	
Banque Nationale du Canada	1989-03-14	1989-04-14	11,64	15 000	
Banque Nationale du Canada	1989-03-17	1989-04-18	11,85	14 846	76 000
Banque Nationale de Westminster du Canada	1989-03-31	1989-04-03	12,25	25 000	
Banque Royale du Canada	1989-03-01	1989-04-20	11,65	3 273	
Banque Royale du Canada	1989-03-10	1989-04-10	11,55	3 961	
Banque Royale du Canada	1989-03-14	1989-04-17	11,50	5 936	
Banque Royale du Canada	1989-03-15	1989-04-13	11,50	11 891	
Banque Royale du Canada	1989-03-29	1989-04-20	11,50	1 887	
Banque Royale du Canada	1989-03-30	1989-04-06	11,75	2 020	
Banque Royale du Canada	1989-03-31	1989-04-26	11,95	14 378	73 525
Burns Fry Ltée	1989-03-14	1989-04-13	11,40	19 814	
Burns Fry Ltée	1989-03-17	1989-04-18	11,85	3 761	
Burns Fry Ltée	1989-03-17	1989-04-04	11,60	2 983	
Burns Fry Ltée	1989-03-22	1989-04-18	11,88	4 909	40 034
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1989-03-08	1989-04-07	11,60	14 858	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1989-03-08	1989-04-07	11,60	4 953	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1989-03-16	1989-04-17	11,60	29 698	55 000
Citibanque du Canada	1989-03-31	1989-04-03	12,00	20 000	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des commissions scolaires	1989-03-02	1989-04-06	11,55	99	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des commissions scolaires	1989-03-09	1989-04-13	11,50	3 066	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des commissions scolaires	1989-03-21	1989-04-20	11,60	3 962	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	1989-03-09	1989-04-13	11,50	11 375	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec	1989-03-02	1989-04-06	11,55	4 945	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec	1989-03-09	1989-04-13	11,50	6 627	
Midland Doherty Ltée	1989-03-15	1989-04-14	11,55	9 906	
Midland Doherty Ltée	1989-03-15	1989-04-10	11,55	4 265	
Banque Nationale de Paris (Canada)					30 000
Crédit Commercial de France (Canada)					10 000
Crédit Lyonnais du Canada Ltée					15 000
Lévesque Beaubien et Geoffrion Inc.					2 990
Société Générale S.A. (Canada) Ltée					10 000
Wood Gundy Inc.					14 820
En monnaie des États-Unis (1)					
Banque de Montréal	1989-03-31	1989-04-03	9,25	4 949	48 428
				<u>398 913</u>	<u>406 080</u>

(1) Équivalent canadien au 31 mars 1989 d'un placement temporaire de 4 147 500 \$ É.U. (39 241 334 \$ É.U. en 1988).

COMPTES À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires -- remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	545 938	518 186	539 569	538 289	1 085 507	1 056 475
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	122 960	110 394			122 960	110 394
Impôts des sociétés			108 916	87 282	108 916	87 282
Droits de successions			7 453	5 954	7 453	5 954
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	354 001	356 074	97 918	94 818	451 919	450 892
Carburants	103 605	107 640	8 383	18 088	111 988	125 728
Tabacs	47 131	33 482	9 045	4 070	56 176	37 552
Repas et hôtellerie	33 282	30 956	42 265	44 303	75 547	75 259
Autres	13 596	12 937	128	167	13 724	13 104
Droits et permis						
Ressources forestières			44 902	41 191	44 902	41 191
Véhicules automobiles	95 784	47 905			95 784	47 905
Autres	5 937	4 647	10 073	8 631	16 010	13 278
Revenus divers						
Ventes de biens et services		831	53 873	42 174	53 873	43 005
Autres			185 990	169 340	185 990	169 340
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement - Dividendes						
Hydro-Québec			200 000		200 000	
Loto-Québec			40 500		40 500	
Société des alcools du Québec			87 000	29 000	87 000	29 000
Société générale de financement du Québec				20 000		20 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 322 234	1 223 052	1 436 015	1 103 307	2 758 249	2 326 359
Transferts du gouvernement du Canada						
Aide juridique			10 340	8 534	10 340	8 534
Assurance-récolte			16 648	14 146	16 648	14 146
Bilinguisme			17 884	18 004	17 884	18 004
Développement forestier			6 044	11 741	6 044	11 741
Développement minéral			9 310	6 679	9 310	6 679
Enseignement aux enfants indiens			42 111	35 327	42 111	35 327
Formation professionnelle des adultes			41 305	24 850	41 305	24 850
Indemnisation des victimes d'actes criminels			3 967		3 967	
Jeunes délinquants			7 198	11 149	7 198	11 149
Jeunes contrevenants			6 203	109 000	6 203	109 000
Perspectives d'emploi des assistés sociaux			6 714	26 288	6 714	26 288
Protection civile			3 000	3 558	3 000	3 558
Réadaptation professionnelle des invalides			9 639	7 970	9 639	7 970
Réseau routier de l'Outaouais			16 498	8 142	16 498	8 142
Transport aérien			8 771	3 213	8 771	3 213
Trains de banlieue			5 063		5 063	
Autres (1)			20 204	25 066	20 204	25 066
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			230 899	313 667	230 899	313 667
Dépenses et autres			155 048	130 862	155 048	130 862
Total des comptes à recevoir	1 322 234	1 223 052	1 821 962 (2)	1 547 836	3 144 196 (2)	2 770 888
Moins: Provision pour créances douteuses			485 010 (2)	432 557	485 010 (2)	432 557
	1 322 234	1 223 052	1 336 952	1 115 279	2 659 186	2 338 331

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 68 708 000 \$.

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Sidbec		507
Société de développement industriel du Québec	2 098	267
Société d'habitation du Québec	6 833	6 864
Société nationale de l'amiante	913	944
	<u>9 844</u>	<u>8 582</u>
Municipalités et organismes municipaux	3 345	3 495
Particuliers, sociétés et autres	1 020	1 208
Placements temporaires et comptes de banque	2 036	890
	<u>16 245</u>	<u>14 175</u>

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1989	1988
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du Gouvernement	9 370 004 40 610 (1)	8 835 230 50 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	10 102	10 102
		<u>9 420 716</u>	<u>8 895 942</u>

		Actions	
		1989	1988
1	Entreprises et organismes du Gouvernement		
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		10 000 (1)
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
3	Hydro-Québec	7 850 109	7 531 109
4	Loto-Québec	39 867	11 196
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Radio-Québec		
7	Sidbec		
8	Société de développement autochtone de la Baie James	3 989	3 989
9	Société de développement de la Baie James	4 503	
10	Société de développement des coopératives		
11	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
12	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR	166 034	135 105
13	Société des alcools du Québec	30 980	30 633
14	Société des établissements de plein air du Québec	27 241	27 074
15	Société des Traversiers du Québec	1 854	922
16	Société d'habitation du Québec		
17	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 105	8 070
18	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 859	1 859
19	Société générale de financement du Québec	795 236	649 747
20	Société générale des industries culturelles	17 618	17 336
21	Société immobilière du Québec	90 708	89 926
		7 666 (1)	7 666 (1)
22	Société nationale de l'amiante	1 835	
23	Société québécoise des transports	90 917	107 559
24	Société québécoise d'exploration minière	98 727	86 897
25	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	139 105	132 610
26	Société québécoise d'initiatives pétrolières	1 317	1 198
27	2332-7190 Québec Inc.		
		<u>9 370 004</u>	<u>8 835 230</u>
		<u>40 610 (1)</u>	<u>50 610 (1)</u>
Moins provisions:			
Créances douteuses			
Autres (2)			
		<u>9 370 004</u>	<u>8 835 230</u>
		<u>40 610 (1)</u>	<u>50 610 (1)</u>

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

(2) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions dans la Société nationale de l'amiante (1 250 000 \$) (1 825 000 \$ en 1988) et dans Sidbec (74 592 000 \$) en 1988.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1989	1988	1989	1988	1989	1988
189 525	265 073	265 106	172 885	9 824 635 40 610 (1)	9 273 188 50 610 (1)
9 281 43 668 223	10 230 44 874 318	6 142 3 000	6 252 3 900	9 281 49 810 3 223	10 230 51 126 4 218
53 172	55 422	9 142	10 152	62 314	65 574
40 000	40 000	143 708	153 519	193 810	203 621
282 697	360 495	417 956	336 556	10 121 369	9 592 993

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1989	1988	1989	1988	1989	1988
		30 000	26 000	30 000	26 000 1
		10 000		10 000	10 000 2
		6 947	7 116	7 857 056	7 538 225 3
		550	550	39 867	11 196 4
		1 800	1 800	550	550 5
			74 592	1 800	1 800 6
					74 592 7
				3 989	3 989 8
				4 503	4 503 9
		10 156	12 589	10 156	12 589 10
		177 346	105 666	210 290 (1)	138 610 11
		26 643	16 832	192 677	151 937 12
			3 000	30 980	30 633 13
				27 241	30 074 14
				1 854	922 15
126 540	127 088			126 540	127 088 16
				8 105	8 070 17
				1 859	1 859 18
				795 236	649 747 19
				17 618	17 336 20
62 985	137 985			153 693	227 911 21
				7 666 (1)	7 666
		1 250	1 825	1 250	1 825 22
				1 835	1 835 23
				90 917	107 559 24
		152	152	98 879	87 049 25
				139 105	132 610 26
		2 800		4 117	1 198 27
189 525	265 073	267 644	250 122	9 827 173 40 610 (1)	9 350 425 50 610 (1)
		1 288 1 250 (2)	819 76 418 (2)	1 288 1 250 (2)	819 76 418 (2)
189 525	265 073	265 106	172 885	9 824 635 40 610 (1)	9 273 188 50 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche L.R.Q., c. A-7.1, a. 40		
Avances	30 000	26 000
<p>Pour l'exécution de son mandat, des avances ont été consenties par les ministres du Commerce extérieur et du Développement technologique et de l'Industrie, Commerce et Technologie à même les crédits votés. Ces avances ne portent pas intérêt et seront remboursées annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1989, le total des avances est de 30 000 000 \$.</p>		
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, a. 20 et P.L. 49, a. 23.2		
Dotations		10 000
Avances	10 000	
<p>Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi. La dotation de 10 millions \$ constituée par le gouvernement du Québec en faveur du fonds a été convertie le 11 août 1988 en une avance. Au 31 mars 1989, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.</p>		
Hydro-Québec L.R.Q., c. H-5, a. 3		
Actions	7 850 109	7 531 109
Avances	6 947	7 116
	7 857 056	7 538 225
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1989, ces actions ont une valeur de consolidation de 7 850 109 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1989, les avances en cours s'élèvent à 6 946 690 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale), remboursables jusqu'en l'an 2000, par Nouveler Inc. filiale d'Hydro-Québec et 446 990 \$ de l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 9 Geo VI (1945), c. 48). Ces avances sont sans intérêt.</p>		
Loto-Québec L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6		
Actions	39 867	11 196
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1989, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 39 867 000 \$.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Office du crédit agricole du Québec L.Q. 1987, c. 86, a. 132 L.R.Q., c. C-78, a. 46.3	Avances	
	550	550
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office au montant de 550 000 \$.</p>		
Radio-Québec L.R.Q., c. S-11.1, a. 26	Avances	
	1 800	1 800
<p>La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.</p> <p>Au 31 mars 1989, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.</p>		
Sidbec L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 5, 6, 7, 8 et 14 et P.L. 79, aa. 9 et 10	Actions Avances	
		74 592
		74 592
<p>Au cours de 1988-1989, le fonds social a été porté de 1 130 000 000 \$ à 800 000 000 \$. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.</p> <p>Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 725 018 000 \$ (829 851 000 \$ en 1988) de cette entreprise.</p>		
Société de développement autochtone de la Baie James L.R.Q., c. S-9.1, aa. 11, 15 et 16	Actions	
	3 989	3 989
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1989, le Ministre détient 9 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A et un certificat totalisant 250 actions est à recevoir, pour un coût de 4 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 3 989 000 \$.</p>		
Société de développement de la Baie James L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25	Actions	
	4 503	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1989, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 4 503 000 \$.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Société de développement des coopératives L.R.Q., c. S-10.001, aa. 42 et 47		
Avances	10 156	12 589
<p>Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire à la poursuite de ses objets, aux conditions que détermine le Gouvernement. Au 31 mars 1989 les avances consenties et non remboursées totalisent 10 156 047 \$.</p> <p>Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles aient été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.</p>		
Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45 et 46		
Dotation	32 944	32 944
Avances	177 346	105 666
	210 290	138 610
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1989, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p> <p>Au 31 mars 1989, pour l'exécution de son mandat, le ministre des Finances a avancé 40 000 000 \$ à cette Société à même le fonds consolidé du revenu et le ministre de l'Industrie, Commerce et Technologie a également avancé à cette dernière 137 346 072 \$ à même les crédits votés dont une provision pour créances douteuses de 1 288 000 \$ a été établie.</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7 et 22		
Actions	166 034	135 105
Avances	26 643	16 832
	192 677	151 937

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 1 112 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 49 certificats totalisant 1 175 000 actions et des certificats totalisant 75 000 actions sont à recevoir, pour un coût de 125 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 166 034 000 \$.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1989, les avances en cours totalisent 26 643 014 \$. Des avances totalisant 23 180 000 \$ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 \$ pour Cascades (Port-Cartier) Inc., 3 000 000 \$ pour Les Bois de l'Est du Québec Inc. et 1 500 000 \$ pour Scierie St-Alphonse Inc. Une avance de 3 463 014 \$ dont 963 014 \$ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1% a également été consentie.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
<p>Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6</p> <p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 30 980 000 \$.</p>	<p>Actions</p> <hr/> <p>30 980</p>	<p>30 633</p>
<p>Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 013 000 \$. A titre de paiement, la Société a émis 260 130 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 3 275 000 \$ pour 32 750 actions.</p> <p>Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 6 certificats totalisant 292 880 actions et des certificats totalisant 40 000 actions sont à recevoir, pour un coût de 33 288 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 27 241 000 \$.</p>	<p>Actions</p> <hr/> <p>27 241</p> <p>Avances</p> <hr/> <p>27 241</p>	<p>27 074</p> <p>3 000</p> <hr/> <p>30 074</p>
<p>Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>Au 31 mars 1989, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 854 000 \$.</p>	<p>Actions</p> <hr/> <p>1 854</p>	<p>922</p>

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, aa. 88 et 89	126 540	127 088
Obligations		
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., C. S-16, aa. 22 et 23	8 105	8 070
Actions		
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-18, aa. 11 et 12	1 859	1 859
Actions		

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.

Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations.

Au 31 mars 1989, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875% à 15,98% et l'échéance la plus éloignée est le 1er juillet 2032.

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Conformément aux dispositions de la Loi, le ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM).

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances a versé 1 000 \$ dans SPICAM et 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, Commerce et Technologie détient 2 certificats totalisant 1000 actions de SPICAM pour un coût de 1 000 \$ dont la valeur de consolidation de 8 105 000 \$ et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 858 600 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Société générale de financement du Québec L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12		
Actions	795 236	649 747

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 795 236 481 \$.

Société générale des industries culturelles
L.R.Q., c. S-10.01, aa. 17, 18 et 19

Actions	17 618	17 336
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 17 618 000 \$.

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64

Actions	90 708	89 926
Dotation	7 666	7 666
Billets	62 985	137 985
	<hr/> 161 359	<hr/> 235 577

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. A titre de paiement, la Société a émis 80 000 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est de 62 984 632 \$ au 31 mars 1989.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 90 708 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1989 une dotation du ministre des Finances en faveur de la Société.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Société nationale de l'amiante L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15		
Actions	1 250	1 825
Avances	1 250	1 825

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 275 429 000 \$ (298 848 000 \$ en 1988) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances totalisent 1 250 000 \$ au 31 mars 1989 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

Société québécoise des transports
L.R.Q., c. S-22, aa. 23 et 25

Actions	1 835	
----------------	-------	--

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie "B", participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1989 est de 1 835 000 \$. Au 31 mars 1988, la provision pour perte sur placements en actions s'élevait à 1 498 000 \$ et le déficit accumulé était de 45 178 000 \$.

Société québécoise d'exploration minière
L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions	90 917	107 559
----------------	--------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au cours de l'exercice 1988-1989, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 \$ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Au 31 mars 1989, le Ministre détient 17 certificats totalisant 6 445 000 actions et un certificat est à recevoir pour 2 115 000 actions pour un coût de 85 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 90 917 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, aa. 5 et 7		
Actions	98 727	86 897
Avances	152	152
	98 879	87 049

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le Ministre détient 23 certificats totalisant 558 000 actions pour un coût de 55 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 98 727 000 \$.

De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a avancé sans intérêt à la Société, 151 500 \$ à même les crédits votés.

Société québécoise d'initiatives pétrolières
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	139 105	132 610
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1989, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 139 105 000 \$.

2332-7190 Québec Inc.

Actions	1 317	1 198
Avances	2 800	
	4 117	1 198

Le 12 février 1987 le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'est départi des actions détenues dans Madelipêche Inc. en faveur du secteur privé. La transaction a été conclue par l'intermédiaire de la compagnie 2332-7190 Québec Inc. détenue à 100% par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, compagnie constituée sous l'autorité de la partie 1A de la loi sur les compagnies du Québec.

Le fonds social autorisé de la société 2332-7190 Québec Inc. est d'un nombre illimité d'actions de catégories "A", "B" et "C".

Au 31 mars 1989, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation détient une action de catégorie "A" pour un coût de 1\$ dont la valeur de consolidation est de 1 317 000 \$.

Au 31 mars 1989, le ministre délégué aux Pêcheries a consenti une avance de 2 800 000 \$ à même les crédits votés; montant devant être investi par 2332-7190 Québec Inc. selon la forme la plus appropriée dans les Crustacés des Îles Inc. aux fins de rembourser sa dette à long terme et d'éliminer son déficit du fonds de roulement.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume "états financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 27/64
29	Dorion	A	8 27/64
30	East-Broughton	A	8 27/64
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 27/64
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Île	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lauzon	B	7,9396
46	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
47	Lévis	A	8 27/64
48	Lévis	B	7,4869
49	Longue-Pointe	A	8 27/64
50	Lorraine	A	8 27/64
51	Louiseville	A	8 27/64
52	Macamic	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1989	1988	1989	1988	1989	1988	
1994-12-15	461 633 \$	519 319 \$			461 633 \$	519 319 \$	1
2002-03-31	277 336	277 336			277 336	277 336	2
1995-11-01	9 476	10 436			9 476	10 436	3
2002-03-31	126 897	132 808			126 897	132 808	4
1995-03-01	74 798	84 046			74 798	84 046	5
2006-04-01	189 783	194 210			189 783	194 210	6
1995-12-01	110 478	121 672			110 478	121 672	7
1994-12-01	27 026	30 403			27 026	30 403	8
1995-03-01	27 562	30 970			27 562	30 970	9
1996-02-01	77 996	85 899			77 996	85 899	10
1994-12-15	18 448	20 753			18 448	20 753	11
1996-03-01	24 304	26 767			24 304	26 767	12
1995-06-01	38 017	41 869			38 017	41 869	13
1995-05-01	112 602	124 011			112 602	124 011	14
2005-04-01	151 925	156 397			151 925	156 397	15
1995-11-01	20 400	22 467			20 400	22 467	16
1995-05-01	87 022	95 839			87 022	95 839	17
2005-04-01	1 035 987	1 064 898			1 035 987	1 064 898	18
1995-08-01	548 619	604 206			548 619	604 206	19
1995-03-01	38 316	43 053			38 316	43 053	20
1995-04-01	28 995	31 932			28 995	31 932	21
1991-11-01	50 000	65 000			50 000	65 000	22
1995-10-01	263 297	289 974			263 297	289 974	23
1994-12-01	9 334	10 501			9 334	10 501	24
1995-12-01	98 116	108 057			98 116	108 057	25
1994-12-01	12 262	13 794			12 262	13 794	26
2007-04-01	170 517	174 117			170 517	174 117	27
1995-03-01	63 621	71 487			63 621	71 487	28
1995-11-01	175 392	193 163			175 392	193 163	29
1995-12-01	43 204	47 582			43 204	47 582	30
1994-12-01	11 195	12 594			11 195	12 594	31
1996-02-01	53 871	59 330			53 871	59 330	32
1994-12-15	56 065	63 071			56 065	63 071	33
1995-06-01	79 750	87 831			79 750	87 831	34
1996-03-31	242 362	266 918			242 362	266 918	35
1994-04-01	30 396	34 298			30 396	34 298	36
1995-03-01	27 273	30 645			27 273	30 645	37
1996-03-31	52 656	57 992			52 656	57 992	38
1994-12-15	80 279	90 311			80 279	90 311	39
1995-10-01	400 985	441 613			400 985	441 613	40
2007-04-01	484 475	493 444			484 475	493 444	41
2005-04-01			274 628 \$	282 076 \$	274 628	282 076	42
1995-03-01	34 953	39 274			34 953	39 274	43
1994-09-01	118 522	133 333			118 522	133 333	44
2006-04-01	740 489	758 915			740 489	758 915	45
1994-12-01	128 071	144 075			128 071	144 075	46
1995-12-01	208 226	229 324			208 226	229 324	47
2004-04-01	1 992 676	2 056 503			1 992 676	2 056 503	48
1995-10-01	88 360	97 312			88 360	97 312	49
1995-05-01	38 972	42 921			38 972	42 921	50
1996-03-31	69 959	77 048			69 959	77 048	51
1995-12-01	41 256	45 436			41 256	45 436	52

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
53	Maple-Grove	A	8 27/64
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 27/64
56	McMasterville	A	8 1/8
57	Métabetchouan	A	8 27/64
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 27/64
60	Montréal	C	
61	Murdochville	A	8 27/64
62	Normandin	A	8 1/8
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
64	Oka	B	8,2812
65	Pont-Rouge	A	8 27/64
66	Port-Cartier	B	7,3603
67	Port-Cartier	B	8,2048
68	Port-Cartier	B	7,7314
69	Port-Cartier	B	8,1621
70	Port-Cartier	B	8,3477
71	Port-Cartier	B	9,3933
72	Port-Cartier	B	7,3540
73	Port-Cartier	B	9,4738
74	Port-Cartier	B	9,9874
75	Princeville	A	8 27/64
76	Québec	B	7,5744
77	Québec	B	7,5846
78	Québec	B	7,9737
79	Québec	B	9,9091
80	Québec	B	9,4283
81	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
82	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
83	Sacré-Coeur	A	8 27/64
84	Sayabec	A	8 1/8
85	Schefferville	A	8 27/64
86	Sept-Îles	B	7,0181
87	Sept-Îles	B	7,2127
88	Sept-Îles	B	7,3766
89	Sept-Îles	B	7,5324
90	Sept-Îles	B	8,6548
91	Sept-Îles	B	9,831
92	Shipshaw	A	8 1/8
93	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
94	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
95	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 27/64
96	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
97	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
98	St-Bernard	A	8 27/64
99	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
101	Ste-Catherine	A	8 27/64
102	St-Césaire	A	8 27/64
103	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988
1995-05-01	26 261 \$	28 922 \$			26 261 \$	28 922 \$
1990-12-01	172 099	251 480			172 099	251 480
1995-04-01	282 531	311 158			282 531	311 158
1994-09-01	22 340	25 132			22 340	25 132
1995-11-01	164 615	181 294			164 615	181 294
1997-04-01	252 737	269 648			252 737	269 648
1995-10-01	9 507	10 470			9 507	10 470
			3 000 000 \$	3 900 000 \$	3 000 000	3 900 000
1996-02-01	294 994	324 883			294 994	324 883
1994-09-01	28 337	31 878			28 337	31 878
1995-07-01	32 106	35 359			32 106	35 359
2005-04-01	418 298	429 455			418 298	429 455
1995-07-01	189 912	209 154			189 912	209 154
2003-04-01	348 655	361 224			348 655	361 224
2006-04-01	2 418 858	2 477 370			2 418 858	2 477 370
2005-04-01	201 098	206 765			201 098	206 765
2005-04-01	270 696	278 003			270 696	278 003
2007-04-01	232 657	237 654			232 657	237 654
2007-04-01	413 326	421 202			413 326	421 202
2004-04-01			7 512	7 755	7 512	7 755
2009-04-01			1 447 874	1 469 890	1 447 874	1 469 890
2009-04-01			1 488 290	1 509 464	1 488 290	1 509 464
1995-06-01	25 794	28 407			25 794	28 407
2004-04-01	453 520	467 929			453 520	467 929
2005-04-01	3 129 296	3 218 780			3 129 296	3 218 780
2005-04-01	1 095 735	1 125 875			1 095 735	1 125 875
2007-04-01	6 880 119	7 003 668			6 880 119	7 003 668
2009-04-01	360 688	366 205			360 688	366 205
1995-05-01	96 351	106 114			96 351	106 114
1995-06-01	89 169	98 204			89 169	98 204
1995-05-01	147 603	162 558			147 603	162 558
1994-12-01	23 401	26 325			23 401	26 325
1995-11-01	79 999	88 104			79 999	88 104
2002-03-31	353 044	369 404			353 044	369 404
2003-04-01	87 302	90 859			87 302	90 859
2004-04-01	1 135 169	1 176 035			1 135 169	1 176 035
2004-04-01	2 953 728	3 058 633			2 953 728	3 058 633
2006-04-01	193 269	198 235			193 269	198 235
2009-04-01	2 873 302	2 919 862			2 873 302	2 919 862
1994-12-01	45 933	51 673			45 933	51 673
1995-05-01	23 130	25 474			23 130	25 474
1994-12-01	16 193	18 217			16 193	18 217
1995-03-01	11 921	13 395			11 921	13 395
1996-03-31	69 959	77 048			69 959	77 048
1995-07-01	200 510	220 826			200 510	220 826
1996-03-31	29 049	31 992			29 049	31 992
1995-07-01	114 688	126 308			114 688	126 308
1996-03-31	135 754	149 509			135 754	149 509
1995-12-01	96 547	106 329			96 547	106 329
1996-02-01	135 471	149 197			135 471	149 197
2003-04-01	371 103	384 587			371 103	384 587

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
104	St-Eugène	A	8 27/64
105	St-Eustache	A	8 27/64
106	St-Eustache	A	8 27/64
107	St-Eustache	B	8,5359
108	St-Eustache	B	9,2891
109	St-Eustache	B	9,1454
110	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
111	St-Félicien	A	8 27/64
112	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
113	Ste-Foy	B	8,2850
114	Ste-Foy	B	9,3614
115	St-Georges	A	8 27/64
116	St-Henri	B	7,1832
117	St-Hippolyte	A	8 27/64
118	St-Hyacinthe	A	8 27/64
119	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
120	St-Jérôme	B	8,5155
121	St-Jérôme	B	9,6175
122	St-Jovite	A	8 27/64
123	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
124	St-Narcisse	A	8 27/64
125	St-Pascal	A	8 27/64
126	St-Philémon	A	8 27/64
127	St-Raymond	A	8 27/64
128	St-Romuald	B	7,2694
129	St-Thècle	A	8 27/64
130	Ste-Thérèse	B	9,3594
131	Ste-Thérèse	B	9,4146
132	Ste-Thérèse	B	8,2758
133	Ste-Thérèse	B	8,6546
134	St-Timothée	A	8 1/8
135	St-Tite	A	8 27/64
136	St-Zénon	A	8 1/8
137	Terrebonne	A	8 27/64
138	Terrebonne	B	8,2094
139	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
147	Vaudreuil	A	8 27/64
148	Vaudreuil	A	8 27/64
149	Warwick	A	8 27/64
150	Waterloo	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988
1995-03-01	46 775 \$	52 558 \$			46 775 \$	52 558 \$ 104
1995-05-01	55 914	61 580			55 914	61 580 105
1996-02-01	225 287	248 113			225 287	248 113 106
2006-04-01	247 448	253 225			247 448	253 225 107
2007-04-01	386 977	394 440			386 977	394 440 108
2007-04-01	43 881	44 741			43 881	44 741 109
1996-03-31	14 424	15 886			14 424	15 886 110
1996-03-01	141 140	155 440			141 140	155 440 111
2005-04-01	319 952	328 831			319 952	328 831 112
2006-04-01	502 993	515 057			502 993	515 057 113
2006-04-01	2 279 559	2 328 260			2 279 559	2 328 260 114
1995-06-01	319 640	352 027			319 640	352 027 115
2002-03-31	12 964	12 964			12 964	12 964 116
1995-11-01	49 501	54 517			49 501	54 517 117
1996-03-31	40 981	40 981			40 981	40 981 118
1995-08-01	338 589	372 895			338 589	372 895 119
2006-04-01	637 569	652 488			637 569	652 488 120
2009-04-01	74 330	75 439			74 330	75 439 121
1996-02-01	114 436	126 030			114 436	126 030 122
2000-11-01	1 200	1 300			1 200	1 300 123
1995-03-01	22 595	25 389			22 595	25 389 124
1995-12-01	83 098	91 518			83 098	91 518 125
1995-11-01	28 909	31 838			28 909	31 838 126
1995-05-01	50 385	55 489			50 385	55 489 127
2003-04-01	93 561	96 961			93 561	96 961 128
1996-02-01	27 806	30 624			27 806	30 624 129
2006-04-01	52 602	53 726			52 602	53 726 130
2006-04-01	155 852	159 163			155 852	159 163 131
2005-04-01	102 766	105 509			102 766	105 509 132
2006-04-01			343 504 \$	351 423 \$	343 504	351 423 133
1994-09-01	18 573	20 893			18 573	20 893 134
1995-03-01	45 939	51 619			45 939	51 619 135
1994-09-01	11 297	12 709			11 297	12 709 136
1995-03-01	117 884	132 458			117 884	132 458 137
2006-04-01	341 170	349 419			341 170	349 419 138
1995-06-01	22 636	24 929			22 636	24 929 139
2002-03-01	743 698	778 223			743 698	778 223 140
2005-04-01	239 350	246 915			239 350	246 915 141
2003-04-01	380 951	396 419			380 951	396 419 142
2004-04-01	180 737	187 185			180 737	187 185 143
2005-04-01	60 988	63 168			60 988	63 168 144
2007-04-01	1 714 418	1 750 443			1 714 418	1 750 443 145
1995-03-01	166 575	187 170			166 575	187 170 146
1995-12-01	270 250	297 632			270 250	297 632 147
1996-02-01	58 639	64 581			58 639	64 581 148
1996-02-01	228 861	252 050			228 861	252 050 149
1996-03-01	285 598	285 598			285 598	285 598 150
	<u>47 719 626</u>	<u>49 744 357</u>	<u>6 561 808</u>	<u>7 520 608</u>	<u>54 281 434</u>	<u>57 264 965</u>

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
151	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
152	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
153	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
154	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
155	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
156	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988
2009-04-01			445 554 \$	450 659 \$	445 554 \$	450 659 \$ 151
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526 152
2002-03-01	3 883 299 \$	4 057 636 \$			3 883 299	4 057 636 153
2004-04-01	657 587	678 673			657 587	678 673 154
2004-04-01	911 754	941 308			911 754	941 308 155
2007-04-01			2 133 740	2 179 787	2 133 740	2 179 787 156
	<u>5 452 640</u>	<u>5 677 617</u>	<u>3 068 820</u>	<u>3 119 972</u>	<u>8 521 460</u>	<u>8 797 589</u>
	<u>53 172 266</u>	<u>55 421 974</u>	<u>9 630 628</u>	<u>10 640 580</u>	<u>62 802 894</u>	<u>66 062 554</u>
			<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>
	<u>53 172 266 \$</u>	<u>55 421 974 \$</u>	<u>9 141 628 \$</u>	<u>10 151 580 \$</u>	<u>62 313 894 \$</u>	<u>65 573 554 \$</u>

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1989	1988
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux		
6	Coopératives		
7	Corporations agricoles		
8	Corporations industrielles		
9	Corporations minières		
10	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		
11	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	10 000 000 \$
12	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
13	Fonds des services informatiques		
14	Fonds des services de télécommunications		
15	Fonds renouvelable de la reprographie		
16	Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de service d'enseignants		
17	Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement		
18	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
19	Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
20	Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental		
21	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
22	Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau		
23	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
24	Fonds renouvelable -- Télécommunications		
25	Groupe Gérard Saucier Ltée		
26	Hôpitaux (fonds de roulement)		
27	Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation		
28	Pêcheurs		
29	Snyder & Fils Inc	101 625	101 625
30	Sucre Lantic Ltée		
31	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
32	Syndicat des producteurs de bois		
33	Université de Sherbrooke		
		10 101 626	10 101 626
34	Moins: Provision pour créances douteuses		
		10 101 626	10 101 626
		<u>10 101 626 \$</u>	<u>10 101 626 \$</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1989	1988	1989	1988	1989	1988	
		55 890 447 \$(1)	44 546 317 \$	55 890 447 \$	44 546 317 \$	1
		21 206 353	31 110 984	21 206 353	31 110 984	2
		818 068	1 015 388	818 068	1 015 388	3
		77 914 868	76 672 689	77 914 868	76 672 689	
		23 041 304 (1)	18 232 831	23 041 304	18 232 831	4
		54 873 564	58 439 858	54 873 564	58 439 858	
		18 783 872	18 417 780	18 783 872	18 417 780	5
		1 003 846 (1)	719 043	1 003 846	719 043	6
		368 619	547 182	368 619	547 182	7
		7 444 359	11 250 024	7 444 359	11 250 024	8
		1 660 367	1 523 085	1 660 367	1 523 085	9
		150 000		150 000		10
				10 000 000	10 000 000	11
		305 000	20 000	305 000	20 000	12
			2 100 000		2 100 000	13
		10 300 000	9 250 000	10 300 000	9 250 000	14
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	15
			100 000		100 000	16
		3 943 379	3 943 379	3 943 379	3 943 379	17
		1 951 427	1 951 427	1 951 427	1 951 427	18
		2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	19
		4 684 000	4 684 000	4 684 000	4 684 000	20
		448 436	448 436	448 436	448 436	21
		500 000	500 000	500 000	500 000	22
		14 693 000	14 693 000	14 693 000	14 693 000	23
			1 500 000		1 500 000	24
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	25
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	26
			59 639		59 639	27
		8 172 520	9 120 782	8 172 520	9 120 782	28
				101 625	101 625	29
40 000 000 \$	40 000 000 \$(2)			40 000 000	40 000 000	30
				1	1	31
		5 000	325 000	5 000	325 000	32
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	33
40 000 000	40 000 000	89 696 155	96 435 107	139 797 781	146 536 733	
		861 748 (1)	1 355 711	861 748	1 355 711	34
40 000 000	40 000 000	88 834 407	95 079 396	138 936 033	145 181 022	
40 000 000 \$	40 000 000 \$	143 707 971 \$	153 519 254 \$	193 809 597 \$	203 620 880 \$	

(1) Après déduction des créances radiées de 2 017 527 \$ pour les étudiants et 445 614 \$ pour les sociétés et autres.

(2) Remboursables en 20 versements trimestriels consécutifs de 1 250 000 \$ à compter du 1er décembre 1993 et 4 versements trimestriels de 3 750 000 \$ commençant le 1er décembre 1998; ce billet porte intérêt à 8 % payable trimestriellement.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1988	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1989	Montant porté aux dépenses
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 468	895	573	646	73
Conseil exécutif	378		378	421	43
Énergie et Ressources	748	273	475	535	60
Enseignement supérieur et Science	101	3	98	108	10
Environnement	467	466	1	112	111
Finances	58	13	45	209	164
Industrie, Commerce et Technologie	329		329	327	(2)
Loisir, Chasse et Pêche	128	24	104	260	156
Justice	1		1	4 459	4 458
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	155 840	10 387	145 453	166 439	20 986
Organismes relevant de la ministre à la condition féminine	111		111	212	101
Revenu	271 150	55 973	215 177	309 928	94 751
Santé et Services sociaux	290	111	179	125	(54)
Transports	446	26	420	463	43
Travail	932	524	408	557	149
Autres (1)	110	13	97	208	111
	<u>432 557</u>	<u>68 708</u>	<u>363 849</u>	<u>485 009</u>	<u>121 160</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du Gouvernement					
Société de développement des coopératives	819		819		(819)
Société de développement industriel				1 288	1 288
	<u>819</u>		<u>819</u>	<u>1 288</u>	<u>469</u>
Municipalités et organismes municipaux					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers					
Étudiants	17 216	2 018	15 198	21 972	6 774
Pêcheurs	419		419	472	53
Producteurs agricoles	599		599	598	(1)
	<u>18 234</u>	<u>2 018</u>	<u>16 216</u>	<u>23 042</u>	<u>6 826</u>
Sociétés et Autres					
Coopératives	468	446	22		(22)
Corporations agricoles	145		145	82	(63)
Corporations industrielles	677		677	715	38
Autres (1)	65		65	64	(1)
	<u>1 355</u>	<u>446</u>	<u>909</u>	<u>861</u>	<u>(48)</u>
	<u>20 897</u>	<u>2 464</u>	<u>18 433</u>	<u>25 680</u>	<u>7 247</u>
Total	<u>453 454</u>	<u>71 172</u>	<u>382 282</u>	<u>510 689</u>	<u>128 407</u>

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

FRAIS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Perte de change non réalisée		149 607
Frais d'émission, escompte et prime	62 959	71 674
Escompte sur les bons du trésor	<u>30 012</u>	<u>21 508</u>
	<u>92 971</u>	<u>242 789</u>

PASSIF
 EMPRUNTS TEMPORAIRES
 Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

Détail	Émissions	Remboursements	Solde
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	134 656	134 656	
Banque de Montréal	579 837	579 837	
Banque de Nouvelle-Écosse	976 992	976 992	
Banque Laurentienne du Canada	29 610	29 610	
Banque Nationale du Canada	459 133	459 133	
Banque Royale du Canada	2 461 751	2 461 751	
Banque Toronto-Dominion	79 482	79 482	
Burns Fry Ltée	79 750	79 750	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1 096 284	1 096 284	
Caisse de dépôt et placement du Québec	245 000	245 000	
Fonds de la réforme du cadastre québécois	17 100	17 100	
Fonds des services informatiques	8 400	8 400	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	276 612	276 612	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	734 312	734 312	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	533 803	533 803	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec	2 768 083	2 768 083	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	1 007	1 007	
Fonds spécial olympique	49 800	49 800	
Hydro-Québec	100 000	100 000	
Lévesque Beaubien et Geoffrion Inc.	55 600	55 600	
Merrill Lynch Canada Inc.	172 100	172 100	
Midland Doherty Ltée	6 500	6 500	
Nesbitt Thompson Bongard Ltée	125 000	125 000	
RBC Dominion Securities Inc.	215 900	215 900	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	50 000	50 000	
Scotia McLeod	397 000	397 000	
Wood Gundy Inc.	167 000	167 000	
	11 820 712	11 820 712	

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	228 680	70	2 047	69 064	61	299 922
Encaissements	267 004 (1)	4 667	118 269	1 960 505 (1)	1 478	2 351 923
Remises	244 206	4 601	121 084	1 969 825	1 296	2 341 012
Solde à la fin	251 478	136	(768)	59 744	243	310 833

(1) Les frais de perception de 3 999 550 \$ pour les Diverses municipalités et de 24 474 547 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Transferts aux		
Commissions scolaires	741 393	823 545
Établissements de santé et de services sociaux	370 150	396 581
Institutions d'enseignement		
Collégiales	59 469	100 732
Universitaires	27 088	83 028
Municipalités et organismes municipaux	21 671	48 629
Organismes et entreprises de Gouvernement	278 021	309 833
Autres bénéficiaires	118 363	123 293
	1 616 155	1 885 641
Traitements et avantages sociaux	116 300	95 267
Fournisseurs et autres	375 291	320 237
	2 107 746	2 301 145

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Obligations	1 289 602	1 234 120
Autres emprunts	78 104	79 601
	1 367 706	1 313 721

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
 Année financière terminée le 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du gouvernement en excédent du coût des actions	Redressements	Solde à la fin
Sidbec	173 259	(104 833)	(6 968)	61 458
Société de développement de la Baie James	4 999	(4 999)		
Société nationale de l'amiante	138 654	(23 419)	575	115 810
Société québécoise des transports	1 498	(1 498)		
	<u>318 410</u>	<u>(134 749)</u>	<u>(6 393)</u>	<u>177 268</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(en milliers de dollars)

	Solde au début avant déductions des contributions inscrites d'avance	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde avant déductions des contributions inscrites d'avance	Contributions inscrites d'avance au titre du service courant	Solde à la fin
R.R.E.G.O.P.	6 701 401	1 138 004	7 839 405	221 560	7 617 845
R.R.E.	3 287 118	335 009	3 622 127	15 138	3 606 989
R.R.C.E.	194 764	24 587	219 351		219 351
R.R.F.	935 363	95 078	1 030 441	2 206	1 028 235
R.R.S.Q.	504 378	131 966	636 344	19 716	616 628
R.R.L.	5 502	2 090	7 592		7 592
R.R.J.C.	42 681	10 364	53 045		53 045
R.R.A.P.I.P.	1 676	38 820	40 496	430	40 066
	<u>11 672 883</u>	<u>1 775 918 (*)</u>	<u>13 448 801</u>	<u>259 050</u>	<u>13 189 751</u>

(*) Voir le détail à la page 1-9.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
 R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
 R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
 R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
 R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
 R.R.L. = Régime de retraite des membres de la Législature.
 R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
 R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

BONS DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

Continuité

Solde au début		1 755 000
Plus: Émis	5 770 000	
Moins: Remboursés	5 820 000	(50 000)
Solde à la fin		<u>1 705 000</u>

Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1989-04-06	1988-10-06	10,4724	50 000
	1989-04-06	1989-01-05	10,9807	85 000
	1989-04-13	1989-01-12	11,1549	85 000
	1989-04-20	1989-01-19	11,3087	85 000
	1989-04-27	1989-01-26	11,2779	100 000
	1989-05-04	1988-11-03	10,6909	50 000
	1989-05-04	1989-02-02	11,2836	100 000
	1989-05-11	1989-02-09	11,3777	100 000
	1989-05-18	1989-02-16	11,5279	100 000
	1989-05-25	1989-02-23	11,6078	100 000
	1989-06-01	1988-12-01	11,0743	50 000
	1989-06-01	1989-03-02	11,9623	50 000
	1989-06-01	1989-03-02	11,9635	100 000
	1989-06-08	1989-03-09	11,9623	50 000
	1989-06-08	1989-03-09	11,9623	100 000
	1989-06-15	1989-03-16	11,9698	100 000
	1989-06-15	1989-03-16	11,9708	50 000
	1989-06-22	1989-03-23	12,2117	100 000
	1989-06-29	1989-03-30	12,1776	100 000
	1989-07-06	1989-01-05	11,4727	50 000
	1989-08-03	1989-02-02	11,4185	50 000
	1989-09-07	1989-03-02	12,3323	50 000
				<u>1 705 000</u>

OBLIGATIONS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Obligations		23 843 504
Moins: Fonds d'amortissement (voir page 3-43)		497 218
		<u>23 346 286</u>

Continuité

Solde au début		23 374 027
Plus: Emprunts effectués (voir page 2-4)		3 028 856
		<u>26 402 883</u>
Moins: Emprunts remboursés (voir pages 2-7 et 2-10 notes 2 et 4)	1 996 712	
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1989 des obligations en monnaie étrangère	562 667	2 559 379
		<u>23 843 504</u>

Solde à la fin

Détail

		En monnaie étrangère (1)		
Négociables				
En monnaie du Canada			14 870 696	
En monnaie des États-Unis	\$ É.U.	3 128 270	3 741 488 (2)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	1 300 000	776 473 (2)	
En monnaie de la France	F.F.	800 000	149 200 (2)	
En monnaie de la Suisse	F.S.	850 000	610 385 (2)	
En monnaie du Japon	Yens	80 000 000	719 040 (2)	
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	80 000	163 126 (2)	
En monnaie de l'Australie	\$ Aus.	100 000	101 331 (2)	21 131 739
			<u>21 131 739</u>	
Remboursables à demande				
Obligations d'épargne du Québec				2 360 451
Non négociables				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi			222 916	
Régime de pension du Canada			128 398	351 314
			<u>351 314</u>	
				<u>23 843 504</u>

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1989 et considérant les contrats d'échange de monnaie.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles										
En monnaie du Canada										
1989-04-18	1982	14,450					150 000		150 000	
1989-09-08	1982	15,250					125 000		125 000	
1989-11-15	1981	8,500	1	88			16	2	14	
1989-12-01	1967	7,500	1	86			4 252	147	4 105	
1990-03-09	1981	14,000					100 000		100 000	
1990-04-01	1965	5,500	1	87			38 067	906	37 161	
1990-07-31	1987	10,500					25 000		25 000	
1990-07-31	1985	10,500					50 000		50 000	
1990-10-03	1987	10,750					25 000		25 000	
1990-10-03	1985	10,750					75 000		75 000	
1990-10-15	1965	5,750	1	87			38 826	1 960	36 866	
1991-01-15	1985	9,750					50 000		50 000	
1991-06-01	1966	6,000	1				31 307	1 486	29 821	
1991-06-01	1970	9,250	1	90			720	42	678	
1991-06-23	1981	15,250					50 000		50 000	
1991-08-01	1967	6,750	1	88			34 599	1 229	33 370	
1991-08-01	1970	9,250	1	90			436	17	419	
1991-09-24	1986	9,000					50 000		50 000	
1991-09-30	1981	13,750					100 000		100 000	
1991-10-01	1966	6,500	1	88			36 026	1 814	34 212	
1992-04-01	1967	6,250	1	89			39 395	927	38 468	
1992-06-01	1967	6,500	1	89			23 509	1 006	22 503	
1992-08-01	1974	9,750	1	89			19 070	729	18 341	
1992-08-01	1976	9,750	1	89			74 462	25 430	49 032	
1992-08-01	1970	9,750	1	89			19 461	7 320	12 141	
1992-10-01	1971	8,375	1	89			47 750	35 733	12 017	
1992-11-23	1982	13,750					50 000		50 000	
1992-12-22	1982	12,750					160 000		160 000	
1993-03-15	1983	12,350					50 000		50 000	
1993-04-01	1981	17,250					100 000		100 000	
1993-04-07	1983	12,000	2				169 749	12 544	157 205	
1993-07-06	1983	12,000 (A)	1	90			50 000		50 000	
1993-08-01	1972	8,375	1	90			43 747	1 554	42 193	
1993-08-25	1983	12,500					150 000		150 000	
1993-09-15	1968	7,500	1	90			27 954	983	26 971	
1993-11-05	1980	13,250					34 039		34 039	
1993-11-07	1981	15,000			1		100 000		100 000	
1993-11-07	1981	15,000					98 300		98 300	
1993-12-05	1983	12,125					75 000		75 000	
1993-12-05	1983	12,125					125 000		125 000	
1994-02-08	1973	8,000	1	90			42 652	3 260	39 392	
1994-02-08	1971	8,000	1	90			37 854	1 278	36 576	
1994-02-27	1984	12,250					62 192		62 192	
1994-02-27	1984	12,250					132 000		132 000	
1994-05-01	1979	10,600		89	1		36 346		36 346	
1994-05-25	1984	14,000					50 000		50 000	
1994-05-27	1976	10,250		91			50 000		50 000	
1994-05-27	1976	10,250		91			50 000		50 000	
1994-08-31	1984	13,250					150 000		150 000	
1994-10-01	1968	7,000	1	91			24 925	1 255	23 670	
1994-10-01	1968	7,500	1	91			29 200	27 711	1 489	
1994-10-17	1979	11,250					75 000		75 000	

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
1994-11-29	1984	12,500						75 000		75 000
1994-11-29	1984	12,500						155 000		155 000
1994-12-22	1981	13,250						32 000		32 000
1994-12-22	1981	13,250						116 052		116 052
1994-12-22	1980	13,250						62 885		62 885
1994-12-22	1980	13,250						135 458		135 458
1994-12-28	1984	12,150						75 000		75 000
1995-01-01	1973	8,000	1	92				44 105	1 504	42 601
1995-01-15	1985	12,000 (A)						150 000		150 000
1995-05-28	1980	12,780						200 000		200 000
1995-06-26	1985	10,500						109 000		109 000
1995-06-26 (1)	1989	10,500						120 971		120 971
1995-09-05	1973	8,750	1	91				46 110	1 624	44 486
1995-10-01	1970	9,500	1	92				33 234	1 674	31 560
1995-11-19	1974	10,250	1	91				58 364	2 976	55 388
1995-11-19	1975	10,250	1	91				74 000	6 778	67 222
1995-11-19	1976	10,250	1	91				95 345	3 387	91 958
1995-12-02	1975	9,500	1	92				38 500	6 963	31 537
1995-12-02	1970	9,500	1	92				21 627	756	20 871
1995-12-22	1980	13,750				2		62 000		62 000
1995-12-22	1981	13,750				2		93 000		93 000
1995-12-22	1980	13,750				2		63 000		63 000
1995-12-22	1981	13,750				2		82 000		82 000
1996-03-15	1972	8,000	1	93				42 367	1 419	40 948
1996-06-18	1981	16,500						149 015		149 015
1996-09-02	1986	9,000						122 000		122 000
1996-09-02	1986	9,000						75 000		75 000
1996-09-02	1986	9,000						190 000		190 000
1996-09-02	1986	9,000						50 000		50 000
1996-10-08	1980	13,400						200 000		200 000
1996-10-20	1981	17,250						149 656		149 656
1996-10-20	1981	17,250						50 000		50 000
1996-11-01	1976	10,150				2		8 921		8 921
1996-11-06	1976	10,250		93				50 000		50 000
1996-12-15	1971	7,750	1	93				24 594	151 023 (*)	(126 429)
1996-12-16	1978	9,750		93				110 000		110 000
1996-12-16	1977	9,750		93				125 000		125 000
1997-01-15	1985	10,500						100 000		100 000
1997-01-29	1987	9,000 (A)						150 000		150 000
1997-02-10	1987	8,500						100 000		100 000
1997-02-10	1987	8,500						164 000		164 000
1997-02-10	1987	8,500						50 000		50 000
1997-03-22	1982	16,500						174 197		174 197
1997-03-22	1977	9,750	1	93				1		1
1997-06-04	1987	10,000						75 000		75 000
1997-06-04	1987	10,000						50 000		50 000
1997-07-15	1977	9,750		94				100 000		100 000
1997-07-15	1977	9,750		94				100 000		100 000
1997-08-15	1980	12,150						200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,800			3			8 921		8 921
1998-02-01	1978	10,000			4			600		600
1998-04-01	1978	10,250		93		3		57 800		57 800

* Incluant un montant de 17 199 832 \$ viré du fonds d'amortissement du système routier le 20 mars 1973.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
1998-04-07	1988	10,250						199 000	199 000	
1998-04-07	1988	10,250						75 000	75 000	
1998-04-07	1988	10,250						200 000	200 000	
1998-04-07	1988	10,250						50 000	50 000	
1998-04-07 (2)	1988	10,250						436 500	436 500	
1998-04-07	1988	10,250						150 000	150 000	
1998-06-12	1978	10,000		95				100 000	100 000	
1998-06-12	1978	10,000		95				100 000	100 000	
1998-06-19	1986	9,250						120 000	120 000	
1998-06-19	1988	9,250						100 000	100 000	
1998-07-07	1986	9,750						125 000	125 000	
1998-07-31	1985	10,750						50 000	50 000	
1998-07-31 (3)	1987	10,750						24 252	24 252	
1998-11-01	1978	10,350			5			8 921	8 921	
1998-11-30	1988	10,500 (A)						250 000	250 000	
1998-12-15	1973	8,500	1	95				44 491	2 156	
1999-02-01	1979	10,550			6			600	600	
1999-03-01	1974	8,625	1	96				42 367	1 419	
1999-05-01	1979	10,700		94		4		47 580	47 580	
1999-05-01	1979	10,700		94		4		60 823	60 823	
1999-09-04	1975	10,750	1	95				67 660	2 396	
1999-09-04	1974	10,750	1	95				33 898	3 785	
1999-09-04	1976	10,750	1	95				78 937	2 795	
1999-09-04	1974	10,375	1	95				2 120	76	
1999-09-04	1974	10,750	1	95				35 000	6 527	
1999-11-01	1979	12,000			7			15 000	15 000	
2000-02-01	1980	12,850			8			600	600	
2000-09-09	1975	9,500	1	96				1 288	46	
2000-09-09	1975	10,500	1	96				53 779	1 909	
2000-10-16	1978	10,000		96				125 000	125 000	
2000-11-10	1976	9,875	1	96				406	15	
2000-11-10	1975	9,875	1	96				750	27	
2001-01-15	1985	10,500						225 000	225 000	
2001-02-01	1981	13,770			9			600	600	
2001-03-01	1976	9,375	1	97				1 435	48	
2001-03-15	1977	9,750	3	97	10			125 000	125 000	
2001-05-04	1976	10,250	1	97				91 268	4 517	
2001-05-04	1976	10,250	1	97				114 812	6 978	
2002-02-01	1982	16,900			11			600	600	
2002-06-15	1979	10,350		97				150 000	150 000	
2002-12-15	1978	10,000		98				150 000	150 000	
2002-12-15	1979	10,000		98				150 000	150 000	
2002-12-22	1982	13,250						40 000	40 000	
2003-04-07	1984	13,000	2					71 720	5 314	
2003-04-07	1984	13,000	2					89 085	6 583	
2003-04-07	1984	13,000	2					50 000	5 358	
2003-04-07	1983	13,000	2					50 841	3 758	
2003-04-17	1979	10,625		98				150 000	150 000	
2004-05-31	1984	14,625						150 000	150 000	
2004-09-24	1979	10,900		99	12			125 000	125 000	
2004-11-29	1984	12,750	2					75 000	7 456	
2004-11-29	1985	12,750	2					100 000	9 942	

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sament	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
2004-11-29	1984	12,750	2				95 000	9 445	85 555	
2004-12-27	1979	11,700		98			75 000		75 000	
2004-12-28	1984	12,600					75 000		75 000	
2005-06-30	1985	12,250					100 000		100 000	
2005-10-03	1985	11,375					75 000		75 000	
2006-05-01	1986	9,500					100 000		100 000	
2006-07-07	1986	10,000					75 000		75 000	
2009-04-01	1988	11,000	1				201 000		201 000	
2009-04-01	1988	11,000	1				75 000		75 000	
2009-04-01	1988	11,000	1				250 000		250 000	
2009-04-01	1988	11,000	1				100 000		100 000	
2009-04-01	1988	11,000	1				25 000		25 000	
2009-04-01	1989	11,000	1				50 000		50 000	
2009-04-01 (4)	1988	11,000	1				96 884		96 884	
2009-04-01	1988	11,000	1				125 000		125 000	
2009-06-26	1985	10,750	4	04			50 000		50 000	
2009-06-26	1985	10,750	4	04			171 000		171 000	
2011-09-02	1986	9,500	4				60 000		60 000	
2011-09-02	1986	9,500	4				178 000		178 000	
2011-09-02	1986	9,500	4				75 000		75 000	
2011-09-02	1987	9,500	4				50 000		50 000	
2012-02-10	1987	9,000	1				161 000	3 427	157 573	
2012-06-04	1987	10,500					100 000		100 000	
2012-06-04 (5)	1987	10,500					96 902		96 902	
2012-10-09	1987	11,875					100 000		100 000	
							14 870 696	389 414	14 481 282	

EMPRUNTS À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (1) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,23% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 125 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 120 971 250 \$.
- (2) Le taux effectif pour l'acheteur est 10,77% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 450 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 436 500 000 \$.
- (3) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,26% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 25 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 24 220 500 \$.
- (4) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,39% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 100 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 96 875 000 \$.
- (5) Le taux effectif pour l'acheteur est 10,87% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 100 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 96 880 000 \$.

En monnaie des États-Unis
Aux États-Unis

				É.U.			
1989-04-15	1968	7,000	1 83	40 965	48 879	1 023	47 856
1989-09-22	1982	14,250 (A)		50 000	59 660		59 660
1993-10-01	1983	12,125		100 000	119 320		119 320

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie des États-Unis										
Aux États-Unis (suite)										
1993-11-15	1973	8,250	1				350	418	4 286	(3 868)
1994-09-15 (1)	1984	12,750					100 000	148 000		148 000
1995-01-03	1974	10,000		85	13		3 000	3 580		3 580
1995-07-15	1975	9,375	1				1 000	1 193	151	1 042
1995-07-15	1975	9,375	1				14 000	16 705	2 968	13 737
1997-03-01	1967	5,875	1	87			35 718	42 619	1 518	41 101
1997-06-01	1972	8,125		87	5		84 000	100 229		100 229
1997-06-01	1971	9,000	1	86			58 386	69 666	1 357	68 309
1999-04-01 (2)	1989	9,375					250 000	296 875		296 875
1999-05-01	1969	7,875	1	84			30 618	36 533	762	35 771
2000-05-15	1975	9,875	1	90			83 788	99 976	1 978	97 998
2001-06-15 (3)	1976	9,500	1	91			84 993	92 491	2 848	89 643
2003-04-01 (4)	1973	7,900	1	88			105 651	128 598	7 882	120 716
2004-04-15	1974	9,200	1	89			127 886	152 594	9 365	143 229
2013-10-01	1983	13,000	5	98			100 000	119 320	17 903	101 417
2014-09-15	1984	13,250	5	99			150 000	178 980	20 337	158 643
2015-06-15	1985	11,000	5	00			200 000	238 640	19 111	219 529
2026-12-01	1986	8,625	6				300 000	357 960	16 315	341 645
							<u>1 920 355</u>	<u>2 312 236</u>	<u>107 804</u>	<u>2 204 432</u>
En monnaie des États-Unis										
En Europe										
1990-11-01	1982	13,000 (A)					150 000	178 980		178 980
1992-02-25 (5)	1985	8,144 (A)					110 631	132 005		132 005
1993-07-01	1981	14,750 (A)					70 240	83 810		83 810
1994-02-01	1984	12,250 (A)			6		130 000	155 116		155 116
1995-01-10 (6)	1985	8,250 (A)					53 566	65 886		65 886
1995-01-29 (7)	1985	8,050 (A)					53 847	64 251		64 251
1995-05-24 (8)	1983	10,000 (A)					50 000	61 945		61 945
1995-11-01	1977	9,000 (A)		87	7		36 600	43 671		43 671
1998-04-07 (9)	1988	9,000 (A)					200 000	222 351		222 351
2001-03-12 (10)	1986	7,150 (A)					103 031	122 937		122 937
2016-04-01	1986	9,000 (A)					250 000	298 300		298 300
							<u>1 207 915</u>	<u>1 429 252</u>		<u>1 429 252</u>
							<u>3 128 270</u>	<u>3 741 488</u>	<u>107 804</u>	<u>3 633 684</u>

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

NÉGOCIABLES

Conventionnelles (suite)

En monnaie des États-Unis (suite)

- (1) Un contrat d'échange de monnaie en date du 11 avril 1988 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 148 000 000 \$. L'intérêt semestriel sur ce contrat d'échange est de 7 333 080 \$ Can.
- (2) Deux contrats d'échange de monnaie en date du 1er février 1989 couvrant respectivement 150 000 000 \$ E.-U. et 100 000 000 \$ E.-U. sont rattachés à cet emprunt pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 178 125 000 \$ et de 118 750 000 \$. L'intérêt semestriel sur ces contrats est de 9 355 125 \$ Can. et 6 264 062 \$ Can.
- (3) Un contrat d'échange de monnaie en date du 9 avril 1987 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie de la Suisse lors du remboursement de 128 800 000 F.S. L'intérêt semestriel sur ce contrat d'échange est variable.
- (4) Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 janvier 1987 est rattaché à cet emprunt pour 105 000 000 \$ E.-U. pour un coût en monnaie de la Suisse lors du remboursement de 178 000 000 F.S. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 567 500 F.S.
- (5) Emprunt à fort taux d'escompte, le taux effectif pour l'acheteur est 12,03% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 122 000 000 \$ E.-U. à l'échéance pour un capital versé de 100 406 000 \$ E.-U.
- (6) Emprunt à fort taux d'escompte, le taux effectif pour l'acheteur est 11,88% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 63 000 000 \$ E.-U. à l'échéance pour un capital versé de 50 015 070 \$ E.-U. De plus, un contrat d'échange de monnaie en date du 9 janvier 1989 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 77 490 000 \$. Le solde de cet emprunt au 31 mars 1989 tient compte d'un escompte non amorti de 11 604 065 \$, lequel sera capitalisé annuellement jusqu'à l'échéance où le solde atteindra 77 490 000 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 7 315 056 \$ Can.
- (7) Emprunt à fort taux d'escompte, le taux effectif pour l'acheteur est 11,93% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 64 100 000 \$ E.-U. à l'échéance pour un capital versé de 49 998 000 \$ E.-U.
- (8) Un contrat d'échange de monnaie en date du 19 mai 1988 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 61 945 000 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 6 844 922 \$ Can.
- (9) Deux contrats d'échange de monnaie en date du 7 avril 1988 couvrant respectivement 91 657 638 \$ E.-U. et 108 342 362 \$ E.-U. sont rattachés à cet emprunt pour un coût lors du remboursement de 114 636 208 \$ en monnaie du Canada et de 150 000 000 F.S. en monnaie de la Suisse. L'intérêt annuel sur ces contrats est de 11 910 702 \$ Can. et 7 367 344 F.S.
- (10) Emprunt à fort taux d'escompte, le taux effectif pour l'acheteur est 10,23% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 130 000 000 \$ E.-U. à l'échéance pour un capital versé de 99 950 000 \$ E.-U.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes a b c d				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
							En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne						D.M.				
1991-04-15(*)	1983	7,500 (A)					200 000	84 353	84 353	
1991-09-01	1981	10,750 (A)					150 000	94 380	94 380	

- (*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 24 janvier 1985 échéant le 6 février 1991 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 84 352 594 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 933 361 \$ Can.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes a b c d				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
							En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (suite)										
1992-02-15	1982	10,125 (A)					150 000	94 380	94 380	
1995-02-15	1985	7,625 (A)					200 000	125 840	125 840	
1998-03-01	1986	6,500 (A)					300 000	188 760	188 760	
1997-04-01	1987	6,000 (A)					300 000	188 760	188 760	
							<u>1 300 000</u>	<u>776 473</u>	<u>776 473</u>	
En monnaie de la France										
							<u>F.F.</u>			
2001-05-22	1986	7,875 (A)					800 000	149 200	149 200	
En monnaie de la Suisse										
							<u>F.S.</u>			
1990-2005-11-06	1985	5,500 (A)	90	8			200 000	143 620	143 620	
1992-1998-11-20	1986	4,875 (A)	92	9			125 000	89 762	89 762	
1996-2006-11-20	1986	5,250 (A)	96	10			125 000	89 763	89 763	
1991-2003-07-15	1987	5,000 (A)	95	11			200 000	143 620	143 620	
1996-2008-04-07	1988	5,000 (A)	98	12			200 000	143 620	143 620	
							<u>850 000</u>	<u>610 385</u>	<u>610 385</u>	
En monnaie du Japon										
							<u>Yens</u>			
1991-1995-06-07	1985	7,000	91	13			30 000 000	269 640	269 640	
1997-05-07	1987	5,000 (A)					30 000 000	269 640	269 640	
1998-06-03	1986	6,000 (A)					20 000 000	179 760	179 760	
							<u>80 000 000</u>	<u>719 040</u>	<u>719 040</u>	
En monnaie du Royaume-Uni										
							<u>L.S.</u>			
1989-08-15(*)	1982	14,500 (A)					30 000	62 571	62 571	
2020-03-15	1984	12,250					50 000	100 555	100 555	
							<u>80 000</u>	<u>163 126</u>	<u>163 126</u>	
En monnaie de l'Australie										
							<u>\$ Aus.</u>			
1998-11-29(*)	1988	6,670 (A)					100 000	101 331	101 331	

(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 8 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement de 52 440 000 \$E.U. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 5 663 520 \$ E.U.

(*) Cet emprunt fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon, couvrant en totalité les paiements d'intérêts et de capital. Ce contrat d'échange est lui-même couvert en totalité par un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis, lequel fait également l'objet en totalité d'un troisième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada. L'effet net en monnaie du Canada de ces contrats est de 101 331 305 \$.

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1989.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

NOTES

(A) Intérêts payables annuellement

a) Avec fonds d'amortissement

- 1) 1% du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 2) 2% du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 3) 1% du solde en cours débutant en 1992
- 4) 2% du solde en cours débutant 11 ans après l'année d'émission
- 5) 2% du solde en cours pour les 10 premières années et 1% jusqu'à l'échéance
- 6) 2% du solde en cours pour les 10 premières années et 1% pour les 10 années suivantes

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation à compter de l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 à 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Encaissables par anticipation à 100 au gré du détenteur

- 1- Le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois
- 2- Le 1er novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 3- Le 1er novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois
- 4- Le 1er février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 5- Le 1er novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6- Le 1er février 1989 ou le 1er février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7- Le 1er novembre 1989 ou le 1er novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8- Le 1er février 1990 ou le 1er février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9- Le 1er février 1991 ou le 1er février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois
- 10- Le 15 mars 1991 sur préavis de 5 à 8 mois
- 11- Le 1er février 1992 ou le 1er février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois
- 12- Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13- Le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois

d) Échéant en série à raison de

- 1- 1 328 250 \$ par année de 1980 à 1993
- 2- 20% par année de la valeur nominale initiale de 1991 à 1995
- 3- 4% par année de la valeur nominale initiale de 1981 à 1997 et 27 200 000\$ le 1998-04-01
- 4- 2,3% par année de la valeur nominale initiale
- 5- 6 000 000 \$ É.-U. par année
- 6- Possibilités d'annuités d'amortissement de 5 000 000 \$ É.-U. de 1986 à 1989
- 7- 1 800 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1989
- 8- F.S. 5 000 000 par année de 1990 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 9- F.S. 3 000 000 par année de 1990 à 1996 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 10- F.S. 3 000 000 par année de 1991 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 11- F.S. 5 000 000 par année de 1991 à 2002 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 12- F.S. 5 000 000 par année de 1996 à 2008 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 13- Yens 3 000 000 000 par année de 1991 à 1994 et 18 000 000 000 le 1995-06-07

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi diverses dates					
	1991-1996	1971-1976	6,75- 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada diverses dates					
	1989-2008	1969-1988	6,75-17,51	b	128 398
					<u>351 314</u>
REBOURSABLES À DEMANDE					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec (*)					
	1989-06-01	1979	10,00-10,50 (A)	c	37 996
	1993-06-01	1983	9,50- 8,50 (A)	d	245 774
	1994-06-01	1984	11,75- 8,50 (A)	e	403 113
	1995-06-01	1980	14,00-10,50 (A)	c	352 776
	1995-06-01	1985	9,00- 7,50 (A)	f	195 096
	1996-06-01	1981	15,50-10,50 (A)	c	112 263
	1996-06-01	1986	8,25- 6,50 (A)	g	173 679
	1997-06-01	1982	16,50-10,50 (A)	h	364 392
	1997-06-01	1987	8,00- 6,00 (A)	i	185 508
	1998-06-01	1988	8,50- 6,00 (A)	j	289 879
					<u>2 360 451</u>

(A) Intérêts payables annuellement

(*) Reimboursables au pair et sur demande, à toutes institutions bancaires ou caisses populaires ou d'économie Desjardins.

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime des rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, échoient vingt ans après leur émission et peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avance à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne ont été fixés à compter du 1er novembre 1979 à 12,0%, le 1er juin 1980 à 14,0%, le 1er juin 1981 à 15,5%, le 1er août 1981 à 18,0%, le 1er octobre 1981 à 19,5%, le 1er octobre 1982 à 16,5%, le 1er juin 1983 à 10,5%, le 1er juin 1984 à 11,75% et du 1er juin 1985 jusqu'à l'échéance à 10,5%.
- d) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1983 sont de 9,5% pour la première année, 11,75% pour la deuxième année, 9,0% du 1er juin 1985 au 28 février 1986, 10,0% du 1er mars 1986 au 31 mai 1986, 8,5% du 1er juin 1986 au 31 octobre 1987, 9,0% du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988, 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 8,5% jusqu'à l'échéance.
- e) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1984 sont de 11,75% pour la première année, 9,0% du 1er juin 1985 au 28 février 1986, 10,0% du 1er mars 1986 au 31 mai 1986, 8,5% du 1er juin 1986 au 31 octobre 1987, 9,0% du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988, 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 8,5% jusqu'à l'échéance.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

REBOURSABLES A DEMANDE (suite)

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec (*)

- f) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1985 sont de 9,0% jusqu'au 28 février 1986, 10,0% du 1er mars 1986 au 31 mai 1986, 8,25% du 1er juin 1986 jusqu'au 31 mai 1987, 8,0% du 1er juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0% du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988, 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 7,5% jusqu'à l'échéance.
- g) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1986 sont de 8,25% jusqu'au 31 mai 1987, 8,0% du 1er juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0% du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988, 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 6,5% jusqu'à l'échéance.
- h) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1982 sont de 16,5% pour la première année, 10,5% pour la deuxième année, 11,75% pour la troisième année et 10,5% jusqu'à l'échéance.
- i) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1987 sont de 8,0% du 1er juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0% du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988, 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 6,0% jusqu'à l'échéance.
- j) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1988 sont de 8,5% du 1er juin 1988 au 31 octobre 1988, 9,5% du 1er novembre 1988 au 28 février 1989, 10,5% du 1er mars 1989 au 31 mai 1989 et 6,0% jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Continuité

	Obligations	Autres emprunts	Total
Solde au début	403 027	26 221	429 248
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu	57 673		57 673
Revenu net(*)	42 142	2 523	44 665
	99 815 (1)	2 523	102 338
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	5 624		5 624
Solde à la fin	497 218	28 744	525 962

Situation au 31 mars 1989

Placements

Obligations

Gouvernement du Québec	299 411 (2)	
Gouvernement du Canada	86 850 (2)	
Garanties par le gouvernement du Québec	6 119 (2)	392 380

Bons du trésor

Gouvernement du Québec	89 085 (2)	
Gouvernement du Canada	29 570 (2)	118 655

Cité de St-Lambert 3,50% 1989 -- 1995-03-01

511 035
104

Variation de change non amortie

511 139
3 647

Autres éléments d'actif

514 786

Encaisse
Intérêts courus298
10 986526 070
108

Comptes à payer

525 962

(*) Incluant une dépense de change de 376 796 \$ représentant l'amortissement de la variation de change de 1 190 517 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1989.

(1) Voir le détail par fonds aux pages 3-47 et 3-48.

(2) Voir le détail aux pages 3-44 et 3-45.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec				
	5,875	1997-03-01	2 103	2 509 (1)
	7,000	1989-04-15	2 937	3 504 (1)
	7,500	1989-12-01		1 991
	7,750	1996-12-15		7 705
	7,875	1999-05-01	6 193	7 390 (1)
	7,900	2003-04-01	2 957	3 528 (1)
	8,000	1994-02-08		5 321
	8,000	1994-02-08		4 633
	8,000	1995-01-01		2 263
	8,000	1996-03-15		3 785
	8,250	1993-11-15	100	119 (1)
	8,375	1992-10-01		13 200
	8,500	1997-02-10		11 838
	8,500	1997-02-10		16 860
	8,500	1997-02-10		105
	8,500	1998-12-15		21 203
	8,625	1999-03-01		9 959
	8,750	1995-09-05		6 703
	9,000	2012-02-10		19 871
	9,000	1997-06-01	5 282	6 302 (1)
	9,200	2004-04-15	3 327	3 970 (1)
	9,375	1995-07-15	500	597 (1)
	9,375	2001-03-01		1 135
	9,500	2001-06-15	660	788 (1)
	9,500	1995-12-02		4 972
	9,500	1995-10-01		12 960
	9,500	2000-09-09		319
	9,500	2011-09-02		19 488
	9,500	2011-09-02		12 750
	9,500	2011-09-02		400
	9,750	1996-12-16		3 000
	9,750	1992-08-01		3 634
	9,750	1992-08-01		7 366
	9,750	1997-07-15		500
	9,750	1992-08-01		7 000
	9,875	2000-05-15	4 026	4 804 (1)
	9,875	2000-11-10		192
	9,875	2000-11-10		525
	10,000	1998-06-12		5 000
	10,000	1998-06-12		3 000
	10,000	2000-10-16		3 700
	10,250	1998-04-01		3 400
	10,250	1998-04-07		150
	10,375	1999-09-04		773
	10,500	2000-09-09		12 235
	10,600	1994-05-01		7 901
	10,700	1999-05-01		10 587
	10,700	1999-05-01		2 776
	10,750	1999-09-04		652
	10,750	1999-09-04		4 218
	10,750	1999-09-04		3 084
	11,000	2015-06-15	240	286 (1)
	12,000	1993-04-07		50
	12,125	1993-10-01	683	815 (1)
	12,250	1994-02-27		484
	13,750	1995-12-22		2 901
	13,750	1995-12-22		4 210
			<u>29 008 \$É.U.</u>	<u>299 411</u>

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds) (suite)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Canada	10,000	1995-03-01		17 000
	10,250	1998-12-01		39 850
	10,000	2008-06-01		30 000
				<u>86 850</u>
Régie des installations olympiques	9,600	1993-11-17		4 000
Hydro-Québec	10,750	1999-02-01		2 000
Hydro-Québec	10,000	2009-02-01	100	119 (1)
			<u>100 \$É.U.</u>	<u>6 119</u>

BONS DU TRÉSOR (détenus dans les fonds)

Gouvernement du Québec

10,711	1989-04-27	1 178
11,262	1989-05-04	4 863
11,652	1989-05-04	5 723
11,751	1989-05-11	6 104
11,772	1989-05-11	4 891
11,903	1989-05-11	5 207
11,767	1989-05-18	7 823
11,781	1989-05-18	7 207
11,822	1989-05-25	5 877
11,958	1989-06-01	9 711
11,958	1989-06-08	6 409
11,958	1989-06-15	4 855
11,958	1989-06-15	4 855
11,971	1989-06-15	1 942
12,058	1989-06-15	4 874
11,490	1989-07-06	7 566
		<u>89 085</u>

Gouvernement du Canada

11,280	1989-06-16	9 479
11,320	1989-06-30	6 255
11,320	1989-06-30	13 836
		<u>29 570</u>

(1) Converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur au 31 mars 1989.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du fonds consolidé du revenu et revenus de placements	102 338 (1)
Valeurs échues ou vendues	7 801 350
	<hr/>
Augmentation des comptes à payer	7 903 688 108
	<hr/>
	<u>7 903 796</u>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	7 896 130
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	5 624 (1)
	<hr/>
Augmentation du solde de banque	7 901 754
Augmentation des intérêts courus	271 1 771
	<hr/>
	<u>7 903 796</u>

(1) Voir page 3-43.

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1988-10-15	1963	6,000	125		125
1989-01-15	1965	5,500	175		175
1989-11-15	1981	8,500	1		1
1989-12-01	1967	7,500	10	43	53
1990-04-01	1965	5,500	79	381	460
1990-10-15	1965	5,750	155	388	543
1991-06-01	1966	6,000	126	313	439
1991-06-01	1970	9,250	3	7	10
1991-08-01	1970	9,250	2	4	6
1991-08-01	1967	6,750	97	346	443
1991-10-01	1966	6,500	144	360	504
1992-04-01	1967	6,250	82	394	476
1992-06-01	1967	6,500	84	235	319
1992-08-01	1970	9,750	636	195	831
1992-08-01	1974	9,750	58	191	249
1992-08-01	1976	9,750	2 209	745	2 954
1992-10-01	1971	8,375	3 117	477	3 594
1993-04-07	1983	12,000	1 101	3 395	4 496
1993-08-01	1972	8,375	123	438	561
1993-09-15	1968	7,500	76	280	356
1994-02-08	1971	8,000	84	379	463
1994-02-08	1973	8,000	256	426	682
1994-10-01	1968	7,500	2 420	292	2 712
1994-10-01	1968	7,000	99	249	348
1995-01-01	1973	8,000	104	441	545
1995-09-05	1973	8,750	126	461	587
1995-10-01	1970	9,500	133	332	465
1995-11-19	1974	10,250	232	584	816
1995-11-19	1975	10,250	559	740	1 299
1995-11-19	1976	10,250	251	953	1 204
1995-12-02	1970	9,500	55	216	271
1995-12-02	1975	9,500	590	385	975
1996-03-15	1972	8,000	92	424	516
1996-12-15	1971	7,750	13 241	246	13 487
1998-12-15	1973	8,500	164	445	609
1999-03-01	1974	8,625	92	424	516
1999-09-04	1974	10,375	6	21	27
1999-09-04	1974	10,750	320	339	659
1999-09-04	1974	10,750	560	350	910
1999-09-04	1975	10,750	186	677	863
1999-09-04	1976	10,750	217	789	1 006
2000-09-09	1975	9,500	3	13	16
2000-09-09	1975	10,500	149	537	686
2000-11-10	1975	9,875	3	7	10
2000-11-10	1976	9,875	2	4	6
2001-03-01	1976	9,375	3	14	17

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
2001-05-04	1976	10,250	389	913	1 302
2001-05-04	1976	10,250	603	1 148	1 751
2003-04-07	1983	13,000	330	1 017	1 347
2003-04-07	1984	13,000	577	1 782	2 359
2003-04-07	1984	13,000	467	1 434	1 901
2003-04-07	1984	13,000	470	1 000	1 470
2004-11-29	1984	12,750	737	1 900	2 637
2004-11-29	1984	12,750	581	1 500	2 081
2004-11-29	1985	12,750	775	2 000	2 775
2012-02-10	1987	9,000	184	1 610	1 794
			33 463	32 244	65 707
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,000	90	508	598
1993-11-15	1973	8,250	376	4	380
1995-07-15	1975	9,375	13	12	25
1995-07-15	1975	9,375	257	169	426
1997-03-01	1967	5,875	101	428	529
1997-06-01	1971	9,000	109	723	832
1999-05-01	1969	7,875	64	376	440
2000-05-15	1975	9,875	166	1 032	1 198
2001-06-15	1976	9,500	234	1 040	1 274
2003-04-01	1973	7,900	691	1 315	2 006
2004-04-15	1974	9,200	822	1 586	2 408
2013-10-01	1983	13,000	1 467	2 443	3 910
2014-09-15	1984	13,250	1 653	3 706	5 359
2015-06-15	1985	11,000	1 605	4 893	6 498
2026-12-01	1986	8,625	1 031	7 194	8 225
			8 679	25 429	34 108
			42 142	57 673	99 815

Répartition des valeurs détenues par fiduciaire dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1989

	En monnaie étrangère	Équivalent canadien
Fiducie Desjardins		357 649
Bank of Montreal Trust, New-York	29 108 \$É.U.	34 731
Banque Nationale du Canada		118 655
		511 035 (*)

(*) Excluant un billet au montant de 103 622 \$ de la cité de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Emprunts		2 068 778
Moins: Fonds d'amortissement (voir page 3-43)		<u>28 744</u>
		<u>2 040 034</u>
Continuité		
Solde au début		2 119 244
Plus: Emprunts effectués (voir page 2-4)		<u>203 682</u>
		2 322 926
Moins: Emprunts remboursés (voir page 2-7)	105 555	
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1989 des autres emprunts en monnaie étrangère	148 593	<u>254 148</u>
Solde à la fin		<u>2 068 778</u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		111 520
Institutions universitaires (assumées)		38 826
Emprunt à fort taux d'escompte		34 177
Office des autoroutes du Québec		<u>26 250</u>
		210 773
En monnaie des États-Unis	\$É.U. <u>481 500</u>	596 506 (1)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M. <u>200 000</u>	122 541 (1)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S. <u>25 000</u>	50 278 (1)
En monnaie du Japon	Yens <u>121 130 000</u>	1 088 680 (1)
		<u>2 068 778</u>

(1) Convertis en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1989 et considérant les contrats d'échange de monnaie.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale			Solde
				En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)	Fonds d'amor- tissement	
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
1989 -- 2009-04-01	1972 -- 1979	(divers taux)	(a)		111 520		111 520
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1989 -- 2017-03-01	1960	5,125 -- 5,750			36 026		
Université Concordia							
1990 -- 1994-03-01	1969	8,000	(b)		2 800		38 826
Emprunt escompté							
1989 -- 1992-06-14	1982	8,500 (A)	(c)		34 177		34 177
Office des autoroutes du Québec							
1989-07-15	1982	5,750			26 250	28 744 (d)	(2 494)
					210 773	28 744	182 029
En monnaie des États-Unis							
				\$É.-U.			
En Europe							
1989 -- 1994-06-15	1979	9,750 (A)	(e)	70 000	83 524		
1989 -- 1994-08-09	1979	9,850 (A)	(f)	75 000	89 490		
1997-05-31	1985	11,000 (A)	(g)	36 500	62 500		
2001-10-15	1986	8,563	(h)	300 000	360 992		
				481 500	596 506		596 506 (1)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne							
				D.M.			
1992-02-17	1982	10,650 (A)		150 000	94 380		94 380
1989 -- 1990-04-28	1987	4,550 (A)	(i)	50 000	28 161		28 161
				200 000	122 541		122 541 (1)
En monnaie du Royaume-Uni							
				L.S.			
1992-07-09	1982	15,000		25 000	50 278		50 278 (1)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale			Solde
				En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)	Fonds d'amortissement	
En monnaie du Japon				Yens			
1989 -- 1994-07-27	1984	8,100	(j)	10 000 000	89 880		
1990 -- 1995-02-28	1985	7,600	(j)	15 000 000	134 820		
1992 -- 1996-06-24	1986	6,500	(k)	15 000 000	134 820		
1997 -- 1997-10-27	1987	5,700	(l)	11 130 000	100 000		
1997 -- 2009-10-31	1986	6,400	(m)	20 000 000	179 760		
1998 -- 2003-04-25	1988	5,500	(n)	20 000 000	179 760		
1998 -- 2012-05-25	1987	5,300	(o)	30 000 000	269 640		
				121 130 000	1 088 680		1 088 680
					2 068 778	28 744	2 040 034

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1989.

(A) Intérêts payables annuellement.

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril des années 1972 à 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Échéant à raison de 20% par année le 1er mars des années 1990 à 1994.

(c) Billets au porteur échéant à raison de 20% par année de 1988 à 1992. Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,2888% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 50 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 33 404 500 \$. Le solde à verser au 31 mars 1989 est de 40 000 000 \$.

(d) Voir continuité page 3-43.

(e) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 300 000 \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7 000 000 \$ le 15 juin 1994. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 7 000 000 \$ É.U.) à des pourcentages variant de 100,25 à 101,25%.

(f) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 750 000 \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7 500 000 \$ le 9 août 1994. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 7 500 000 \$ É.U.) à des pourcentages variant de 100,25 à 101,25%.

(g) Un contrat d'échange de monnaie en date du 31 mai 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 62 500 000 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 5 162 826 \$ Can.

(h) Billet au porteur dont le taux d'intérêt varie à chaque date de paiement d'intérêt.

Le taux utilisé est le taux LIBID 6 mois du début de la période. Cette émission est rachetable au pair par le gouvernement à compter du 15 octobre 1989 jusqu'à l'échéance à toute date de paiement d'intérêt.

Deux contrats d'échange sont rattachés à cet emprunt. Le premier, un contrat d'échange de monnaie en date du 26 juillet 1983, était rattaché à une convention de crédit dont le solde au 31 mars 1988 était de 55 402 000 \$ É.-U., laquelle fut remboursée avant échéance le 7 février 1989 (voir page 2-10 note 12). Ce contrat d'échange couvre 47 743 902 \$ É.-U., pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement le 2 juin 1993 de 60 000 000 \$ Can. L'intérêt annuel sur ce contrat est de 7 200 000 \$ Can.. Le deuxième, un contrat d'échange de taux d'intérêt en date du 15 avril 1988, est rattaché à cet emprunt. Selon ce contrat qui viendra à échéance le 15 avril 1991, le coût des paiements semestriels d'intérêt est établi en fonction du taux LIBID 6 mois de la fin de la période d'intérêt, moins 0,18%.

(i) Billet à terme échéant à raison de 25 000 000 D.M. de 1988 à 1990. Cet emprunt est le substitut d'un emprunt en obligations de 150 000 000 D.M. émis au taux de 6,00% en 1978, lequel fut remboursé par anticipation à 101 le 1er mai 1987.

Un contrat d'échange de monnaie en date du 16 décembre 1983 est rattaché à cet emprunt pour 25 000 000 D.M., pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement le 28 avril 1989 de 12 431 212 \$ Can. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 745 873 \$ Can. Ce contrat d'échange couvrait originalement 100 000 000 D.M. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 52 544 380 \$ Can.

(j) Échéant à raison de 11 versements semestriels dont les dix premiers seront de 9,0% du capital émis et le solde lors du 11ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du cinquième anniversaire de l'emprunt. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 1 milliard de Yens) à un pourcentage de 100,5%.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

-
- (k) Échéant à raison de 9 versements semestriels dont les huit premiers seront de 11% du capital émis et le solde lors du 9ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du sixième anniversaire de l'emprunt.
 - (l) Convention de crédit de 11 130 000 000 Yens contracté auprès d'un groupe de prêteurs japonais. Un contrat d'échange de monnaie en date du 27 octobre 1987 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 100 000 000 \$ Can..
L'intérêt annuel selon ce contrat d'échange est de 11 650 183 \$ Can..
 - (m) Échéant à raison de 26 versements semestriels dont les vingt-cinq premiers seront de 3,85% du capital émis et le solde lors du 26ième versement. Le premier versement s'effectuera le 30 avril 1997. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 2 milliards de Yens) à des pourcentages variant de 100,5 à 101,0%.
 - (n) Échéant à raison de 11 versements semestriels dont les dix premiers seront de 9% du capital émis et le solde lors du 11ième versement. Le premier versement s'effectuera le 25 avril 1998. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 2 milliards de Yens) à des pourcentages variant de 100,0 à 100,5%.
 - (o) Échéant à raison de 29 versements semestriels dont les vingt-huit premiers seront de 3,45% du capital émis et le solde lors du 29ième versement. Le premier versement s'effectuera le 25 mai 1998. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 1 milliards de Yens) à des pourcentages variant de 100,5 à 101,0%.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
au 31 mars 1989**

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que Fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie de L'Australie (1)	Total
1990	2 650 771	172 335	12 431	28 313	62 571				2 926 421
1991	750 079	241 652	15 730	40 446					1 047 907
1992	782 181	194 677	367 493	67 410					1 411 761
1993	828 737	62 671		97 070	50 278				1 038 756
1994	1 595 209	417 029		97 070					2 109 308
	6 606 977	1 088 364	395 654	330 309	112 849				8 534 153
1995 -- 1999	7 738 492	957 326	503 360	926 896		89 762		101 331	10 317 167
2000 -- 2004	2 006 421	1 140 908		309 637		143 620	149 200		3 749 786
2005 -- 2009	1 114 148	157 925		162 233		377 003			1 811 309
2010 -- 2014	1 611 247	92 468		78 645					1 782 360
2015 ET PLUS	2 791	793 199			100 555				896 545
TOTAL	19 080 076	4 230 190	899 014	1 807 720	213 404	610 385	149 200	101 331	27 091 320

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 705,0 M\$ (millions de dollars) en 1990, pour les bons du trésor et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 502,5 M\$ en 1990, 371,6 M\$ en 1991, 297,3 M\$ en 1992, 237,8 M\$ en 1993 et 270,8 M\$ en 1994.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) Convertis en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1989 et considérant les contrats d'échange de monnaie.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1989	1988 (redressés)
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital(1)					
Commissions scolaires	3-56	34 494	2 305 523	2 340 017 (7)	2 347 598
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-60	119 536	803 890	923 426 (7)	922 055
Universités	3-61	684 562	372 232	1 056 794 (7)	961 526
Établissements de santé et de services sociaux	3-62	337 817 (4)	1 463 337	1 801 154 (7)	1 607 096
Municipalités et organismes municipaux	3-70	3 195 874		3 195 874	2 947 891
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-73	100 596		100 596	97 215
		<u>4 472 879</u>	<u>4 944 982</u>	<u>9 417 861 (5)</u>	<u>8 883 381</u>
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-56		195 698	195 698	198 092
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-60		32 549	32 549	25 151
Établissements de santé et de services sociaux	3-62		271 737	271 737	192 506
Municipalités et organismes municipaux	3-74				
Aqueducs, égouts et autres		269 922		269 922	275 377
Assainissement des eaux		1 235 108		1 235 108	1 450 859
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-78	124 667		124 667	96 757
		<u>1 629 697</u>	<u>499 984</u>	<u>2 129 681</u>	<u>2 238 742</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements condition- nels de congés de maladie accumulés)				<u>380 343</u>	<u>347 023</u>
				<u>11 927 885 (6)</u>	<u>11 469 146</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 189 594 631 \$ (191 594 000 \$ en 1988) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 25 728 848 \$ (27 638 376 \$ en 1988), de collèges d'enseignement général et professionnel 8 082 803 \$ (4 178 329 \$ en 1988), d'universités 2 823 988 \$ (2 281 395 \$ en 1988) et d'établissements de santé et de services sociaux 1 264 133 \$ (672 188 \$ en 1988).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
AU 31 mars 1989**

(en milliers de dollars)

Echéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sments de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du gouvernement et divers autres organismes	Total
1990	350 125 (1) (*)	91 998 (1) (*)	209 541 (1) (*)	549 131 (1) (*)	379 661 (*)	18 529 (*)	1 598 985
1991	219 630	100 797	86 648	151 410	529 912	12 283	1 100 680
1992	255 518	198 929	88 239	124 609	335 457	4 955	1 007 707
1993	236 488	124 090	92 094	190 348	252 179	9 937	905 136
1994	354 807	80 421	140 466	220 831	358 660	10 502	1 165 687
1990--1994	1 416 568 (1) (*)	596 235 (1) (*)	616 988 (1) (*)	1 236 329 (1) (*)	1 855 869 (*)	56 206 (*)	5 778 195
1995--1999	603 320	223 437	269 754	312 021	793 951	44 390	2 246 873
2000--2004	176 516	52 817	50 839	107 749	219 924		607 845
2005--2009	132 159	45 252	110 498	89 388	174 215		551 512
2010--2014	8 447	3 676	4 933	7 146	40 072		64 274
2015--2019	2 176	1 555	2 710	9 789	57 943		74 173
2020--2024	831	133	1 072	12 011	28 610		42 657
2025--2029		226		17 782	15 682		33 690
2030--2034		95		8 939	9 608		18 642
	<u>2 340 017 (1) (*)</u>	<u>923 426 (1) (*)</u>	<u>1 056 794 (1) (*)</u>	<u>1 801 154 (1) (*)</u>	<u>3 195 874 (*)</u>	<u>100 596 (*)</u>	<u>9 417 861</u>

(*) Incluent des emprunts temporaires de 150 957 000 \$ aux commissions scolaires, de 25 596 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 129 522 000 \$ aux universités, de 302 495 000 \$ aux établissements de santé et de services sociaux, de 137 011 243 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux et de 7 842 451 \$ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 25 728 848 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 8 082 803 \$, d'universités 2 823 988 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 1 264 133 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé, modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Blainville-Deux-Montagnes	1 301	21 755	23 056	3 141	26 197	25 892
Deux-Montagnes		13 389	13 389	1 643	15 032	14 362
St-Eustache		13 361	13 361	2 029	15 390	14 486
Ste-Thérèse		13 623	13 623	421	14 044	14 456
Charbly	1 666	53 598	55 264		55 264	60 462
Greenfield-Park		2 267	2 267	249	2 516	2 470
Jacques-Cartier	785	10 225	11 010	348	11 358	11 278
Mont-Fort		7 430	7 430	232	7 662	8 045
St-Exupéry		5 646	5 646	1 781	7 427	7 686
Taillon		11 180	11 180	853	12 033	12 389
Varennes		24 097	24 097	510	24 607	25 923
Châteauguay-Valley	80	5 354	5 434	301	5 735	6 326
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		1 087	1 087	71	1 158	1 142
Ormstown		1 546	1 546	5	1 551	1 485
Chaudière	689	16 505	17 194	4 132	21 326	19 329
Beauceville		1 826	1 826	5	1 831	2 207
des Cèdres		2 883	2 883	12	2 895	2 622
des Érables		7 784	7 784	116	7 900	8 396
Langevin		2 414	2 414	538	2 952	2 894
St-Joseph		2 922	2 922	351	3 273	2 997
Chauveau	1 269	14 901	16 170		16 170	16 790
Ancienne-Lorette		10 794	10 794	1 801	12 595	11 320
La Jeune-Lorette		14 080	14 080		14 080	14 473
Montcalm		1 990	1 990	349	2 339	2 159
District of Bedford	121	6 657	6 778	316	7 094	7 309
Eastern Quebec		4 418	4 418	725	5 143	5 282
Greater Quebec		1 667	1 667	328	1 995	1 774
Greater Seven Islands		930	930	675	1 605	1 531
Saguenay				466	466	413
St-Maurice		1 377	1 377	170	1 547	1 488
Gaspésia Prot.		2 738	2 738	136	2 874	2 766
Bonaventure		748	748	89	837	805
Gaspé		301	301	163	464	393
Lac-St-Jean		12 313	12 313	386	12 699	12 518
Alma		2 253	2 253	596	2 849	2 684
Belle-Rivière		2 112	2 112	18	2 130	2 229
Delisle		2 812	2 812	2 541	5 353	2 433

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Louis-Fréchette	2 103	18 071	20 174	323	20 497	20 697
Abénakis		3 723	3 723	3	3 726	3 845
Bellechasse		2 940	2 940		2 940	2 885
�lan		2 763	2 763	264	3 027	2 460
Nouvelle-Beauce		3 616	3 616		3 616	3 939
Pointe-Lévis		6 319	6 319		6 319	6 372
Mauricie	1 559	20 568	22 127	27	22 154	23 223
Grand-Mère		3 820	3 820	37	3 857	4 074
Normandie		3 203	3 203	73	3 276	3 365
Shawinigan		1 080	1 080	862	1 942	1 808
Val-Mauricie		3 992	3 992	409	4 401	3 391
Pascal-Taché	70	16 250	16 320	410	16 730	16 829
La Pocatière		2 771	2 771	4	2 775	2 884
L'Islet-Sud				1 203	1 203	980
Montmagny		5 194	5 194	104	5 298	5 475
Trois-Saumons		1 546	1 546	104	1 650	1 643
Péninsule	1 301	12 347	13 648	83	13 731	14 332
Anses		667	667	721	1 388	656
Forillon		1 412	1 412	128	1 540	1 416
Grande-Hermine		2 941	2 941	126	3 067	3 252
Rocher-Percé		3 224	3 224	15	3 239	3 294
Provencher	1 004	7 215	8 219	94	8 313	8 719
Lac-St-Pierre		1 940	1 940		1 940	1 802
Les Becquets		1 089	1 089	57	1 146	1 110
Port-Royal		4 033	4 033	66	4 099	4 071
South Shore Prot.	398	8 024	8 422	553	8 975	8 733
Richelieu-Valley		1 285	1 285	124	1 409	1 382
St-Lawrence Prot.		4 514	4 514	243	4 757	4 896
South Central		1 817	1 817	56	1 873	1 830
Tardivel	35	7 974	8 009	68	8 077	8 378
Grand-Bois		2 350	2 350		2 350	2 461
Mgr-Vachon		868	868	2 186	3 054	2 912
Portneuf		1 338	1 338	17	1 355	1 437
Vaudreuil-Soulanges	49	18 051	18 100	606	18 706	19 819
Ile-Perrot		5 055	5 055	278	5 333	5 529
Soulanges		2 250	2 250	102	2 352	2 266
Vaudreuil		2 484	2 484	247	2 731	2 658
Vieilles-Forges	186	17 047	17 233	2 118	19 351	19 691
Cap-de-la-Madeleine		7 702	7 702		7 702	7 937
Chavigny		10 917	10 917	422	11 339	11 162
des Cheneux		904	904	108	1 012	982
Grand-pré		2 146	2 146	173	2 319	2 408
Trois-Rivières		2 354	2 354	2 811	5 165	3 437
Western Quebec Prot.	74	5 613	5 687	58	5 745	5 952
Greater Hull		5 095	5 095	35	5 130	4 987
North Western Quebec		332	332	357	689	261
Pontiac		1 209	1 209	111	1 320	1 352
Yamaska	526	17 497	18 023	1 455	19 478	20 666
Argile-Bleu		14 495	14 495	522	15 017	14 988
St-Hyacinthe		7 016	7 016	283	7 299	7 465
Val-Monts		2 978	2 978	1 165	4 143	4 192

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Intégrées						
Abitibi	240	9 980	10 220	63	10 283	10 629
Asbesterie		7 680	7 680	205	7 885	7 964
Aylmer	2 533	28 132	30 665	2 445	33 110	33 936
Baie-des-Chaleurs		3 431	3 431	207	3 638	3 580
Baie-des-Matias		6 147	6 147	494	6 641	6 522
Barraute-Senneterre	267	5 641	5 908		5 908	6 086
Beauport	143	24 002	24 145	187	24 332	24 799
Bersimis		4 133	4 133		4 133	4 122
Berthier-Nord-Joli		16 013	16 013	219	16 232	17 157
Black-Lake-Israëli		4 980	4 980	204	5 184	5 523
Brossard		19 312	19 312	1 284	20 596	21 141
Chapais-Chibougamou		5 685	5 685	161	5 846	5 578
Charlesbourg	135	7 987	8 122		8 122	8 090
Châteauguay	261	12 371	12 632	41	12 673	12 374
Chicoutimi	1 260	17 304	18 564	610	19 174	19 394
Chomedey-de-Laval	985	20 537	21 522	3 259	24 781	24 773
Chutes-de-La-Chaudière		27 391	27 391	529	27 920	28 014
Chutes-Montmorency		7 372	7 372	350	7 722	7 997
Coaticook		1 508	1 508	122	1 630	2 198
Commission des écoles catholiques de Québec		37 555	37 555	4 489	42 044	42 333
Côte-de-Beaupré		5 710	5 710	75	5 785	5 834
Crie		7 522	7 522		7 522	1 945
Davignon		7 043	7 043	502	7 545	7 702
De la Jonquière	905	27 364	28 269	2 886	31 155	30 556
Des Basques		1 671	1 671		1 671	1 245
Des Cantons	165	24 127	24 292	3 327	27 619	27 423
Des Cascades-L'Achigan		11 734	11 734		11 734	12 113
Des Chênes	38	23 106	23 144	1 316	24 460	24 830
Des Découvreurs		40 686	40 686	1 916	42 602	44 030
Des Draveurs		32 737	32 737	1 316	34 053	49 776
Des Frontières		528	528	25	553	490
Des Îles	46	4 889	4 935	1 250	6 185	6 457
Des Îlets		26 888	26 888	1 759	28 647	30 580
Des Montagnes		920	920	680	1 600	1 575
Des Rivières		3 700	3 700	102	3 802	3 534
Dolbeau		13 811	13 811	4	13 815	17 956
Du Goéland	125	31 211	31 336	1 061	32 397	33 258
Du Gouffre	1 021	5 254	6 275	156	6 431	7 006
Eastern Township	97	8 975	9 072	250	9 322	9 607
Fermont		3 587	3 587		3 587	3 293
Harricana		31 313	31 313	1 257	32 570	33 183
Haut-St-Maurice		2 359	2 359	140	2 499	2 347
Haute-Gatineau		5 449	5 449		5 449	5 430
Huntingdon		6 067	6 067		6 067	6 165
Iberville		6 052	6 052	124	6 176	6 013
Industrie	130	19 442	19 572	815	20 387	21 550
Jean Chapais		2 917	2 917		2 917	2 815
Jean-Rivard		4 090	4 090	31	4 121	4 312
Kativik		600	600	1 038	1 638	3 127
Lac-Mégantic	1 341	3 951	5 292		5 292	4 757
Lac-Témiscamingue		15 543	15 543	48	15 591	16 581
La Mitis	137	17 277	17 414	236	17 650	18 674
La Neigette	183	17 383	17 566	1 587	19 153	16 605
La Sapinière	118	2 342	2 460	2	2 462	2 478
La Tourelle	264	4 759	5 023	526	5 549	5 668
Laure-Conan		7 285	7 285		7 285	7 202
Laurentian		6 261	6 261	272	6 533	6 540
des Laurentides		11 004	11 004	699	11 703	11 267
Laurenval	134	23 627	23 761	544	24 305	25 850
La Vallière		2 404	2 404	257	2 661	2 490
Le Gardeur	87	45 954	46 041	1 102	47 143	40 299

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Les Écoles du Littoral	242	11 099	11 341	653	11 994	12 634
du Long-Sault		426	426	418	844	1 406
Lotbinière		6 876	6 876	217	7 093	7 247
Magog	198	10 147	10 345	1 273	11 618	11 011
Malartic		6 950	6 950	176	7 126	7 281
Manicouégan	474	1 898	2 372	5	2 377	2 643
des Manoirs	63	28 002	28 065	2 959	31 024	30 607
Marieville		38 505	38 505	2 028	40 533	41 399
Matane		4 200	4 200	296	4 496	4 594
Miguasha	61	15 368	15 429	294	15 723	16 177
des Mille-Îles	582	16 102	16 684	553	17 237	14 869
Moissons	364	27 230	27 594	220	27 814	27 747
Morilac		9 888	9 888	141	10 029	10 498
Moyenne-Côte-Nord		11 135	11 135	113	11 248	11 929
Normandin	983	3 632	4 615	258	4 873	4 286
Nouveau-Québec		3 086	3 086	1 470	4 556	1 439
Outaouais-Hull		7 142	7 142		7 142	6 751
Pierre-Neveu	464	16 228	16 692	582	17 274	16 497
Pontiac	132	10 449	10 581	1 790	12 371	10 965
Portage-du-Fort		3 415	3 415		3 415	3 269
Port-Cartier				41	41	39
Prince-Daveluy		11 037	11 037	73	11 110	11 691
Provençal		4 732	4 732	12	4 744	5 004
Quévillon		4 331	4 331	143	4 474	4 492
Rivière-du-Loup	1 223	906	2 129	524	2 653	2 847
Roberval	824	35 319	36 143	1 894	38 037	38 452
Rouyn-Noranda	2 057	4 751	6 808	115	6 923	3 763
St-Jean-sur-Richelieu	280	12 085	12 365	2 053	14 418	14 022
St-Jérôme	178	31 377	31 555		31 555	31 938
Seigneurie	30	23 301	23 331	2 161	25 492	24 255
Sept-Îles	817	4 765	5 582	591	6 173	6 206
Sherbrooke (catholique)		30 162	30 162		30 162	32 074
Sorel	85	68 606	68 691	2 335	71 026	73 345
Tadoussac		13 484	13 484	464	13 948	15 328
Témiscouata		1 025	1 025	179	1 204	992
Thetford-Mines		3 940	3 940	151	4 091	4 013
Tracy		10 964	10 964	629	11 593	11 902
Val-d'Or	62	2 666	2 728	855	3 583	3 240
Valin		10 924	10 924	230	11 154	10 717
Vallée-de-la-Lièvre		14 036	14 036		14 036	14 513
Vallée-de-la-Matapédia	192	8 087	8 279	2	8 281	8 541
Vallée-de-Mistassini	148	8 595	8 743		8 743	8 119
Valleyfield		3 437	3 437	7	3 444	3 591
Victoriaville	551	9 216	9 767	326	10 093	10 481
Warwick		20 565	20 565	1 110	21 675	22 281
	48	4 122	4 170	708	4 878	2 737
Non régionalisées						
Baie-Comeau		131	131	24	155	132
Laurentienne				392	392	300
Conseil Scolaire Ile-de-Montréal	605	391 185	391 790	82 353	474 143	468 774
	34 494	2 331 252	2 365 746	195 698	2 561 444	2 573 328
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commis- sions scolaires		25 729	25 729		25 729	27 638
	34 494	2 305 523	2 340 017	195 698	2 535 715	2 545 690

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Abitibi-Témiscamingue	1 280	15 370	16 650	213	16 863	16 410
Ahuntsic, Montréal	5 000	30 318	35 318		35 318	34 258
Alma		6 808	6 808		6 808	6 816
André-Laurendeau, LaSalle		28 165	28 165	961	29 126	30 056
Baie-Comeau	1 000	7 147	8 147	1 452	9 599	9 385
Bois-de-Boulogne, Montréal	1 000	10 778	11 778		11 778	11 729
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	18 530	19 130	1 086	20 216	21 235
Chicoutimi	1 200	23 714	24 914	1 121	26 035	25 555
Dawson, Montréal	17 670	41 570	59 240		59 240	52 915
Drummondville		16 607	16 607	57	16 664	17 547
Édouard-Montpetit, Longueuil	6 597	33 114	39 711	27	39 738	41 157
François-Xavier-Garneau, Québec	5 750	13 522	19 272		19 272	18 168
Gaspésie et des Îles, Gaspé	785	21 091	21 876	380	22 256	22 313
Granby	60	6 006	6 066	155	6 221	6 229
Héritage		33	33	444	477	
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	11 525	23 269	34 794	5 700	40 494	40 331
Joliette de Lanaudière	3 363	7 529	10 892	14	10 906	11 177
Jonquière	1 598	20 668	22 266	606	22 872	23 886
La Pocatière	5 542	7 777	13 319	866	14 185	13 988
Lévis-Lauzon, Lauzon		25 533	25 533		25 533	25 171
Limoilou, Québec		30 963	30 963		30 963	30 665
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	3 549	21 401	24 950		24 950	25 138
Maisonneuve, Montréal	2 687	17 052	19 739	179	19 918	19 657
Matane		5 907	5 907	1 870	7 777	7 434
Montmorency, Laval	500	19 498	19 998	1 704	21 702	22 219
Outaouais	541	32 913	33 454	254	33 708	26 805
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	750	17 438	18 188	2 387	20 575	19 994
Rimouski	7 244	20 680	27 924		27 924	27 498
Rivière-du-Loup	335	12 025	12 360	188	12 548	12 240
Rosemont, Montréal	9 351	12 045	21 396	1 921	23 317	23 704
St-Félicien	2 092	5 282	7 374	2 822	10 196	10 324
Ste-Foy	2 312	22 862	25 174	45	25 219	23 334
St-Hyacinthe		16 151	16 151		16 151	15 761
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	762	9 783	10 545	149	10 694	10 726
St-Jérôme	948	19 219	20 167	54	20 221	20 476
St-Laurent, Montréal	2 047	17 676	19 723	157	19 880	20 011
Sept-Îles	1 500	17 813	19 313	100	19 413	20 108
Shawinigan		14 105	14 105	118	14 223	14 629
Sherbrooke	5 019	22 550	27 569	45	27 614	27 831
Sorel-Tracy	200	13 635	13 835	599	14 434	14 901
Trois-Rivières	1 150	18 049	19 199	25	19 224	18 996
Valleyfield	2 533	14 251	16 784	2 217	19 001	18 612
Vanier, Montréal	4 076	20 195	24 271	4 507	28 778	29 763
Victoriaville	3 044	14 693	17 737	126	17 863	17 836
Vieux-Montréal	5 926	38 238	44 164		44 164	44 396
	119 536	811 973	931 509	32 549	964 058	951 384
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		8 083	8 083		8 083	4 178
	119 536	803 890	923 426	32 549	955 975	947 206

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1989	1988
Bishops, Lennoxville	1 400	171	1 571	1 438
Concordia, Montréal	35 497	33 312	68 809	56 196
École des hautes études commerciales, Montréal	10 800	6 185	16 985	16 103
École polytechnique, Montréal	29 656	21 445	51 101	42 445
Laval, Ste-Foy	90 657	53 480	144 137	139 399
McGill, Montréal	103 508	44 337	147 845	135 420
Montréal	130 501	56 714	187 215	179 487
Sherbrooke	44 995	18 568	63 563	57 977
Université du Québec	237 548 (*)	138 020 (*)	375 568 (*)	333 061
	<u>684 562 (*)</u>	<u>372 232 (*)</u>	<u>1 056 794 (*)</u>	<u>961 526</u>

(*) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement de 2 823 988 \$ (2 281 395 \$ en 1988).

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Acton-Vale: Centre local de services communautaires La Chenaie		150	150	6	156	
Alma: Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	500	1 977	2 477	6 144	8 621	2 178
Clair-Foyer Inc.						268
Andréville: Foyer Desjardins		476	476	4	480	435
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska	750	3 117	3 867		3 867	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	602	1 602	455	2 057	2 015
Baie Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau	1 550	7 088	8 638		8 638	10 551
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		4 697	4 697	2 206	6 903	5 428
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 015	1 015	99	1 114	1 021
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	3 000	15 683	18 683	72	18 755	18 989
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 850	2 850		2 850	2 954
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	2 760		2 760		2 760	2 760
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		846	846	28 740	29 586	
Cap-de-la-Madeleine: Foyer Père-Frédéric Inc.		716	716	59	775	775
Chambly: Centre d'accueil Anne-Leseigneur		47	47	546	593	
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1 500	4 234	5 734		5 734	5 889
Charmy: Centre hospitalier Paul-Gilbert		12 838	12 838	356	13 194	13 596
Chicoutimi:						
Beaumont de Chicoutimi Inc.		1 155	1 155		1 155	1 155
Conseil de la santé et des services sociaux région du Saguenay-Lac-St-Jean		10 103	10 103	4 671	14 774	10 427
Hôpital de Chicoutimi Inc.	2 087	12 418	14 505	448	14 953	14 383
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 692	2 692		2 692	2 788
Chisasibi-Baie-James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		2 049	2 049	80	2 129	2 137
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		1 178	1 178		1 178	1 033
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	430	2 231	2 661	185	2 846	460

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 353	3 353	133	3 486	3 364
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	1 000	2 975	3 975		3 975	4 082
Hôpital Ste-Croix		7 711	7 711		7 711	8 133
Pavillon Laforest Inc.		302	302	5 236	5 538	
Farnham: Foyers Farnham Inc.		176	176	63	239	239
Forestville: CLSC de Forestville		1 368	1 368	137	1 505	1 331
Fortierville: Foyer de Fortierville Inc.				2	2	
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan	500		500		500	500
Centre hospitalier Mgr Ross		1 050	1 050	711	1 761	844
Hôtel-Dieu de Gaspé	3 585	1 981	5 566		5 566	6 553
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	5 000	47 020	52 020	200	52 220	54 342
Granby:						
Centre Butters Inc. (Le)		1 150	1 150		1 150	1 557
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 866	5 366		5 366	5 468
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur Gendron Inc.		405	405	2	407	365
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 983	2 983	9	2 992	3 092
Foyer de Grand-Mère Inc.		350	350	8	358	358
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	2 200	7 702	9 902	21	9 923	10 038
Havre St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		1 730	1 730	196	1 926	1 567
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		331	331	1	332	311
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		808	808	285	1 093	1 016
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	2 500	14 993	17 493	101	17 594	18 659
Centre local de services communautaires de Hull		1 759	1 759		1 759	1 822
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		9 112	9 112	7 543	16 655	12 178
Hôpital Pierre-Janet (Corporation de l')	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta	1 000	2 566	3 566		3 566	3 663
Iberville: Résidence Champagnet d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	12 330	14 519	26 849	122	26 971	29 563
Foyer St-Eusèbe Inc.		2 108	2 108	751	2 859	2 739
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	400	2 532	2 932	647	3 579	3 500
Kujjuaq: Hôpital Ungava		10 062	10 062	1 343	11 405	10 159

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha!Ha! Inc.	950	1 053	2 003		2 003	2 042
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)		47	47	4 957	5 004	
Centre hospitalier de Lachine		1 784	1 784	108	1 892	1 753
La Malbaie: Centre d'accueil St-Joseph-de-La-Malbaie		1 638	1 638	4 143	5 781	
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et C.A. et de réadaptation des Hautes-Vallées		244	244	996	1 240	1 230
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	550	8 142	8 692		8 692	9 263
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de la Sarre		1 197	1 197	2	1 199	1 141
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 107	1 107		1 107	1 148
Laval:						
Cité de la santé de Laval	2 200	11 995	14 195		14 195	14 640
Hôpital Juif de réadaptation		918	918	132	1 050	1 002
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier		1 430	1 430	803	2 233	791
Les Escoumins: Centre de santé de La Haute Côte-Nord		4 613	4 613	19	4 632	4 242
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		9 438	9 438	654	10 092	10 560
Longueil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 146	2 146		2 146	2 469
Centre hospitalier Pierre-Boucher	7 118	38 524	45 642		45 642	47 794
Conseil de la santé et des services sociaux région de la Montérégie		35 127	35 127	9 465	44 592	28 272
Institut Nazareth et Louis-Braille		321	321	29	350	297
Louiseville: Centre d'Accueil Louiseville Inc.		618	618		618	454
Louves-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de La Basse Côte Nord	450	94	544	3 372	3 916	450
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		1 134	1 134	7	1 141	1 023
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	3 000	2 600	5 600	64	5 664	5 700
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		6 401	6 401	1 893	8 294	8 311
C.L.S.C. de Matane		508	508	9	517	465
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		969	969	261	1 230	1 141
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	2 000	1 620	3 620		3 620	3 680
Montmagny:						
Foyer d'Youville		1 962	1 962	203	2 165	2 056
Hôtel-Dieu de Montmagny	750	4 040	4 790	517	5 307	5 315

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Montréal:						
Boscoville		1 188	1 188	19	1 207	1 141
Centre d'accueil Charleroi		11	11		11	1 068
Centre d'accueil La Cité des Prairies		2 699	2 699	716	3 415	2 698
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau (La Corporation du)		1 820	1 820	122	1 942	1 838
Centre de santé St-Henri Inc.	1 400	2 417	3 817		3 817	3 900
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		6 565	6 565	664	7 229	6 865
Centre hospitalier Fleury		8 573	8 573	761	9 334	10 141
Centre hospitalier Jacques-Viger	817	6 121	6 938		6 938	7 191
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	400	2 873	3 273	1 093	4 366	3 258
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		6 150	6 150	90	6 240	6 393
Centre hospitalier de St-Mary's		5 909	5 909	23	5 932	6 149
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)	1 500	643	2 143	3 390	5 533	5 500
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 391	1 391	16	1 407	1 261
Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies				2 582	2 582	996
Centre local de services communautaires St-Henri		1 764	1 764		1 764	2 434
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 457	2 457	10	2 467	2 553
Centres Marronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux Montréal Métropolitain	4 025	109 013	113 038	26 503	139 541	110 592
École Mont St-Antoine Inc.		3 226	3 226	12	3 238	2 985
Hôpital Chinois de Montréal (1963) (L')		3 354	3 354	2	3 356	3 346
Hôpital Général de Montréal	1 000	8 240	9 240	44	9 284	12 546
Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis (L')	4 847	2 618	7 465	5 339	12 804	7 962
Hôpital Jean-Talon	6 260	10 556	16 816	30	16 846	13 960
Hôpital Louis-H. Lafontaine		5 697	5 697	1 536	7 233	4 947
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	1 000	7 274	8 274	110	8 384	7 823
Hôpital Marie-Clarac		1 680	1 680		1 680	1 740
Hôpital Marie-Enfant		1 049	1 049	293	1 342	1 302
Hôpital de Montréal pour Enfants	1 500	2 867	4 367	596	4 963	3 838
Hôpital neurologique de Montréal		2 556	2 556	1 427	3 983	4 812
Hôpital Notre-Dame	7 350	14 424	21 774	2 699	24 473	24 894
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000	1 065	2 065	465	2 530	1 000
Hôpital Reddy Memorial	1 918	51	1 969	954	2 923	2 967
Hôpital Rivière-des-Prairies		2 125	2 125	523	2 648	2 511
Hôpital Royal Victoria		3 919	3 919	82	4 001	4 154
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	2 856	15 434	18 290	1 277	19 567	20 022
Hôpital St-Charles Borromée (Corporation de L')		6 485	6 485	681	7 166	7 301
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		4 281	4 281		4 281	4 325
Hôpital Ste-Justine	420	20 060	20 480	3 033	23 513	23 219
Hôpital St-Luc	1 000	9 641	10 641	5 652	16 293	10 656
Hôpital Santa-Cabrini		1 585	1 585	41	1 626	1 722
Hôtel-Dieu de Montréal		11 176	11 176	942	12 118	11 801
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		1 858	1 858		1 858	1 924
Institut de cardiologie de Montréal		6 855	6 855	413	7 268	8 148
Institut Philippe-Pinel de Montréal		5 922	5 922		5 922	5 994
Institut de recherches cliniques de Montréal		290	290	11 975	12 265	
Manoir de l'Âge d'Or		102	102	2 821	2 923	1 739
Résidence Christophe-Colomb						3 250
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		7 474	7 474	1 126	8 600	8 644
Résidence Maison-Neuve Inc.				2 982	2 982	
Villa Notre-Dame-de-Grâce	104	838	942	20	962	927

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	7 575	7 833	15 408	710	16 118	16 581
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène	507		507		507	563
Centre Rose-Virginie Pelletier		1 629	1 629	189	1 818	1 672
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore	1 000	935	1 935		1 935	2 016
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		12 736	12 736	987	13 723	13 961
Québec:						
Centres d'accueil St-Antoine et Le Faubourg	500		500		500	500
Clinique Roy-Rousseau		1 121	1 121	2	1 123	1 026
Corporation d'hébergement du Québec	144 019	294 777	438 796	33 945	472 741	372 919
Conseil de la santé et des services sociaux de Québec		59 314	59 314	9 728	69 042	57 568
Hôpital de l'Enfant-Jésus	2 030	15 484	17 514	4 427	21 941	22 350
Hôpital Général de Québec		2 412	2 412	48	2 460	2 433
Hôpital St-François-d'Assise	3 800	16 195	19 995	172	20 167	17 938
Hôpital du St-Sacrement		5 323	5 323	694	6 017	5 946
Hôtel-Dieu de Québec (L')		9 883	9 883	471	10 354	9 921
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec						8 526
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 728	1 728	30	1 758	1 582
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur	13 335	23 015	36 350	852	37 202	37 077
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est		100	100	7	107	
Centre hospitalier régional de Rimouski		8 472	8 472	1 679	10 151	8 851
Conseil de la santé et des services sociaux région Bas St-Laurent et la Gaspésie		9 931	9 931	3 632	13 563	8 737
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers		1 515	1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 812	1 812		1 812	1 875
Rivière-du-Loup: Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Rivière-Quelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		377	377		377	473
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval		3 296	3 296		3 296	3 410
Rouyn: Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue		8 122	8 122	1 710	9 832	7 640
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		4 419	4 419	803	5 222	4 909
Ste-Agathe Sud: Hôpital Mont Sinaï		2 857	2 857	11 856	14 713	1 914
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		504	504	9	513	458

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts (Corporation de l')	3 615		3 615		3 615	3 615
St-Célestin: Foyer St-Célestin		87	87	5 808	5 895	
Ste-Claire: Villa Prévost Inc.		431	431		431	431
St-Damien-de-Buckland: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes						109
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	2 150		2 150		2 150	2 150
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		1 799	1 799		1 799	1 866
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		3 268	3 268	176	3 444	3 425
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	275	690	965	101	1 066	1 293
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 300	19 767	21 067	579	21 646	21 693
Hôpital Laval		11 175	11 175	63	11 238	11 529
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce		4 622	4 622	300	4 922	5 303
Ste-Germaine-du-Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 431	1 431		1 431	1 321
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.	2 600	8 092	10 692		10 692	10 880
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		3 634	3 634	2 057	5 691	5 286
Pavillons Bois-Joly Inc. (Les)		471	471	22	493	407
St-Jacques: Centres d'accueil Montcalm (Les)		336	336	60	396	347
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	12 306	13 696	58	13 754	14 098
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 600	1 600		1 600	1 600
St-Jérôme (Terrebonne):						
Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		14 561	14 561	4 697	19 258	13 309
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		31 021	31 021	3 462	34 483	32 761
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		2 367	2 367	1 552	3 919	3 986
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)	500	928	1 428		1 428	1 462
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la- la-Protection		621	621	3	624	556
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		1 450	1 450		1 450	1 500

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 933	1 933		1 933	2 269
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Deschambault		1 161	1 161		1 161	
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps						37
Sept-Îles:						
Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc.		409	409	7	416	377
Hôpital de Sept-Îles (Corporation de l')		19 500	19 500		19 500	21 590
Shawinigan-sud:						
Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud Inc.		370	370	2	372	355
Centre hospitalier régional de la Mauricie	1 200	6 459	7 659		7 659	7 893
Shawville: Hôpital communautaire du Pontiac Inc. (L')		1 742	1 742	157	1 899	1 717
Sherbrooke:						
Centre de Réadaptation Estrie Inc.		456	456	1	457	
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	6 025	3 376	9 401	86	9 487	11 410
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Estrie		11 897	11 897	3 236	15 133	12 556
Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Corporation de l')		3 513	3 513	144	3 657	3 534
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke	725	2 809	3 534	24	3 558	3 574
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	400	6 104	6 504	872	7 376	7 392
Relais St-François Inc. (Le)		477	477		477	416
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		741	741		741	734
Sorel:						
Ateliers Riverains (Les)		844	844	1	845	766
Hôtel-Dieu de Sorel		6 183	6 183		6 183	6 404
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscamingue		1 305	1 305		1 305	1 350
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	4 789	4 008	8 797		8 797	8 908
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		530	530	502	1 032	1 000
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Ste-Marie		2 199	2 199	144	2 343	2 313
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		5 625	5 625	1 436	7 061	7 928
Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières		22 491	22 491	2 657	25 148	20 431
Foyer Joseph-Denys Inc.		320	320		320	320
Val-d'Or:						
Centre hospitalier St-Sauveur	3 255	3 890	7 145	5	7 150	7 159
Foyer de Val-d'Or Inc.				84	84	
Valleyfield:						
Centre hospitalier de Valleyfield	10 900	17 483	28 383	8	28 391	29 985
Centres jeunesse de la Montérégie (Les)		550	550	682	1 232	1 176
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 237	2 237		2 237	2 250
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		9 256	9 256	77	9 333	9 570
Hôpital Champlain de Verdun (Corporation de l')	1 100	1 394	2 494		2 494	2 546
Hôpital Douglas		9 123	9 123	340	9 463	8 752

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1989	1988
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis		4 229	4 229		4 229	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	250	2 352	2 602		2 602	2 686
Vimont: C.L.S.C. du Marigot		1 595	1 595		1 595	1 793
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		807	807	71	878	804
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		746	746	32	778	710
	<u>337 817</u>	<u>1 464 601</u>	<u>1 802 418</u>	<u>271 737</u>	<u>2 074 155</u>	<u>1 800 274</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé et de services sociaux		1 264	1 264		1 264	672
	<u><u>337 817</u></u>	<u><u>1 463 337</u></u>	<u><u>1 801 154</u></u>	<u><u>271 737</u></u>	<u><u>2 072 891</u></u>	<u><u>1 799 602</u></u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1989	1988
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	25	151	176	159
Beauharnois	9 275		9 275	9 125
Blainville	1 352		1 352	1 250
Boisbriand	7 554		7 554	1 637
Bois-des-Filion	217		217	75
Boucherville	17 227		17 227	14 009
Brossard	17 243		17 243	14 462
Candiac	9 378		9 378	7 196
Charbly	8 440		8 440	5 106
Châteauguay	18 424		18 424	17 028
Côte-St-Luc		1 201	1 201	1 226
Delson	4 667		4 667	3 556
Deux-Montagnes	3 117		3 117	3 011
Dorion	5 540		5 540	5 449
Greenfield-Park	6 045		6 045	5 083
Île-Perrot	745		745	612
Lachine		102	102	
La Prairie	8 258		8 258	6 368
LaSalle	2 042		2 042	1 362
Laval	128 863	1 785	130 648	125 914
Lemoyne	1 721		1 721	1 526
Longueuil	69 707		69 707	62 002
Lorraine	303		303	305
Maple-Grove	2 545		2 545	2 448
Marieville	2 737		2 737	2 677
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	6 510		6 510	6 373
Pincourt	3 006		3 006	2 265
Richelieu	1 630		1 630	765
Rosmère	473		473	475
St-Catherine	5 005		5 005	3 764
St-Constant	6 313		6 313	4 834
St-Eustache	3 726	163	3 889	1 603
St-Hubert	22 455		22 455	17 919
St-Julie	3 155		3 155	3 127
St-Lambert	6 041		6 041	4 989
St-Thérèse	3 109		3 109	2 434
Terrasse-Vaudreuil	1 265		1 265	1 142
Varenes	6 852		6 852	6 967
Vaudreuil	5 380		5 380	5 292
Verchères	2 741		2 741	1 583
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	672		672	663
Beauport	3 281	333	3 614	2 176
Cap-Rouge	957		957	834
Charlesbourg	3 105	851	3 956	3 410
Lac-St-Charles	470		470	454
Lauzon	6 785		6 785	1 673
Lévis	8 134		8 134	1 819
Loretteville	1 946		1 946	1 535

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1989	1988
Québec	9 271	485	9 756	10 417
St-Augustin-de-Desmaures	227		227	70
Ste-Brigitte-de-Laval		207	207	211
Ste-Catherine		261	261	266
St-David-de-l'Auberivière	2 892		2 892	666
Ste-Foy	6 856		6 856	6 230
St-Nicolas		299	299	304
St-Pierre		99	99	100
Sillery		1 053	1 053	494
Val-Bélair	725	643	1 368	1 111
Vanier	494		494	409
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	18 065	762	18 827	18 830
Abitibi-Ouest	193	965	1 158	1 087
Argenteuil	404		404	
Arthabaska	34 899		34 899	30 405
Beauce-Nord	37 186	218	37 404	28 389
Beauce-Sud	35 410		35 410	34 652
Beauharnois	37 281	924	38 205	35 977
Bellechasse	6 117	307	6 424	6 091
Berthier	8 071		8 071	7 086
Bonaventure	1 360		1 360	389
Brome-Missisquoi	24 508	1 837	26 345	25 651
Champlain	8 190		8 190	5 098
Chapleau	1 453		1 453	
Charlevoix	4 867	424	5 291	2 318
Chauveau	4 767		4 767	4 359
Chicoutimi	21 023	983	22 006	19 092
Deux-Montagnes	245		245	219
Drummond	14 106	898	15 004	13 003
Dubuc	19 089	1 072	20 161	13 394
Frontenac	32 820		32 820	31 921
Gaspé	8 545		8 545	4 920
Gatineau	2 374		2 374	2 590
Hull	974	230	1 204	1 177
Huntingdon	52		52	
Iberville	23 886	160	24 046	21 423
Johnson	21 639		21 639	19 944
Joliette	9 031		9 031	4 448
Jonquière	28 318		28 318	27 963
Kamouraska-Témiscouata	10 462		10 462	10 171
Labelle	27 729	123	27 852	27 271
Lac-St-Jean	42 333		42 333	41 714
L'Assomption	26 188		26 188	22 109
Lavolette	21 087		21 087	16 566
Lotbinière	3 294	173	3 467	3 260
Maskinongé	6 932		6 932	2 441
Matane	13 202		13 202	12 664
Matapédia	11 906	602	12 508	10 161
Mégantic-Compton	12 629		12 629	11 219
Montmagny-L'Islet	3 430	184	3 614	2 323
Nicolet	3 788		3 788	3 236
Orford	30 612	2 878	33 490	32 511
Papineau	3 768		3 768	3 764
Pontiac	2 683		2 683	2 588

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1989	1988
Portneuf	11 119	166	11 285	10 311
Prévost	2 716	3 411	6 127	5 115
Richelieu	19 414		19 414	10 227
Richmond	16 978		16 978	15 502
Rimouski	37 698		37 698	33 330
Rivière-du-Loup	13 650		13 650	12 045
Roberval	33 347	445	33 792	31 923
Rousseau	19 144		19 144	17 787
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	16 479	1 542	18 021	14 023
Saguenay	1 756		1 756	1 310
Shefford	33 399	1 309	34 708	34 980
Sherbrooke	22 158		22 158	17 342
St-François	9 543		9 543	8 613
St-Hyacinthe	43 673		43 673	43 356
St-Jean	259		259	259
St-Maurice	677		677	667
Terrebonne	1 059		1 059	882
Trois-Rivières	23 460	643	24 103	16 361
Ungava	6 147		6 147	6 191
Vaudreuil-Soulanges	4 196		4 196	2 995
Verchères	3 537		3 537	3 430
	1 394 226	27 889	1 422 115	1 237 033
Moins: montant inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux "	22 273		22 273	14 006
	1 371 953	27 889	1 399 842	1 223 027
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		10 665	10 665	11 964
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		43 449	43 449	45 114
Communauté régionale de l'Outaouais	63 252		63 252	63 835
Communauté urbaine de Montréal	623 598	777 491	1 401 089	1 411 255
Communauté urbaine de Québec	137 815		137 815	51 054
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec		5 590	5 590	6 052
Corporation intermunicipale de transports des Forges		4 099	4 099	4 652
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		8 783	8 783	5 675
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		6 696	6 696	6 703
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		533	533	577
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		73 385	73 385	88 292
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		21 918	21 918	16 091
Société de transport de Ville de Laval		18 758	18 758	13 600
	824 665	971 367	1 796 032	1 724 864
	2 196 618	999 256	3 195 874	2 947 891

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée du Québec	3 450	3 650
Radio-Québec	2 775	3 125
Société de la Place des Arts de Montréal	51 334	53 965
Société du Grand Théâtre de Québec	3 950	3 950
Société québécoise d'assainissement des eaux	33 865 (*)	27 630
	<u>95 374</u>	<u>92 320</u>
Divers autres organismes	5 222	4 895
	<u>100 596</u>	<u>97 215</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 18 955 373 \$ inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux ".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1989	1988
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	125		125	150
Beauharnois	810	20	830	
Beloeil	729		729	97
Blainville	7 064	30	7 094	6 432
Boisbriand	4 291		4 291	8 690
Bois-des-Filion	3 136		3 136	2 928
Boucherville	16 506	112	16 618	19 735
Brossard	14 804		14 804	17 783
Candiac	4 467		4 467	4 583
Carignan		143	143	156
Chambly	8 161		8 161	6 620
Châteauguay	9 556		9 556	9 318
Delson	2 430	93	2 523	2 423
Deux-Montagnes	1 059		1 059	995
Dorion	455		455	427
Greenfield-Park	5 687	41	5 728	6 734
Ile-Perrot	3 154		3 154	3 161
Lachenaie	169	91	260	377
Lachine		205	205	120
La Prairie	4 085		4 085	4 234
L'Assomption		66	66	
LaSalle	450	6 328	6 778	7 779
Laval	40 492	2 584	43 076	54 865
Lemoine	1 057		1 057	1 253
L'Épiphanie, ville		502	502	518
Longueuil	50 674	4 865	55 539	64 824
Lorraine	3 007		3 007	3 059
Maple-Grove	1 445		1 445	388
Marieville	4 416		4 416	2 130
Mascouche	196		196	298
McMasterville	154		154	
Mercier	114		114	
Montréal		13 269	13 269	18 512
Mont-St-Hilaire	351		351	43
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 173	769	1 942	2 101
Otterburn-Park	168		168	
Pincourt	8 639	329	8 968	2 246
Pointe-Calumet		1 762	1 762	2 076
Richelieu	1 359		1 359	1 593
Rosmère	3 910		3 910	3 941
St-Amable		3 555	3 555	3 927
St-Basile-le-Grand	219	69	288	42
St-Bruno	678		678	
St-Catherine	2 505		2 505	2 565
St-Constant	3 375		3 375	3 415
St-Eustache	5 349		5 349	7 426
St-Hubert	24 743	521	25 264	30 176
St-Julie	1 047	959	2 006	2 206
St-Lambert	5 777	47	5 824	7 087
St-Mathieu-de-Beloeil		139	139	182
St-Pierre		245	245	
St-Raphael-de-l'Île-Bizard				60
St-Thérèse	11 066	72	11 138	11 281
Terrasse-Vaudreuil	1 362	148	1 510	671
Terrebonne	215		215	329
Varenes	471	916	1 387	1 452

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1989	1988
Vaudreuil	560		560	309
Vaudreuil-sur-le-Lac		332	332	413
Verchères	5 300		5 300	3 982
Verdun				
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	699		699	647
Beauport	1 138	196	1 334	2 759
Cap-Rouge	732		732	859
Charlesbourg	1 480	1 060	2 540	3 210
Charny	277		277	371
Lac-St-Charles	958	1 494	2 452	2 138
L'Ange-Gardien	160		160	
Lauzon	9 103	11	9 114	12 521
Lévis	9 281		9 281	12 937
Loretteville	881		881	1 297
Québec	1 064	2 248	3 312	3 701
St-Augustin-de-Desmaures	1 144	409	1 553	1 555
Ste-Brigitte-de-Laval				108
St-David-de-L'Auberivière	2 859	402	3 261	4 187
St-Dunstan-du-Lac-Beauport	37	57	94	311
St-Émile	107		107	116
Ste-Foy	4 446	250	4 696	5 382
St-Laurent		15	15	
St-Nicolas	134	36	170	253
St-Pierre I.O.		25	25	
St-Romuald	274		274	494
Sillery				440
Stoneham et Tewkesbury		309	309	
Val-Bélair	742		742	154
Vanier	1 194		1 194	979
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	679	317	996	1 328
Abitibi-Ouest	1 661	595	2 256	2 084
Argenteuil	2 330	613	2 943	1 613
Arthabaska	3 824	431	4 255	9 387
Beauce-Nord	6 427	9 232	15 659	22 069
Beauce-Sud	5 049	2 514	7 563	7 157
Beauharnois	8 937	992	9 929	12 734
Bellechasse	800	6 370	7 170	6 927
Berthier	4 412	3 505	7 917	6 947
Bonaventure	9 588	3 252	12 840	11 065
Brome-Missisquoi	5 063	6 643	11 706	9 884
Champlain	10 907	621	11 528	13 245
Chapleau	1 461		1 461	3 551
Charlevoix	3 073	702	3 775	3 307
Châteauguay				897
Chauveau	446	745	1 191	711
Chicoutimi	8 454	8	8 462	11 431
Deux-Montagnes	78	188	266	487
Drummond	39 363	3 509	42 872	47 114
Dubuc	5 773	476	6 249	8 917
Duplessis	685	1 607	2 292	2 657
Frontenac	4 098	3 053	7 151	7 424
Gaspé	9 596	4 545	14 141	16 926

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1989	1988
Gatineau	6 418	3 570	9 988	9 035
Hull	989		989	1 114
Huntingdon	1 986	950	2 936	1 579
Iberville	6 056	1 986	8 042	9 132
Îles-de-la-Madeleine	2	40	42	119
Johnson	7 860	1 111	8 971	4 977
Joliette	29 206	3 432	32 638	34 655
Jonquière	2 220		2 220	2 674
Kamouraska-Témiscouata	5 169	5 765	10 934	10 898
Labelle	2 098	680	2 778	3 912
Lac-St-Jean	2 821	572	3 393	3 942
Laporte		16 589	16 589	
L'Assomption	14 528	127	14 655	18 925
Laviolette	4 183	1 032	5 215	9 827
Lévis	589	1 522	2 111	3 516
Lotbinière	882	3 471	4 353	6 338
Maskinongé	12 852	765	13 617	14 586
Matane	717	2 626	3 343	3 386
Matapédia	1 348	867	2 215	3 791
Mégantic-Compton	5 186	983	6 169	6 066
Montmagny-L'Islet	15 928	4 997	20 925	6 190
Montmorency	331	515	846	723
Nicolet	2 560	1 315	3 875	3 006
Orford	6 689	7 497	14 186	17 372
Papineau	648	1 589	2 237	894
Pontiac	587	234	821	621
Portneuf	3 347	5 359	8 706	9 992
Prévost	5 248	674	5 922	3 373
Richelieu	35 387	1 420	36 807	45 753
Richmond	1 759	2 203	3 962	5 919
Rimouski	9 767	643	10 410	14 887
Rivière-du-Loup	7 100	4 601	11 701	12 910
Roberval	4 537	1 542	6 079	6 934
Rousseau	4 371	1 619	5 990	7 493
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2 151	3 285	5 436	10 350
Saguenay	22 908	1 035	23 943	24 804
Shefford	6 449	499	6 948	6 820
Sherbrooke	37 453	3 797	41 250	22 751
St-François	10 589	534	11 123	7 574
St-Hyacinthe	7 269	2 242	9 511	10 404
St-Jean	2 257	1 534	3 791	3 947
St-Maurice	2 976	260	3 236	3 117
Taillon				1 076
Terrebonne	91	842	933	1 147
Trois-Rivières	30 520	4 294	34 814	36 233
Ungava	3 238	42 353	45 591	26 551
Vaudreuil-Soulanges	1 157	619	1 776	3 156
Verchères	233	2 387	2 620	2 667
	767 034	238 619	1 005 653	1 043 529

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1989	1988
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		1 134	1 134	
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		2 720	2 720	2 878
Commission intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec				
Communauté régionale de l'Outaouais	1 271		1 271	130
Communauté urbaine de Montréal	356 926	15 017	371 943	461 741
Communauté urbaine de Québec	109 877		109 877	196 890
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay				3 547
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		567	567	
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		10 365	10 365	9 863
Société de transport de Ville de Laval		1 500	1 500	7 658
	<u>468 074</u>	<u>31 303</u>	<u>499 377</u>	<u>682 707</u>
	<u>1 235 108</u>	<u>269 922</u>	<u>1 505 030</u>	<u>1 726 236</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée d'art contemporain de Montréal	495	300
Société de la Place des Arts de Montréal	41 540	11 745
Société du Grand Théâtre de Québec	2 638	700
	<u>44 673</u>	<u>12 745</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie		
Aide à la création d'emplois communautaires	5 469	3 774
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	2 859	3 429
Aide au développement régional	5 157	2 619
Assistance à l'industrie minière	3 553	9 537
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	36 415	49 498
Développement de l'industrie forestière	3 664	558
Développement des pêches maritimes	3 853	1 948
Aide aux loisirs et à la culture	17 875	9 219
Autres	1 149	3 430
	<u>79 994</u>	<u>84 012</u>
	<u>124 667</u>	<u>96 757</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail page	1989	1988
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT		
3-80 Centre de recherche industrielle du Québec	5 000	
3-81 Commission municipale du Québec	39 532	41 666
3-82 Hydro-Québec	22 435 398 (1),(2)	22 248 283
3-88 Musée de la Civilisation	40 000	
3-89 Régie de l'assurance-maladie du Québec	16 000	16 422
3-89 Régie des installations olympiques	491 086 (1),(2)	567 889
3-91 Sidbec	329 424 (1)	308 885
3-93 Société de développement de la Baie James	2 237	1 739
3-93 Société de développement industriel du Québec	223 308 (1)	186 149
3-95 Société du Palais des congrès de Montréal	86 500 (1)	86 500
3-96 Société du parc industriel du centre du Québec	35 000 (1)	35 000
3-96 Société immobilière du Québec	445 180 (1)	448 600
3-98 Société nationale de l'amiante	57 690	54 776
3-98 Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale de la Société générale de financement du Québec)	168 897 (1)	183 881
3-99 Société québécoise d'assainissement des eaux	130 369 (1)	101 330
	<u>24 505 621</u>	<u>24 281 120</u>
MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-103 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	445	656
3-103 Agriculteurs	74	255
3-103 Éditeurs et libraires		317
3-104 Étudiants	1 181 116 (3)	1 028 356
3-104 Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	46	273
3-105 Pêcheurs	15 588	12 835
3-105 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	87	280
3-106 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	10 635	10 623
3-107 Usines laitières régionales	600	800
	<u>1 208 591</u>	<u>1 054 395</u>
	<u><u>25 714 212</u></u>	<u><u>25 335 515</u></u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1989 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.-U.	= 1,1932
En monnaie du Japon, Yen	= 0,008988
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais	= 0,5582
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,6292
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,0111
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7181
En unité de compte européen, U.C.E.	= 1,31127

(2) Y compris 2 119 320 \$ (4 123 410 \$ en 1988) pour les obligations d'Hydro-Québec et 4 000 000 \$ (23 000 000 \$ en 1988) pour les obligations de la Régie des installations olympiques détenues par le gouvernement du Québec au fonds d'amortissement (voir page 3-45).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
 Centre de recherche industrielle du Québec
 L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada aux taux et selon les échéances suivantes:		
obligations 1989 - 1 000 000 \$ taux 9,25% échéance 9 mai 1989		
obligations 1990 - 1 000 000 \$ taux 9,50% échéance 9 mai 1990		
obligations 1991 - 1 000 000 \$ taux 9,50% échéance 9 mai 1991		
obligations 1992 - 1 000 000 \$ taux 9,75% échéance 9 mai 1992		
obligations 1993 - 1 000 000 \$ taux 10,00% échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 septembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>5 000</u>	<u>5 000</u>

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires. Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>39 532 (*)</u>	<u>41 666</u>

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 21 630

Blainville, 356; Boisbriand, 408; Boucherville, 384; Brossard, 12; Charbly, 37; Châteauguay, 47; Côte-St-Luc, 496; Dollard-des-Ormeaux, 30; Dorval, 165; Ile-Perrot, 56; Lachenaie, 15; L'Assomption, 206; Laval, 329; Longueuil, 1 132; Mascouche, 89; McMasterville, 34; Montréal, 14 797; Mont-St-Hilaire, 34; Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, 44; Otterburn-Park, 34; Pierrefonds, 193; Pin court, 97; Pointe-Claire, 269; Rosemère, 204; St-Basile-le-Grand, 126; St-Bruno-de-Montarville, 115; Ste-Catherine, 38; St-Constant, 2; St-Eustache, 56; St-Hubert, 124; St-Laurent, 307; Ste-Thérèse, 392; Terrasse-Vaudreuil, 90; Terrebonne, 301; Verdun, 459; Westmount, 152.

Québec métropolitain: 4 915

Ancienne-Lorette, 78; Beauport, 790; Cap-Rouge, 197; Charlesbourg, 1048; Charny, 666; Lévis, 254; Québec, 784; Ste-Brigitte-de-Laval, 98; Ste-Foy, 185; St-Jean-de-Boischatel, 43; Sillery, 207; Val-Bélair, 565.

Diverses circonscriptions électorales: 12 987

Abitibi-Est, 76; Abitibi-Ouest, 88; Argenteuil, 82; Arthabaska, 170; Beauce-Nord, 442; Bellechasse, 1 009; Berthier, 22; Bonaventure, 600; Brome-Missisquoi, 200; Champlain, 250; Chapleau, 318; Charlevoix, 1 059; Chauveau, 176; Chicoutimi, 87; Dubuc, 252; Duplessis, 156; Gaspé, 508; Gatineau, 37; Hull, 315; Huntingdon, 59; Iberville, 39; Iles-de-la-Madeleine, 256; Johnson, 232; Joliette, 17; Jonquière, 18; Kamouraska-Témiscouata, 47; Labelle, 343; Lac-St-Jean, 50; Laviolette, 79; Lotbinière, 553; Maskinongé, 110; Matane, 111; Matapédia, 4; Mégantic-Compton, 16; Montmagny-L'Islet, 162; Orford, 220; Papi-neau, 191; Pontiac, 54; Portneuf, 57; Prévost, 190; Richelieu, 331; Richmond, 137; Rimouski, 269; Rivière-du-Loup, 152; Roberval, 138; Rousseau, 149; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 144; Saguenay, 350; St-Jean, 282; St-Maurice, 520; Shefford, 288; Sherbrooke, 1 205; Trois-Rivières, 21; Vaudreuil-Soulanges, 104; Verchères, 242.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1989		1988	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		10 113 987		8 901 347
En monnaie des États-Unis	6 824 592 \$ É.-U.	8 395 833	7 041 982 \$ É.-U.	9 082 863
En monnaie de la Suisse	1 053 000 F.S.	699 940	1 339 500 F.S.	1 091 405
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 696 550 D.M.	1 034 972	1 474 550 D.M.	1 018 759
En monnaie du Japon	65 450 000 Yens	591 800	67 450 000 Yens	630 408
En monnaie du Royaume-Uni	225 000 L.S.	476 018	150 000 L.S.	349 500
En unité de compte européen	50 000 U.C.E.	65 564	90 000 U.C.E.	139 237
En monnaie des Pays-Bas	135 000 Florins	75 357	150 000 Florins	99 600
		21 453 471		21 313 119
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		317 378		419 925
En monnaie des États-Unis	744 580 \$ É.-U.	888 433	664 580 \$ É.-U.	820 158
Total avant fonds d'amortissement		22 659 282		22 553 202
Moins: Fonds d'amortissement		223 884		304 919
Total		22 435 398		22 248 283

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	27 935
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	25 267
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 1/2	AZ	22 793
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 153
" " "	" " "	" "	7	BC-2	10 400
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	21 826
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 3/4	BH	199
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	21 915
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 1/2	BM	5 072
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	22 675
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	50 925
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CJ	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	15 570
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV-1	154 711
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 715
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED	80 000
2000-12-14	" " "	" "	"	ED-1	5 000
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13 1/2	EF-1	52 118
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
1991-11-24	1981-11-24	3019-81	17 1/2	EN-1	129 778
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1992-11-15	1982-11-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 1/2	FE	45 030 (A)
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000
2003-02-10	" " "	" "	13	FF-2	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12 3/4	FJ	79 772
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
1993-09-30	" " "	" "	12 1/2	FI-2	67 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 1/2	FIA	50 000
1989-04-01	1984-03-16	529-84	Flottant	FN	50 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000
1989-08-16	1984-08-16	1701-84	13 7/8	FQ-1	80 000
1994-08-16	" " "	" "	14 1/4	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1991-01-03	1985-01-03	2731-84	12 3/8	FS	50 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	90 438 (B)
1990-02-06	1985-02-06	126-85	11	FT-1	117 000
2006-02-06	" " "	" "	12 1/4	FT-2	153 000
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12 1/4	FX	100 000
1990-02-06	1985-07-10	1374-85	11	FT-3	55 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	52 545 (C)
1995-08-15	" " "	1579-85	11	GA	100 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	" " "	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1990-03-13	1986-07-22	1069-86	9	GK	100 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	28 000
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	54 000
1992-02-25	1987-03-02	245-87	8 1/4	GR	250 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-01-16	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000

10 113 987

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 50 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 12,94%.
(B) 100 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,85%.
(C) 60 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,011%.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nomina- le en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 3/4	AP	30 900	
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	38 939	
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	24 141	
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	37 726	
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	33 198	
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	32 472	
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	33 724	
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	36 430	
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	51 759	
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	57 309	
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	78 126	
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	96 803	
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	79 913	
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	100 596	
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	22 701	
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 1/4	CQ	164 283	
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	172 278	
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	204 033	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	442 374	
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	207 843	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	22 250	
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	80 997	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	137 497	
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	94 106	
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	194 817	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 795	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	197 986	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	128 404	
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 1/4	EI	200 000	
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 3/8	EK	250 000	
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 1/4	EM	150 000	
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 5/8	EQ	200 000	
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 5/8	EY	150 000	
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 1/2	FD	85 825	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	89 400	
1993-12-15	1983-12-15	1843-83	12 3/8	FL-1	100 000	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-1		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-1		
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	137 575	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB	120 192	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	250 000	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
					6 824 592 (1)	8 395 833 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 2 246 520 600 \$ É.-U. en monnaie du Canada pour 2 914 159 100 \$ et de 93 100 000 \$ É.-U. pour 180 000 000 F.S. équivalent canadien de 130 207 000 \$ au 31 mars.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	78 000	
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	150 000	
1990-10-19	1984-10-19	2165-84	5 1/2	150 000	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	200 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	100 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	100 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
				<u>1 053 000 (2)</u>	<u>699 940 (2)</u>

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 350 000 000 F.S. en monnaie du Canada 195 116 000 \$.

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 1/4	150 000	
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 1/2	150 000	
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 1/4	240 000	
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	
1989-05-01	1984-05-01	908-84	7 1/2	100 000	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	199 000	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	117 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	142 000	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	300 000	
				<u>1 696 550 (3)</u>	<u>1 034 972 (3)</u>

(3) Y compris des contrats d'échange de devises de 750 675 000 D.M. en monnaie du Canada 439 828 000 \$.

En monnaie du Japon				Yens	
1995-03-20	1985-03-20	125-85	7,6	20 000 000	
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
				<u>65 450 000 (4)</u>	<u>591 800 (4)</u>

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 45 450 000 000 Yens en monnaie du Canada 412 200 000 \$.

En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
				<u>225 000 (5)</u>	<u>476 018 (5)</u>

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 75 000 000 Livres Sterling en monnaie du Canada 174 530 000 \$.

En unité de compte européen				U.C.E.	
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13 1/2	50 000	65 564

En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	135 000	75 357

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Montant
En monnaie du Canada et des États-Unis	
Autres emprunts	
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:	
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1.75%, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas trois ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 163 909 327 \$ CAN. et 105 000 000 \$ É.-U.	289 195
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 619
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	140 850
d) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86 et 1426-87 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance de neuf mois jusqu'à dix ans après leur date d'émission et sont rachetables par anticipation.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 184 580 000 \$ É.U.	220 241
e) En vertu du décret 1425-87 autorisant l'émission de billets sur l'euro-marché, émis à escompte et ne portant pas intérêt, pour un terme ne dépassant un an, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 55 000 000 \$ É.U.	65 626
Total autres emprunts	<u>728 531</u>

3-88

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	<u>Montant</u>
f) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>477 280</u>
Total avant fonds d'amortissement	22 659 282
Moins: Fonds d'amortissement	<u>223 884 (1)</u>
Total des obligations négociables, au 31 mars	<u><u>22 435 398</u></u>

(1) Comprenant 206 165 982 \$ en monnaie du Canada, 12 675 364 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 10 623 000 \$ en monnaie des États-Unis, 5 042 409 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 8 014 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne.

Musée de la Civilisation
L.R.Q., c. M-44

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
En vertu du chapitre M-44 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Musée.		
En vertu du décret 980-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens échéant le 30 juin 1998 au taux de 6% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,49% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u><u>40 000</u></u>	<u><u> </u></u>

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 \$ en monnaie du Canada au taux de 10,875% échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>16 000</u>	<u>16 422</u>

Régie des installations olympiques
L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:		
Emprunts sur obligations		
En vertu du décret 820-85, le gouvernement du Québec a approuvé la convention de crédit pour un emprunt auprès de la Compagnie Trust National, pour une valeur nominale de 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 10 juillet 1987 et échéant le 10 juillet 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		25 000
En vertu du décret 1580-85, le gouvernement du Québec a approuvé la convention de crédit pour emprunter auprès de la Banque Laurentienne du Canada, du Trust Général du Canada, de la Compagnie Montréal Trust du Canada et de l'Hydro-Québec # 2 Fiduciaire de la caisse de retraite des employés de l'Hydro-Québec, 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 12 février 1987 et échéant le 1er décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Régie des installations olympiques (suite)
L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé la convention de crédit pour emprunter auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse 100 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 9,60%, non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt au taux de 7,81% l'an pour une valeur nominale de 72 000 000 \$ É.-U. aux taux effectifs de 8,89% et 8,75% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	88 306	100 000
En vertu du décret 1424-87 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission et la vente d'obligations de la Régie, d'une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations, datées du 24 septembre 1987, échéant le 24 septembre 1992, portent intérêts au taux de 11,10% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	5 000	5 000
Emprunts sur billets:		
En vertu du décret 977-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets auprès de Canada Permanent Trust Company -- 60 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 3 juin 1986 et échéant le 3 juin 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		30 000
En vertu du décret 2243-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 250 000 000 \$, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	298 300	308 525
En vertu du décret 105-86 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant 40 000 000 \$, intérêts au taux de 7,9866% et échéant le 21 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	49 480	49 364
	<u>491 086</u>	<u>567 889</u>

Sidbec
L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débetures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débetures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1989	1988
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A	7 500	7 750
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 750	8 000
1991-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 750	8 000
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 3/4	D	5 000	10 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	24 000	26 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	26 500	28 000
					<u>78 500</u>	<u>87 750</u>

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

100 000 120 000

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00% échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82%, d'une valeur nominale de 29 411 765 \$, au taux effectif de 11,15%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

25 761 25 508

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597% et viennent à échéance le 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6%, d'une valeur nominale de 84 500 000 \$ É.-U., au taux effectif de 11,042%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 71 285 000 \$ É.-U.

85 064 86 348

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 1259-85, le gouvernement du Québec a approuvé la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur nominale globale de 134 000 000 \$ en monnaie des États-Unis dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 28 juin 1985 et viennent à échéance le 15 mai 1988.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt pour une valeur nominale de 174 602 000 \$ en monnaie du Canada, au taux de 11,06%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		162 538
En vertu du décret 216-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 18 février 1992 et portant intérêts au taux de 5% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,99% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 742	
En vertu du décret 424-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 6 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 1er avril 1992 et portant intérêts au taux de 5,05% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 11,726% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	55 815	
	212 382	274 394
	390 882	482 144
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".	61 458	173 259
	329 424	308 885

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	2 237	6 738
Moins: Montant inscrit au passif --"Provision pour perte sur placements en actions".		4 999
	<u>2 237</u>	<u>1 739</u>

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2610-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "C" d'une valeur nominale globale de 16 800 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 3 décembre 1984, portant intérêts au taux de 12 1/2% payables semestriellement et échéant le 3 décembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	16 800	16 800
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05%, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	15 422	13 849
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "E" d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêts à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8% payables semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 1 190 000 000 de Yens auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6% l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en monnaie du Canada, série "F", au taux de 8,25%, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125%, échéant le 15 mai 2007.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	110 000	110 000
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 810 000 000 de Yens auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5% l'an payable semestriellement les 22 mars et novembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis au montant de 30 000 000 \$ É.-U. au taux de 10,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	
	<u>223 308</u>	<u>186 149</u>

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 9,96% est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 \$ au taux effectif de 13,35%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2446-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "B" portant intérêts au taux de 12,85% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
De plus, en vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "D" portant intérêts à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8%, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts sont payables les 14 mars et 14 septembre de chaque année. Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991; elles sont remboursables par anticipation depuis le 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
	<u>86 500</u>	<u>86 500</u>

Société du parc industriel du centre du Québec
L.R.Q., c. S-15

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nis-san Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4% l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
a) En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$. Les obligations datées du 12 juin 1986 échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50% l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15% jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
b) En vertu du décret 1670-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "C" d'une valeur nominale de 72 000 000 \$. Les obligations datées du 17 novembre 1986 viendront à échéance le 17 novembre 1991 et portent intérêts au taux de 9,15% l'an. Ces obligations seront échangeables pour des obligations de série "2 C" échéant en 2006 et portant intérêts au taux de 9,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	72 000	72 000
c) En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 5 800 000 000 de Yens auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêts est de 9,72%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1989	1988
d) En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 \$ en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025% payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet en monnaie du Japon de 7 440 000 000 de Yens auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40% l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 40 800 000 \$ dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	81 600	81 600
e) En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 350 000 000 de Yens auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 40 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,0%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
f) En vertu du décret 1467-87 complété par le décret 119-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 278 000 000 de Yens, auprès de "The Nippon Credit Bank Ltd." échéant le 30 septembre 1992 et portant intérêts au taux de 5,25% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 30 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 11,56%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
g) En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
h) En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	71 580	75 000
	<u>445 180</u>	<u>448 600</u>

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625%, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 500	23 500
En vertu du décret 1651-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada, sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 février 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375% et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	169 930
	173 500	193 430
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".	115 810	138 654
	<u>57 690</u>	<u>54 776</u>

Société québécoise d'aluminium Inc.
(Filiale à part entière de la S.G.F.)
L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes empruntées par la S.G.F. ou sa filiale à part entière, pour le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (art. 4.1 et 8.5).		
En vertu du décret 2126-84, la Société, filiale à part entière de la S.G.F., a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Cet emprunt bancaire est garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de (141 550 000 \$ É.-U.)	168 897	183 881

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "A" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada à fort taux d'escompte, datés du 31 octobre 1983, venant à échéance le 31 octobre 1988, au taux de 8,125% (taux effectif de 12,47%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		38 454
En vertu du décret 1265-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "B" d'une valeur nominale globale de 25 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, datés du 5 juin 1984, au taux de 13,15% et venant à échéance le 5 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 13,40% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 263	32 263
En vertu des décrets 1420-84 et 1421-84, la Société a contracté le 27 juin 1984 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 6 688 500 000 de Yens venant à échéance le 27 juin 1989 au taux de 8,55% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 13,43% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 50 310 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	47 261	44 574
En vertu du décret 2611-84, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada de 34 148 000 \$ à fort taux d'escompte, sous forme de prêt venant à échéance le 30 novembre 1989, au taux de 10,56% (taux effectif de 12,85%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 065	32 105
De plus, en vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de 9,2% l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 12,58% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	31 317	30 879
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "F" d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, au taux de 8% l'an, datés du 10 juin 1985, intérêts payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,89% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 83 850 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	75 921	73 826

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "G" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, datées du 18 juin 1985, intérêts payables annuellement au taux de 8,254% et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,95% est rattaché à cet emprunt, au montant de 41 898 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 122	36 236
En vertu du décret 1929-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 1er octobre 1985, portant intérêts au taux de 10,625% payables semestriellement et venant à échéance le 1er octobre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 de Yens intérêts payables semestriellement au taux de 7,2% et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,71% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	36 289	35 459
En vertu du décret 2677-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "J", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 23 décembre 1985, portant intérêts au taux de 9,75% payables semestriellement et venant à échéance le 14 décembre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 de Yens, intérêts de 7,2% payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,65% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 645	35 384
En vertu du décret 263-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "M", d'une valeur nominale globale de 120 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 25 mars 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	120 000	120 000
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt en monnaie des États-Unis, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$ É.-U., intérêts payables annuellement au taux de 8,8653% et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,57% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 629	35 332

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,9% payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6% payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 1725-86, la Société a contracté le 25 novembre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 3 450 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6%, payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 11,12%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
En vertu du décret 1724-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "P", d'une valeur nominale globale de 20 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	20 000	20 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6% payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1160-87, la Société a contracté le 30 juillet 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'une somme de 5 737 000 de Yens portant intérêts au taux de 4,90%, payables semestriellement et venant à échéance le 30 juillet 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,98%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25% venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 de Yens, au taux de 5,5% l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt en monnaie des États-Unis, par billet série "U", d'un montant de 37 200 000 \$ É.-U. au taux de 9,50% l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "V", d'un montant de 6 500 000 000 de Yens, au taux de 5,13% échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange en monnaie des États-Unis au montant de 50 000 000 \$ É.-U. au taux de 10,19% l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 200	
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "W", d'un montant de 10 000 000 000 de Yens, au taux de 7% l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange en monnaie du Canada, au taux de 10,733% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	95 000	
	1 154 212	949 012
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers dans le cadre du programme d'assainissement des eaux.	1 023 843	847 682
	<u>130 369</u>	<u>101 330</u>

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)
S.Q., 1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1989	1988
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	445	656

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1989, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 575 011 157 \$.	74	255

Éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du chapitre G-1 des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement, peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare (sous sa signature), sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû est de		317

Étudiants
L.R.Q., c. P-21

(en milliers de dollars)

	1989	1988
<p>Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.</p>		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	1 181 116	1 028 356

Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention

(en milliers de dollars)

	1989	1988
<p>a) Tanguay</p> <p>Des emprunts en monnaie du Canada, de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.</p> <p>Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46	91
<p>b) St-Jérôme</p> <p>Des emprunts en monnaie du Canada, de 415 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1984-1985 auprès de la Caisse populaire de St-Jérôme par l'administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention de St-Jérôme du ministère de la Justice.</p> <p>Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46	182
	46	273

Pêcheurs
L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1989	1988
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50% des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	15 588	12 835

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-78, L.R.Q., c. C-79

(en milliers de dollars)

	1989	1988
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ en monnaie du Canada, à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières sont de	29	85
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	55	189
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit, qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 sont de	3	6
	87	280

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1989	1988
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10,50	70	90
	1991	1976-01-05	3951-75	11,00	20	30
					<u>90</u>	<u>120</u>
Corporations exerçant des activités similaires						
J.C. Martin Grossiste Inc. de Louvicourt, comté d'Abitibi	1987	1987-01-29	1685-86	10,75		40
Pêcheries Coop Rivière-au-Tonnerre, Sheldrake	1987	1986-05-27	594-86	9,75		680
Les Produits laitiers Labrie Inc., région de Valcourt	1988	1985-09-11	1603-85	11,05		100
Provalcid Inc.	1992	1989-03-20	1940-88	Flottant	170	229
Société des pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85	11,238	4 235	4 324
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1989	1986-02-20	88-86	9,75	20	47
Abattoir Dubé Inc.	1996	1986-04-27	2361-85	9,75		163
Pomexpan Inc.	1989	1986-11-06	1348-86	Flottant	125	125
Pomexper Inc.	1989	1986-11-06	1349-86	9,75		38
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant	71	80
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	Flottant	558	620
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	Flottant	1 850	1 850
Les Serristes Unis Inc.	1993	1988-03-07	1410-87	Flottant	1 320	1 320
Complexe Serricole Drummond Inc.	1993	1987-12-15	1611-87	Flottant	796	887
Cultiserve Mirabel Inc. (Hortitec Inc.)	1994	1988-08-26	1273-87	Flottant	1 400	
					<u>10 545</u>	<u>10 503</u>
					<u>10 635</u>	<u>10 623</u>

Usines laitières régionales
L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec, garantir au nom du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1989	1988
Nutrino, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,25	<u>600</u>	<u>800</u>



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003936